

REPUBLIQUE DE GUINEE



MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

ELECTRICITE DE GUINEE (EDG)



**NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE
CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UN POSTE SOURCE ELECTRIQUE A
KISSOSSO DANS LA COMMUNE URBAINE DE MATOTO (CONAKRY)**



RAPPORT FINAL

FINANCEMENT : BANQUE MONDIALE

SEPTEMBRE 2017



Ingénieurs conseils

Boulevard Telly Diallo, 5ème Avenue Sandervalia Commune de Kaloum, B.P: 2767 Conakry, République de Guinée.

Email: gadhatimbo@guide-sa.com Tel: (+224) 654 20 72 14

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ILLUSTRATIONS	5
Liste des Tableaux.....	5
Liste des Figures.....	5
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	6
RESUME NON TECHNIQUE.....	8
1. INTRODUCTION	16
1.1 Contexte et justification du projet	16
1.2 Objectif de la NIES	17
1.3 Présentation du Promoteur	17
1.4 Approche méthodologique	19
1.4.1 Phase 1 : Collecte de données primaires et secondaires	19
1.4.2 Phase 2 : Analyse des données et rédaction	20
2. DESCRIPTION DU PROJET	21
2.1 Besoins en Electricité à l'origine du Projet	21
2.2 Solution présentée par EDG	22
2.3 Modalités de réalisation du poste	22
3. ANALYSE DES OPTIONS, VARIANTES ET ALTERNATIVES.....	24
3.1 Analyse des options.....	24
3.1.1 Option1 : « Sans poste source électrique ».....	24
3.1.2 Option 2 : Avec Poste Source électrique	24
3.2 Analyse des variantes et alternatives.....	25
3.2.1 Analyse des variantes	25
3.2.2 Analyse des alternatives du projet	25
4. CADRE LEGAL, INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE	28
4.1 Cadre juridique national du Projet	28
4.1.1 Cadre juridique national relatif à l'électricité.....	28
4.1.2 Cadre juridique national relatif à l'environnement.....	29
4.2 Accords multilatéraux pertinents au Projet	31
4.2.1 Accords multilatéraux sur l'électricité	31
4.2.2 Accords multilatéraux sur l'environnement du Projet.....	32
4.3 Cadre institutionnel du Projet.....	32
4.3.1 Cadre institutionnel relatif à l'électricité	32
4.3.2 Cadre institutionnel relatif à l'Environnement	33
4.3.3 Parties prenantes non gouvernementales	34
4.4 Cadre politique du Projet.....	36
4.4.1 Cadre de la politique énergétique de la Guinée	36
4.4.2 Cadre de politique environnementale de la Guinée	36
5. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	38
5.1 Zone d'influence du Projet.....	38
5.1.1 Situation géographique et administrative	38
5.1.2 Localisation du site du projet.....	39
5.2 Environnement biophysique du Projet	41

5.2.1	Milieu physique	41
5.2.2	Milieu biologique	41
5.3	Environnement socio-économique du Projet	43
5.3.1	Histoire et évolution de la ville de Conakry	43
5.3.2	Démographie et économie de la ville de Conakry	44
5.3.3	Caractéristiques spécifiques de Matoto et de Kissosso	44
6.	INFORMATION ET CONSULTATION PUBLIQUES (ICP).....	46
6.1	Pertinence et objectifs des ICP	46
6.1.1	Pertinence des ICP	46
6.1.2	Objectifs des ICP	46
6.2	Méthodologie de réalisation des ICP	47
6.2.1	Méthode et ressources mobilisées pour la réalisation des ICP	47
6.2.2	Démarche de réalisation des ICP	47
6.3	Avis, préoccupations et attentes des parties prenantes.....	48
7.	ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET	51
7.1	Méthode de l'analyse des impacts.....	51
7.1.1	Identification des impacts du Projet de PSE.....	51
7.1.2	Analyse et évaluation des impacts.....	54
7.2	Impacts potentiels du Projet sur son milieu biophysique.....	55
7.2.1	Caractérisation des impacts sur l'air et sur les facteurs climatiques	55
7.2.2	Caractérisation des impacts sur les eaux superficielles et souterraines.	56
7.2.3	Caractérisation des impacts sur les sols et paysage	57
7.2.4	Caractérisation des impacts sur le milieu biologique	58
7.3	Impacts du Projet sur les aspects socioéconomiques	59
7.3.1	Caractérisation des impacts sur les créations d'emplois	59
7.3.2	Caractérisation des impacts sur la Santé, la Sécurité et la Qualité de vie	60
7.3.3	Caractérisation des impacts du Projet sur la Productivité des entreprises.....	61
7.3.4	Caractérisation des impacts du Projet sur l'Éducation et la culture ..	61
7.4	Impacts cumulés du Projet	62
8.	MESURES DE MITIGATION	64
8.1	Méthodologie et typologie des mesures de mitigation.....	64
8.2	Principales mesures de mitigation et de bonification des impacts du Projet	65
9.	PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)...	67
9.1	Objectifs et portée du PGES.....	67
9.2	Plans Individuels de Gestion	67
9.2.1	Plan de Gestion du Milieu Physique.....	68
9.2.2	Plan de gestion du milieu biologique	69
9.2.3	Plan de gestion du Milieu humain	70
9.3	La matrice du PGES	71
9.4	Coût du Plan de Gestion Environnementale et Sociale.....	75

9.5	Mécanisme de gestion de Plaintes.....	75
9.5.1	Objectifs du mécanisme de gestion des plaintes	75
9.5.2	Les sources potentielles de conflits	76
9.5.3	Mise en place des moyens de gestion de plaintes.....	76
9.5.4	Procédure de gestion des plaintes	77
9.6	Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES.....	77
	CONCLUSION.....	79
	BIBLIOGRAPHIE.....	80
	ANNEXES.....	82
	Annexe 1 Termes de Référence de la NIES de Kissosso.....	83
	Annexe 2 Clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO.....	94
	Annexe 3 Quelques photos de terrain	101
	Annexe 4 Autorisation de démarrage des travaux de la NIES_2017.....	105
	Annexes 5 Procès verbaux des consultations de parties prenantes.....	106
	Annexe 6 Ordre Mission pour les travaux de terrain du Consultant.....	120
	Annexe 7 Doléance de Monsieur Touré, le propriétaire du parc à engins.....	122
	Annexe 8 Décret portant déclaration d'utilité publique des zones couvertes par le projet énergie de l'OMVG en Guinée.....	123

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des Tableaux

Tableau 1 Production Thermique.....	18
Tableau 2 Production Hydroélectrique	18
Tableau 3 Principales ONG intervenant dans la zone du Projet.....	35
Tableau 4 Coordonnées géographiques du site du Projet	39
Tableau 5 Espèces rudérales inventoriées aux alentours du site.....	42
Tableau 6 Espèces cultivées inventoriées aux alentours du site	42
Tableau 7 Informations chiffrées sur la ville de Conakry.....	44
Tableau 7. Matrice d'identification des impacts du Projet.....	53
Tableau 8 Grille de détermination de l'intensité de l'impact	54
Tableau 9 Principales mesures de mitigation des impacts du Projet	65
Tableau 10 Matrice du PGES pendant les phases de construction et d'exploitation du Poste source de Kissosso	72

Liste des Figures

Figure 1 : Manifestation violente suite à des délestages électriques en 2013.....	21
Figure 2 : Présentation d'un Poste source.....	22
Électrique	22
Figure 4: Plan simple du site projeté.....	27
Figure 5: Photographie aérienne de la zone d'impact du Projet.	40
Figure 6 : Évolution de la ville de Conakry	43

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AN	Assemblée Nationale
APS	Avant-Projet Sommaire
ASIP	Activités Sources d'Impact du Projet
BGEEE	Bureau Guinéen d'Étude et d'Évaluation Environnementale
BSDE	Bureau de Stratégie et de Développement de l'Énergie
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFCS	Chlorofluorocarbones
CPAE	Composantes Potentiellement Affectées de l'Environnement
CTRN	Comité Transitoire de Redressement National
CU	Commune Urbaine
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCEEF	Direction Communale de l'Environnement, des Eaux et Forêts
DNÉ	Direction Nationale de l'Énergie
DO	Directive Opérationnelle
DPG	Déclaration de Politique Générale
DSRP	Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDG	Électricité de Guinée
ÉE	Évaluation environnementale
EEG	Énergie Électrique de Guinée
ÉIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
ENELGUI	Entreprise Nationale d'Électricité de Guinée
ÉPI	Équipement de Protection individuel
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>
GBM	Groupe de la Banque Mondiale
GES	Gaz à Effets de Serre
GNF	<i>Guinea New Franc</i>
GRG	Gouvernement de la République de Guinée
Ha	hectare
HSSE	Hygiène, Santé, Sécurité et Environnement
HSSQ	Hygiène, Santé, Sécurité et Qualité
ICP	Information et Consultation Publique
IFPT	Institut de Formation Professionnelle et Technique
IRA	Infections Respiratoires Aigues
ISO	<i>International Standardization Organization</i>
KV	Kilo volt
LPD	Lettre de Politique Détaillée
LPDSE	Lettre de Politique de Développement du Secteur Énergétique
MCV	Maladie Cardio-vasculaire
MEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
MÉH	Ministère de l'Énergie et l'Hydraulique
Mm	Millimètre
MMG	Ministère de Mines et de la Géologie
MW	Mégawatts
NIES	Notice d'Impact Environnemental et Social
OHADA	Organisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

ONG	Organisation non Gouvernementale
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PAFN	Plan d'Action Forestier National
PAN/LCD	Programme d'Action Nationale de Lutte Contre la Désertification
PANA	Plan d'action National d'Adaptation aux Changements Climatiques
PF-PGES	Plan de Financement du PGES
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGI	Plan de Gestion Individuel
PGMB	Plan de Gestion du Milieu Biologique
PGMH	Plan de Gestion du Milieu Humain
PGMP	Plan de Gestion du Milieu Physique
PGP	Plan de Gestion des Plaintes
PGS	Plan de Gestion Spécifique
PGT	Plan de Gestion Transversale
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNDH	Programme National de Développement Humain
PO	Politique Opérationnelle
PRG	Présidence de la République de Guinée
PSE	Poste Source Electrique
PSEK	Poste Source d'Électricité à Kissosso
PSEM	Postes haute tension Sous Enveloppe Métallique
PSSE	Plan de Surveillance et de Suivi Environnemental
RG	République de Guinée
RN1	Route Nationale 1
SA	Société Anonyme
Sarl	Société à Responsabilité Limitée
SFI	Société Financière Internationale
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
SNAT	Schéma National d'Aménagement du Territoire
SNE	Société Nationale d'Electricité
SOGEL	Société Guinéenne d'Electricité
T5	Transversale 5
UA	Union Africaine
USD	<i>United States Dollars</i>
ZID	Zone d'Impact Direct
ZIE	Zone d'Impact Étendue
ZIP	Zone d'Impact du Projet
ZIP	Zone d'Influence du Projet

RESUME NON TECHNIQUE

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification du projet

La société Électricité de Guinée (EDG) promeut actuellement un projet de construction et d'exploitation de Poste Source d'Électricité (PSE) (ci-dessous nommé « le Projet »). Cofinancé par EDG et le Groupe de la Banque Mondiale (GBM), ce Projet est localisé à Conakry dans la Commune urbaine (CU) de Matoto et dans le quartier Kissosso. Le Poste Source sera construit suivant un périmètre de 0,4 hectares et sera caractérisé par 110 kV/20 kV. Dans ce contexte, EDG a mandaté le bureau GUIDE S.A pour réaliser la NIES du projet conformément aux lois Guinéennes mais également aux Politiques Opérationnelles de la Banque mondiale : OP 4.01 (Évaluation environnementale) et OP 4.12 (Réinstallation involontaire de personnes).

1.2. Objectif de la NIES

L'objectif global de la NIES est d'analyser les potentiels impacts négatifs et positifs du projet ainsi que les risques et avantages y afférents, et ce, pour l'ensemble des phases du Projet. La NIES vise spécifiquement à :

- Identifier, informer et consulter toutes les parties prenantes du Projet qu'elles soient gouvernementales, sociétales ou locales ;
- Analyser l'état initial du site et de son environnement (études de caractérisation des milieux biophysiques et humains) ;
- Décrire et évaluer les impacts directs, indirects, individuels et cumulatifs, positifs et négatifs de la mise en œuvre du Projet sur son environnement biophysique et humain ;
- Proposer les mesures d'évitement, d'atténuation et de mitigation envisageables par le Promoteur pour éviter, supprimer, réduire et/ou atténuer les impacts négatifs ainsi que des mesures pour compenser les impacts résiduels et de bonifier les impacts positifs du projet ;
- Établir les modalités de mise en œuvre de ces mesures, préciser les rôles et responsabilités des parties prenantes du projet et dégager les coûts y relatifs.

1.3. Présentation du Promoteur

La société Électricité de Guinée (EDG) est le Promoteur pour la présente NIES du Projet de construction et d'exploitation du Poste Source Électrique de Kissosso. Il s'agit d'une Société Anonyme (SA) à participation publique instituée par le Décret D /2001/098/PRG/SGG du 18 décembre 2001. La société EDG a travaillé depuis sa création en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République de Guinée (GRG), représenté par le Ministère de l'énergie (MÉ) et par la Direction Nationale de l'Énergie (DNÉ), à l'amélioration de la fourniture d'électricité. Son siège est établi à Conakry à la Cité Chemin de Fer, Immeuble

EDG-Tombo. Pour réaliser la présente NIES, EDG a mandaté le bureau d'étude GUIDE SA.

1.4. Démarche de la NIES

La démarche utilisée par GUIDE pour l'élaboration de cette NIES s'articule en deux temps : la collecte de données (primaires et secondaires) – phase 1 et l'analyse des données et la rédaction- phase 2. Ces deux principales phases sont détaillées ci-après :

- Phase 1 : Collecte de données primaires et secondaires ; durant cette phase le Consultant a effectué une revue de la documentation de référence sur le Projet. Il a également réalisé différents travaux de terrain comme des observations, entretiens.
- Phase 2 : Analyse des données et rédaction ; c'est la phase durant laquelle, le Consultant a analysé les données recueillies. Il a notamment analysé les impacts du projet et proposé des mesures de mitigation appropriées.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. Besoins en Électricité à l'origine du Projet

Certes, EDG produit de l'énergie, mais en quantité insuffisante pour subvenir au besoin de toute la Guinée. Les installations de groupes thermiques comme Tombo 2, 3, ou 4 à Conakry ne peuvent représenter qu'une solution provisoire. Cette indisponibilité d'électricité crée des dysfonctionnements, notamment dans le domaine de l'industrie et des autres entreprises, sources de recettes fiscales de l'Etat. Elle affecte négativement la fourniture des services sociaux de base comme l'éducation et la santé

2.2. Solution présentée par EDG

L'une des solutions proposées par EDG pour résoudre cette insuffisance est la réalisation d'un poste source électrique à Kissosso. En effet, un poste source est un poste électrique du réseau de distribution d'électricité. C'est l'un des derniers éléments entre le client et le réseau électrique. On peut également le désigner sous le terme « poste de transformation HTB/HTA ». Il est destiné à alimenter des abonnés domestiques ou industriels par une succession de lignes et transformateurs qui abaissent la tension jusqu'à la tension de type HTA (typiquement 20 kV).

2.3. Modalités de réalisation du poste

La création du poste de Kissosso nécessite une surface plane d'environ 0,4 ha. Concernant un tel projet, les engins de chantier qui pourront être utilisés pendant les phases de travaux sont :

- Des engins de terrassements (pelleteuse) pour niveler et aménager une plate-forme ;
- Des toupies de béton pour la réalisation des ouvrages en béton et des massifs de génie civil (pistes de circulation, banc de transformation, fosse déportée) ;
- Des engins de levage pour le chargement, le déchargement et la manutention des matériaux ;
- Un convoi exceptionnel routier pour l'acheminement et la mise en place des transformateurs ;
- Des camions bennes pour l'enlèvement des terres et gravas.

2.4. Analyse des options, variantes et alternatives du projet

La politique gouvernementale Guinéenne en matière énergétique a connu une profonde mutation depuis 2010. Elle vise une production permettant une desserte satisfaisante à toutes les populations du pays. En plus, la construction du Poste Source d'Electricité de Kissosso repose sur l'interconnexion avec la ligne de Haute tension du Barrage Kaléta qui est une source d'énergie durable. Ainsi, l'examen de différents facteurs écologiques, sociopolitiques et économiques amène à considérer que la variante « avec poste source électrique » soit préférable à d'autres sources d'énergie telles que le thermique et l'éolienne.

Pour répondre aux contraintes d'alimentation de la zone du sud-ouest de Conakry, EDG a étudié deux variantes distinctes : i) Variante A : renforcement de la transformation du Poste source de Sonfonia ; ii) Variante B : création d'un nouveau poste source à Kissosso. C'est compte tenu des différents critères techniques, économiques, et d'aménagement qu'EDG a retenu de créer à Kissosso.

3. CADRE LEGAL, INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

La mise en œuvre de ce Projet devra se faire dans le respect des lois et règlements Guinéens en la matière ainsi que des engagements internationaux du pays. Plusieurs institutions constituent des parties prenantes du Projet et dans un cadre politique pertinent.

3.1. Cadre juridique et accords multilatéraux pertinents au Projet

Les principaux textes juridiques nationaux qui régissent le sous-secteur de l'électricité et qui ont une incidence sur le projet sont les suivants :

- La Constitution guinéenne de 2010 ;
- La Loi sur l'énergie électrique en Guinée,
- La Loi portant Code de la Santé Publique ;
- La Loi sur les Catastrophes naturelles.
- L'Ordonnance portant Code de l'Environnement ;
- Le Décret de création d'EDG,
- Le Décret Codifiant les EIES ;

- Le Décret sur les installations classées ;
- Les Normes nationales de rejets ;
- Le Permis de construction de Poste Source d'Électricité ;

Les principaux accords multilatéraux pertinents pour ce projet sont :

- Les normes de la Banque mondiale notamment la Politique opérationnelle OP 4.12
- Les engagements internationaux de la Guinée tels que les Directives de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour l'efficacité énergétique ;

3.2. Le cadre institutionnel et politique pertinent au Projet

Les principales parties prenantes au Projet de PSE de Kissosso sont :

- La Banque Mondiale;
- La société Électricité de Guinée (EDG) ;
- Le Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique à travers la Direction Nationale de l'Énergie (DNE) et le Bureau de Stratégie et de Développement de l'Énergie (BSDE) ;
- Le Ministère chargé de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF) à travers le Bureau Guinéen d'Études et d'Évaluation environnementale (BGEÉE) ;
- Les autorités locales, notamment celles de la commune de Matoto et du bureau du quartier de Kissosso-plateau ;
- Les populations affectées par le Projet et les Organisation non Gouvernementale (ONG) locales.

Les principales politiques et stratégies nationales qui encadrent ce projet sont :

- Lettre de Politique de Développement du Secteur Énergétique (LPDSE) ;
- Stratégies de développement national ;
- Stratégies nationales et/ou sectorielles de l'environnement.

4. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE DU PROJET

4.1. Localisation du site du Projet

La zone d'impact Étendue (ZIE) est formée par la zone dont la distribution en électricité sera sensiblement améliorée. Il s'agit notamment du sud-est de la ville de Conakry incluant surtout la Commune urbaine (CU) de Matoto à laquelle s'ajoutent les zones d'Enco 5 et de Cosa qui appartiennent à la Commune urbaine de Ratoma.

4.2. Environnement biophysique du Projet

Le milieu physique de Kissosso appartient au littoral guinéen caractérisé par une évolution continue de la configuration du trait de côte et des vasières d'estuaire. Le sol de la zone d'étude est squelettique constitué de bowé; ce qui rend les dynamiques morpho-sédimentaires et les aménagements agricoles difficiles. Le relief est relativement accidenté d'où la dénomination du quartier « Kissosso-Plateau ». En dehors des variations climatiques d'ordre pluri-décennales, les apports sédimentaires varient dans d'importantes proportions d'une année à l'autre (variations interannuelles), et, considérablement, dans l'année, entre saison des pluies et saison sèche. Ils sont donc, à différentes échelles de temps, de type spasmodique.

Le milieu biologique de la zone d'étude est caractérisé par une grande variété de facettes agro-écologiques en fonction des caractères pédologiques, de la microtopographie qui commande l'importance, la durée, le rythme des inondations. Cette mosaïque évolue, naturellement, à plusieurs pas de temps, en fonction des variations des facteurs climatiques qui commandent, *pro parte*, les dynamiques hydrologiques et sédimentologiques. Le site du projet ne comporte pas de faune spéciale si non que des pigeons qui viennent y picorer et des chiens et chats errants en nombre très infime.

4.3. Environnement socio-économique du Projet

Le territoire où se trouve Conakry d'aujourd'hui appartenait au royaume de Dubréka. La région est alors occupée par les Bagas, qui avaient accueilli des Soussous, venus du Nord du Mandingue après la destruction de leur capitale sur le Niger en 1236 par Soundjata Keïta. Après une tentative de décentralisation en 1991, Conakry regroupe à partir de 2008 les cinq communes : Kaloum, Dixinn, Ratoma, Matam et Matoto (la CU qui abrite le quartier Kissosso ou se situe le Projet).

La zone d'influence du projet est définie comme la zone d'impacts environnementaux directs liés à la réalisation du projet aussi bien au niveau de la reconstruction, la réhabilitation qu'à la construction des échangeurs. Cette zone d'influence est le lieu où les milieux récepteurs pourraient être perturbés par les travaux liés aux différentes activités. La Commune de Matoto est située à 14,8 Km de la commune de Kaloum. Elle a été créée à l'instar des autres communes du Pays par l'Ordonnance N° 019/SGG/PRG/90 du 21 Avril 1990 portant organisation et fonctionnement des communes urbaines en République de Guinée. Elle couvre une superficie de 37 km².

Il comporte une saison presque rigoureusement sèche (Novembre à Mai) et une saison pluvieuse où les précipitations quotidiennes sont de grandes intensités. L'humidité relative moyenne mensuelle est comprise entre 69% et 88%, avec des valeurs élevées au cours des mois pluvieux (Juillet-Août). La quantité moyenne d'eau pluviale est de 4 200mm/an. Au sein de la Commune de Matoto, existe une superficie forestière relativement importante comprenant une zone de mangrove et arrière mangrove qui fournit une quantité appréciable de bois d'œuvres. Les

populations de Matoto vivent essentiellement de commerce, de pêche, des actions potagères et d'activités artisanales.

5. INFORMATION ET CONSULTATION PUBLIQUES (ICP)

5.1. Pertinence et objectifs des ICP

Cette démarche répond à diverses recommandations qui font autorité en matière de consultation publique au niveau international, dont notamment la Directive 17.50 de la Banque mondiale. Celle-ci est relative à la *Diffusion de l'information* laquelle requiert que toutes les consultations adéquates nécessaires soient réalisées avant l'exécution d'un Projet. Aussi, l'Information et la Consultation publique sont pertinentes dans le cadre de la Norme de Performance 1 de la Société financière internationale (SFI) relative à l'évaluation et la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux.

5.2. Objectifs des ICP

Un élément important dans du processus d'évaluation environnementale est l'information et la consultation Publique. Elle a pour finalité d'assurer la durabilité du Projet à travers l'implication et la participation de l'ensemble des parties prenantes à toutes ses phases. L'objectif globale des ICP est d'améliorer la conception du Projet, et par la suite, minimiser les conflits et retards dans la mise en œuvre en vue de faciliter le développement des options d'attribution appropriées et acceptables et d'augmenter sa durabilité et son appropriation par les parties prenantes.

5.3. Démarche de réalisation des ICP

Pour mener à bien la présente NIES, une mission de terrain a été réalisée par l'équipe d'experts de GUIDE du 07 au 15 juillet 2017 dans la Commune urbaine de Matoto et dans le quartier de Kissosso. L'exercice de l'information et de la consultation publique s'est déroulé selon les cinq étapes suivantes (voir les PV en annexes). :

- Etape 1 : réunion de concertation et de programmation ;
- Etape 2 : Les réunions de prise de contact et d'introduction ;
- Etape 3 : Un entretien au bureau du quartier de Kissosso ;
- Etape 4 : L'atelier d'information et consultation ;
- Etape 5 : L'entretien direct avec les parties prenantes.

Enfin, on peut retenir que toutes les parties prenantes du Projet ont exprimé des avis favorables vis-à-vis de celui-ci. Mais elles ont exprimé des préoccupations et attentes. Il s'agit :

- Du réaménagement du grand marché de Kissosso afin d'y relocaliser les étalagistes du petit marché dans l'emprise du Projet;
- De l'aménagement de l'aire de jeux contigu au site du Projet ;
- De la fourniture prioritaire d'électricité au quartier de Kissosso-plateau ;

- Du recrutement prioritaire (à compétence égale) des jeunes de Kissosso-plateau pour la construction et le fonctionnement du PSE ;
- De l'appui à la relocalisation des occupants provisoires et autres PAP.

6. ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

6.1. Méthode de l'analyse des impacts

L'identification d'impacts positifs ou négatifs dus à l'exécution d'un tel projet se base sur l'analyse des effets résultants des interactions entre un milieu affecté et les différents équipements ou activités mis en œuvre. L'analyse permet l'établissement d'une relation entre les Activités Sources d'Impacts du Projet (ASIP) et les Composantes Potentiellement Affectées de l'Environnement (CPAE). Les ASIP et les CPAE ont été déterminées à partir de l'analyse du Projets et celle de l'état initial de l'environnement (Hydro-Québec, 1994).

Par ailleurs, à l'aide de tableaux à double entrée, des valeurs ont été attribuées en fonction du jugement de l'importance d'un impact. Celle-ci a été déterminée à partir de la grille d'importance : (+1) faible (+2) moyen (+3) fort. L'importance de l'impact représente le résultat de l'agrégation de trois composantes :

- L'intensité de l'impact ;
- L'étendue de l'impact ;
- La durée de l'impact.

6.2. Identification et caractérisation des impacts potentiels du Projet

Durant sa phase de préparation, il y aura des activités de démolition des installations actuelles. Suivront des travaux de décapage, de transport d'agrégats et d'établissement de l'entreprise de construction. Ces travaux provoqueront des impacts négatifs sur l'environnement local : délocalisation des étalagistes du petit marché, émission de poussière, risques d'accident de circulation surtout à l'intersection de la T5. Pendant la phase de construction, les travaux de préparation des plates-formes, de transports de matériel et de câblage induiront également des impacts négatifs. Il s'agit notamment des émissions de poussière, de l'aggravation des risques d'accident de circulation et de travail. Ces travaux induiront aussi des créations d'emploi temporaires directs et induits.

Lors de l'exploitation du poste source de Kissosso, les travaux d'entretien et le fonctionnement des engins provoqueront des émissions d'effluents liquide, de champ magnétique. Il y aura surtout des créations d'emplois durables dans la poste mais également dans les entreprises locales qui gagneraient en réduction de leurs coûts de production. La qualité de vie dans la zone de distribution serait globalement améliorée due aux effets de la disponibilité de l'électricité sur les services sociaux de base (santé, éducation) et sur les activités génératrice de revenu (restauration, prestations informatiques, coiffure, etc.).

7. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

Pour l'ensemble des impacts identifiés susceptibles d'être générés par le Projet, des mesures de mitigation sont proposées dans cette section afin d'éviter, de réduire, d'atténuer ou de compenser les impacts négatifs du projet, le cas échéant, de bonifier les impacts positifs. Ces mesures devront être appliquées par le Promoteur et l'ensemble des sous-traitants aussi bien pendant la phase de préparation, de Construction que d'exploitation. Le PGES permettra de réagir promptement à toute perturbation du milieu par la mise en œuvre des mesures de mitigation appropriées pour s'assurer de la viabilité et de la fiabilité du Projet. Ce PGES est présenté sous forme de fiches individuelles appelées Plan de Gestion Individuelle (PGI) afin de faciliter l'intégration des exigences environnementales applicables aux TdR et aux contrats des entrepreneurs.

CONCLUSION

Dès l'approbation de la présente NIES et la délivrance du Permis de Conformité environnemental par le BGEEE, la société EDG compte débiter les travaux de construction du Poste Source. Ces travaux sont d'un intérêt capital pour la région de Conakry, en vue des emplois et des opportunités d'affaire que le Projet est susceptible de générer. Grâce à l'analyse de cet état des lieux et des différents processus prévus par le Projet, l'ÉIES a permis de déceler les impacts potentiels positifs et négatifs qui pourraient découler des différentes activités liées au Projet afin de proposer des mesures efficaces et réalistes d'atténuation, de réhabilitation, de compensation, de bonification, de surveillance et de suivi adéquates.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification du projet

La société Électricité de Guinée (EDG) œuvre actuellement à l'amélioration de l'interconnexion électrique en Guinée en général et à Conakry en particulier. La situation de cette ville est particulièrement sensible car elle est la capitale économique du pays et plusieurs sociétés y sont en activité. C'est pourquoi EDG fait de la fourniture d'électricité dans cette ville une de ces priorités.

C'est dans ce cadre qu'il est promu un projet de construction et d'exploitation d'un Poste Source d'Électricité (PSE) (ci-dessous nommé « le Projet »). Cofinancé par EDG et le Groupe de la Banque mondiale (GBM), il est destiné à améliorer la fourniture de l'électricité aux populations de Conakry et aux nombreuses entreprises qui y exercent leurs activités. Le site du Projet est dans le quartier Kissosso, dans la Commune urbaine (CU) de Matoto, la plus importante de Conakry, où les déstages récurrents engendrent des mouvements de grève dangereux pour la stabilité et le développement du pays.

Le Poste Source sera construit suivant un périmètre de 0,4 hectares et sera caractérisé par 110 kV/20 kV. La réalisation du projet exigera :

- La construction d'une guérite ;
- La réalisation de deux travées ;
- La construction d'un local servant de salle de commande et
- L'aménagement d'espace pour une travée de réserve.

Afin de se conformer aux réglementations nationales, ainsi qu'aux engagements internationaux de Guinée, le Promoteur se doit de réaliser une Notice Environnementale et sociale (NIES) pour son Projet de construction d'un Poste Source d'Électricité à Kissosso (PSEK). À cet égard à la dimension du Projet, celui peut être classé dans la deuxième catégorie prévue par la réglementation guinéenne en la matière. Le projet est donc soumis aux exigences de réalisation d'une étude d'impact simplifiée ou Notice d'impact environnemental et social.

Dans ce contexte, EDG a mandaté le bureau GUIDE S.A pour réaliser la NIES du projet de construction de son futur Poste Source d'Électricité à Kissosso. La réalisation de cette NIES a pris en compte les lois Guinéennes mais également les normes et standards internationaux en matière d'évaluation environnementale, plus particulièrement les Politiques Opérationnelles de la Banque mondiale OP 4.01 (Évaluation environnementale) et OP 4.12 (Conséquences économiques et sociales directes).. Elle doit également tenir compte des Procédures d'intervention environnementale des Institutions régionales telles que la CEDEAO.

1.2 Objectif de la NIES

L'objectif global de la NIES est d'analyser les potentiels impacts négatifs et positifs d'un projet ainsi que les risques et avantages y afférents, et ce pour l'ensemble des phases du Projet. La NIES aide, par le fait même, le Promoteur à mettre en œuvre un investissement acceptable, respectable et durable sur les plans technique, économique et humain (BGEEE, 2013).

Ainsi, les objectifs spécifiques de la NIES sont les suivants :

- Identifier, informer et consulter toutes les parties prenantes du Projet qu'elles soient gouvernementales, sociétales ou locales ;
- Analyser l'état initial du site et de son environnement (études de caractérisation des milieux biophysiques et humains) ;
- Décrire et évaluer les impacts directs, indirects, individuels et cumulatifs, positifs et négatifs de la mise en œuvre du Projet sur son environnement biophysique et humain ;
- Proposer les mesures d'évitement, d'atténuation et de mitigation envisageables par le Promoteur pour éviter, supprimer, réduire et/ou atténuer les impacts négatifs ainsi que des mesures pour compenser les impacts résiduels et de bonifier les impacts positifs du projet ;
- Établir les modalités de mise en œuvre de ces mesures, préciser les rôles et responsabilités des parties prenantes du projet et dégager les coûts y relatifs.

1.3 Présentation du Promoteur

La société Électricité de Guinée (EDG) est le Promoteur pour la présente NIES du Projet de construction et d'exploitation du Poste Source Électrique de Kissosso. Il s'agit d'une Société Anonyme (SA) à participation publique instituée par le Décret D /2001/098/PRG/SGG du 18 décembre 2001. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur en République de Guinée et par les dispositions de l'Acte Uniforme OHADA (Organisation en Afrique du Droit des Affaires) sur le droit des sociétés commerciales.

La gestion du secteur de l'électricité de la Guinée a débuté avant l'indépendance de la République de Guinée par la société EEG (Énergie Électrique de Guinée) en 1953. Après l'indépendance, la gestion du secteur a été assurée à partir de 1961 par la Société d'État SNE (Société Nationale d'Électricité). En 1987, la SNE a été remplacée par l'ENELGUI (Entreprise Nationale d'Électricité de Guinée). Une nouvelle réforme institutionnelle du secteur a donné naissance, en 1994, à deux sociétés : ENELGUI (Société de patrimoine) SOGEL (Société d'exploitation).

Enfin, en décembre 2001, ENELGUI et SOGEL ont été dissoutes pour donner naissance à l'Électricité de Guinée (EDG). EDG est à ce titre chargée de la gestion du patrimoine et de tous les droits et obligations qui découlent de l'exploitation, de l'entretien, de la réhabilitation, du renouvellement et du

développement des ouvrages et équipements de production et enfin du transport et de la distribution de l'énergie électrique sur le territoire Guinéen.

Tableau 1
Production Thermique

Centrales	Puissances installées (MW)	Année de construction
Tombo 1	24	2013
Tombo 3	44	1997-1999
Tombo 5	33	2004
Kipé	25	2011
Faranah	1.4	2012
N'Zerekore	2.8	2012
Kankan	2.8	2012
Boke	2.5	2012
Total	135.5	

La société EDG a travaillé depuis sa création en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République de Guinée (GRG), représenté par le Ministère de l'énergie (MÉ) et par la Direction Nationale de l'Énergie (DNÉ), à l'amélioration de la fourniture d'électricité. Son siège est établi à Conakry à la Cité *Chemin de Fer*, Immeuble EDG-Tombo et ses autres références sont :

- Adresse : Kaloum - BP 1463 / Conakry - Guinée
- Téléphone : 622 54 09 85
- Site Web : <http://www.edgguinee-gn.org>

Les tableaux 1 et 2 représentent le récapitulatif de la Production d'Electricité en Guinée. Cette entreprise est dotée, afin de fournir du courant au pays :

- D'un système interconnecté d'une puissance installée de 202,6 MW ;
- De centres isolés totalisant une puissance installée de 9,22 MW.

Tableau 2
Production Hydroélectrique

Centrales	Puissances installées (MW)	Année de mise en service
Grandes-Chutes	27.6	1950 – 1953
Donkéo	15	1962 – 1965
Banéah	5	1968 – 1969
Garafiri	75	1995 – 1999
Kinkon	3.4	1964 – 1966
Tinkisso	1.7	1970
Total	127.7	

En raison de la densité du réseau hydrographique national et de sa volonté d'assurer la durabilité de ses activités, EDG a opté pour la promotion de l'énergie hydro-électrique. C'est dans le cadre de la transformation de l'énergie ainsi produite qu'intervient le projet de construction et de l'exploitation du poste

source de Kissosso. Le promoteur a mandaté le bureau d'étude GUIDE SA de la réalisation de la présente NIES de ce Projet.

1.4 Approche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée par GUIDE s'articule en deux temps : la collecte de données (primaires et secondaires) – phase 1 - et l'analyse des données et la rédaction – phase 2. Ces deux principales phases sont détaillées ci-après.

1.4.1 Phase 1 : Collecte de données primaires et secondaires

Revue de la documentation de référence du Projet

Initialement, l'équipe d'experts mobilisés par GUIDE a consulté les documents du Projet mis à disposition par EDG et les termes de références de l'étude. Cette documentation a permis aux experts consultants de prendre connaissance des informations de base eu égard aux composantes du Projet proposé, aussi bien que des caractéristiques de l'environnement physique et social de la zone d'influence directe et indirecte des activités du Projet.

En plus, une revue de la documentation complémentaire a été effectuée après la visite de terrain et les consultations publiques. Divers documents ont été consultés dans ce cadre, dont notamment les documents de conception du Projet préparés par le Promoteur et l'ensemble des documents et références cités dans la bibliographie du présent rapport.

Travaux de terrain

Les travaux ont été conduits pendant cinq jours (du vendredi 07 au mardi 11 juillet 2017) ; Ces travaux impliquent la consultation des services concernés de la Commune urbaine de Matoto et du quartier de Kissosso afin d'apprécier l'état des lieux et recueillir des renseignements de base sur l'environnement du Projet. Aussi bien sur le plan biophysique que sur le plan socioéconomique, les éléments de l'environnement ont fait l'objet d'étude avec relativement plus de focus sur le milieu socioéconomique compte tenu de la forte urbanisation de la zone de Kissosso.

Afin d'établir la situation de référence avant-Projet, les éléments suivants ont notamment été étudiés :

- La situation générale des sols ;
- La flore et le paysage ;
- La faune et les habitats ;
- L'organisation sociale ;
- Les moyens de subsistance ;
- Les services sociaux de base (santé, sécurité, éducation, etc.) ;
- Les cultes et cultures locales.

Consultations publiques

Pour ce qui est des consultations publiques, les activités suivantes ont été réalisées :

- L'identification des différentes parties prenantes du Projet, à consulter lors des étapes de l'étude ;
- L'information des parties prenantes identifiées eu égard au Projet, aux termes de références de l'ÉIES ;
- La collecte des données essentielles sur le milieu socio-économique ;
- La consultation avec les personnes ressources identifiées lors de l'étape précédente (voir procès-verbaux – PV- de consultation en annexe).

Pour réaliser cette étude, le bureau d'étude GUIDE a pris en compte différentes catégories sociales y compris les personnes vulnérables. Pour ce faire, il a eu recours à des consultations publiques (une au démarrage et l'autre à la fin), mais aussi des entretiens individuels, et des focus group. Ces activités ont permis de recueillir les avis et préoccupations des différentes catégories de parties prenantes locales au Projet ; à savoir :

- Les leaders de groupes sensibles (jeunes, femmes, sages, etc.) ;
- Les services techniques de l'État (notamment le service de l'habitat) ;
- Les autorités locales (Chef du quartier, administrateur du marché, etc.).

1.4.2 Phase 2 : Analyse des données et rédaction

Analyse des impacts du Projet

L'analyse des données était largement basée sur le croisement des informations obtenues par différentes sources et technique. L'analyse des impacts vient du raisonnement appliqué aux relations cause – effet des variables en présence dans la zone d'influence projet. Les impacts ont été analysés à partir d'une matrice à travers le croisement des activités de construction et d'exploitation du PSE avec les composantes valorisées de l'environnement de *Kissosso plateau*.

A partir de l'intégration de trois critères (l'intensité, l'étendue et la durée), une grille d'analyse a permis de qualifier et quantifier l'importance de l'impact. Elle tient compte des mesures de mitigation qui devront être appliquées lors des phases de construction et d'exploitation de la PSE Kissosso.

Élaboration du PGES

En aval de l'analyse des impacts du Projet, un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) a été élaboré. À partir de l'étude des données collectées sur le terrain et des consultations avec les parties prenantes, des mesures ont été proposées eu égard aux impacts à la fois positifs et négatifs.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Besoins en Electricité à l'origine du Projet

Certes, EDG produit de l'énergie, mais en quantité insuffisante pour subvenir au besoin de toute la Guinée. Il ne s'agit pas seulement d'éclairer toute la ville, l'électricité a aussi des impacts au niveau de l'essor du pays : il n'y a pas de développement économique et industriel sans courant électrique. Différentes activités génératrices de revenus (AGR), notamment la couture, la soudure, la coiffure, etc. qui en dépendent également.

Ainsi, la Guinée fait face à un manque d'énergie électrique, censée être disponible à toute heure, en toute saison et sur toute l'étendue du territoire national. Son indisponibilité crée des dysfonctionnements, notamment dans le domaine de l'industrie et des autres entreprises, sources de recettes fiscales de l'Etat. Les installations de groupes thermiques comme Tombo 2, 3, ou 4 à Conakry ne peuvent représenter qu'une solution provisoire.

Jusqu'en 2014, n'a été réalisé que le barrage de Garafiri qui est tout bonnement incapable de satisfaire les besoins de la seule ville de Conakry. Le reste du pays étant logiquement plongé dans la nuit noire. Le phénomène de « Délestage » qui



Figure 1 : Manifestation violente suite à des délestages électriques en 2013

en résulte est à l'origine de tensions sociales. La population guinéenne ne cesse de se plaindre d'un manque en électricité leur empêchant de vaquer à leurs activités. Ces plaintes s'expriment souvent à travers des manifestations quelque fois violentes où les forces de l'ordre doivent intervenir pour limiter la casse.

Par ailleurs, afin de remédier à ce déficit en énergie, des individus pouvant en assumer le coût, s'alimentent à l'aide de groupes électrogènes, de bougies. Mais ces solutions comportent de graves dangers pour les populations. Les groupes fonctionnent à l'aide d'une essence, alors produisent du dioxyde de carbone, très toxique. Mis à part cela, ils produisent un gaz asphyxiant, et du monoxyde de carbone, très toxique. En outre, le fonctionnement d'un groupe électrogène peut engendrer des problèmes sur la qualité de l'eau et de l'air ainsi que des nuisances sonores. L'utilisation de bougies provoque des incendies souvent mortels à travers la ville de Conakry.

Heureusement qu'en 2015 fut achevé le barrage hydroélectrique de Kaléta qui a apporté du soulagement dans la desserte en électricité tout au moins pour la ville de Conakry et un peu plus tard celle de Fria. Sachant que cela ne suffira pas, le chantier d'un nouveau barrage a été ouvert à Souapiti à 6 Km en amont de celui de Kaléta.

2.2 Solution présentée par EDG

En effet, un poste source est un poste électrique du réseau de distribution d'électricité. C'est l'un des derniers éléments entre le client et le réseau électrique. On peut également le désigner sous le terme « poste de transformation HTB/HTA ». Il est destiné à alimenter des abonnés domestiques ou industriels par une succession de lignes et transformateurs qui abaissent la tension jusqu'à la tension de type HTA (typiquement 20 kV).

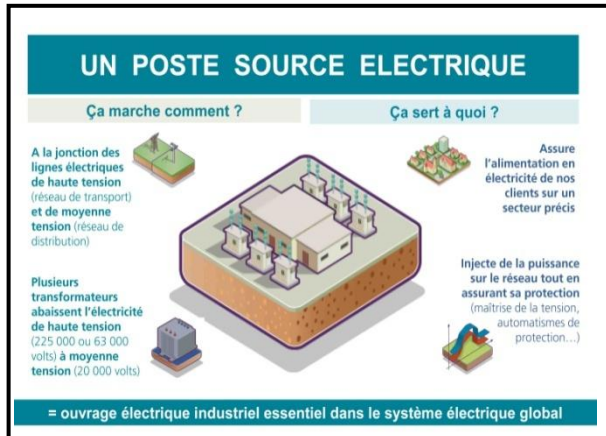


Figure 2 : Présentation d'un Poste source Électrique

A Kissosso, le poste source sera installé sur un terrain de 0,4 ha sur une aire bétonnée et gravillonnée. Seront également installés sur cette aire des lignes d'arrivées 120 kV, des sectionneurs et disjoncteurs de lignes, des jeux de barres HTB, des transformateurs (dont la puissance varie de 10 MVA à 100 MVA) et leurs disjoncteurs, des gradins, des condensateurs 20 kV et le bâtiment recevant le ou les tableaux HTA ainsi que le contrôle-commande.

La structure standard du poste source est un poste à 2 lignes HTB, 2 transformateurs alimentant chacun 1 jeu de barres HTA couplables entre elles. De cette façon, on peut perdre un transformateur, ou une ligne HTB tout en maintenant la continuité de service.

2.3 Modalités de réalisation du poste

La création du poste de Kissosso nécessite une surface plane d'environ 0,4 ha. Pour réaliser la plateforme et les fondations des ouvrages, des terrassements sont nécessaires, avec un nivellement sans exportation massive de terres. Sur la plateforme, sont réalisés des ouvrages de génie civil, fondations et massifs destinés aux charpentes et appareillages du poste ainsi qu'aux bâtiments. Les travaux de terrassement et de génie civil entraînent la circulation de camions (évacuation des terres et déblais, livraison de matériaux).

Concernant un tel projet, les engins de chantier qui pourront être utilisés pendant les phases de travaux sont :

- Des engins de terrassement (ex. pelleteuse) pour niveler et aménager une plate-forme ;
- Des toupies de béton pour la réalisation des ouvrages en béton et des massifs de génie civil (pistes de circulation, banc de transformation, fosse déportée) ;
- Des engins de levage pour le chargement, le déchargement et la manutention des matériaux ;

- Un convoi exceptionnel routier pour l'acheminement et la mise en place des transformateurs ;
- Des camions bennes pour l'enlèvement des terres et gravas.

Tous les matériaux tels que graviers, ciment, sable, bois de coffrage, fer à béton, etc., seront stockés à des endroits du chantier bien déterminés au sein de l'emprise du chantier. Les déblais provenant de la plateforme s'ils ne sont pas réemployés seront évacués au fur et à mesure par camions en décharges adaptées.

Aucun résidu ou émissions résultant du fonctionnement du poste en phase exploitation n'est attendu. Le principal risque pourrait provenir d'une fuite d'huile des transformateurs. Pour respecter la réglementation en vigueur sur le rejet des hydrocarbures en milieu naturel, EDG installera une fosse déportée, système global étanche de récupération d'huile des transformateurs.

Les postes HTB/HTA sont parfois alimentés en antenne mais le plus souvent avec un jeu de barres recevant plusieurs arrivées HTB. Un ou plusieurs transformateurs HTB/HTA sont raccordés sur ce jeu de barres HTB, simple ou multiple.

Un ou plusieurs jeux de barres HTA sont à l'aval de ces transformateurs. Des départs HTA sont raccordés sur ces jeux de barres :

- Soit en câbles souterrains, quasiment toujours bouclables, mais exploités ouverts en un point sur la boucle ;
- Soit en lignes aériennes parfois encore en antenne, mais de plus en plus souvent bouclables, elles aussi.

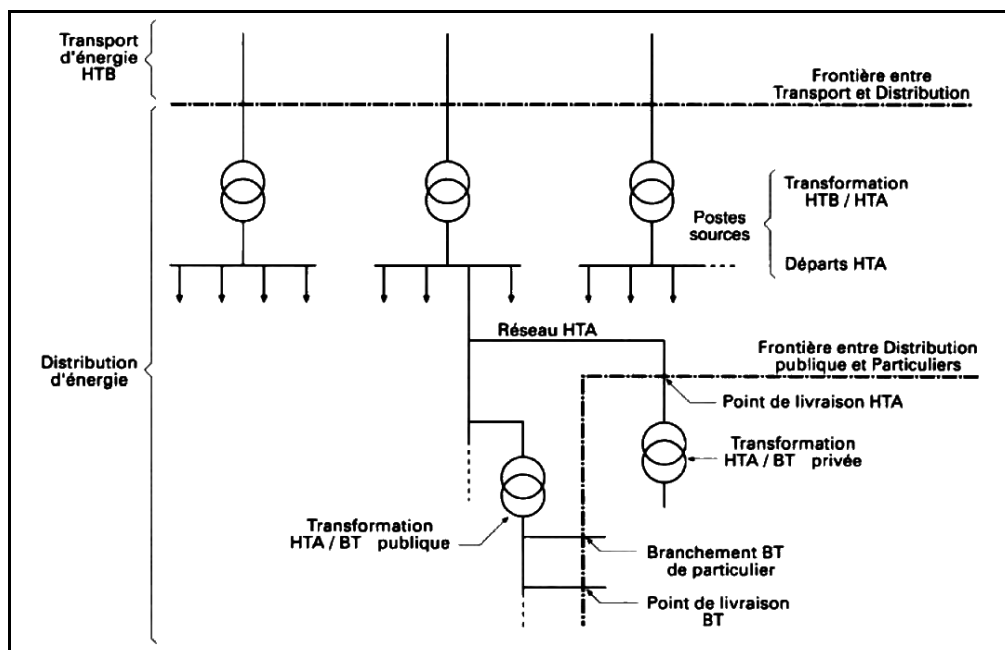


Figure 3 : Schéma type d'un poste source d'électricité.

3. ANALYSE DES OPTIONS, VARIANTES ET ALTERNATIVES

3.1 Analyse des options

3.1.1 Option1 : « Sans poste source électrique »

L'option « Sans poste source électrique » se traduirait par une surabondance de la demande d'électricité par rapport à l'offre. Il y aurait aussi une accentuation du déficit parallèlement à l'augmentation prévue de la demande en électricité au cours des prochaines années. L'absence d'un système de production et de distribution d'électricité sûre et en l'occurrence l'absence d'une intervention (construction d'un poste source) fiable entraînerait des conséquences socioéconomiques significatives.

En effet, cette option conduirait au maintien du *statu quo* ; ce qui conduirait à :

- Des entraves au développement économique et les investissements en raison du manque de ressources énergétiques pour satisfaire la demande industrielle ;
- L'accentuation de la pauvreté car les activités génératrices de revenu (tels que l'artisanat, les pme et pmi, etc.) Seraient entravées ;
- La limitation de l'accès aux services sociaux de base telles que la santé, l'éducation, l'administration générale.

3.1.2 Option 2 : Avec Poste Source électrique

Il ressort des développements précédents que l'option « Avec Poste Source électrique » est la meilleure aussi bien sur les plans socio-politiques qu'économique. En effet, la fourniture d'électricité est aujourd'hui une condition *sine qua non* pour le développement socio-économique des pays en développement en général et de la Guinée en particulier. Cette option limiterait les risques de grève et autres troubles socio-politique.

La politique gouvernementale Guinéenne en matière énergétique a connu une profonde mutation depuis 2010. Elle vise une production permettant une desserte satisfaisante à toutes les populations du pays. En plus, la construction du Poste Source d'Electricité de Kissosso repose sur l'interconnexion avec la ligne de Haute tension du Barrage Kaléta qui est une source d'énergie durable. Ainsi, l'examen de différents facteurs écologiques, sociopolitiques et économiques amène à considérer que l'option « avec poste source électrique » soit la plus acceptable.

3.2 Analyse des variantes et alternatives

3.2.1 Analyse des variantes

Toutefois, la construction du Poste Source de production électrique et son fonctionnement s'accompagneront d'impacts environnementaux et sociaux. Aussi il est important de s'assurer du choix de la meilleure option de production d'électricité. Comparativement à plusieurs autres options d'acquisition d'électricité dont la centrale à gaz, la centrale à charbon, l'éolien, le solaire, etc. l'option de la Poste Source d'Electricité doit être privilégiée.

En effet, l'importance du réseau hydrographique de la région et la réalisation du projet de Barrage de Kaléta constituent des opportunités qu'il serait plus efficient d'exploiter. Ainsi, les autres options de production d'énergie propre (solaire, éolienne, etc.) seraient relativement plus coûteuses. En plus, la centrale à gaz, la centrale à charbon seraient difficiles et environnementalement coûteuses puisque la zone est complètement urbanisée et risque de provoquer la désapprobation des populations riveraines. Aussi,

Somme toute, la réalisation d'un Poste Source Electrique à Kissosso est l'option retenue. En plus de diversifier les sources de production d'électricité du Guinée, cette une option qui est relativement moins couteuse avec une technologie localement maitrisée. Nonobstant, le Poste Source d'Electricité aura des impacts environnementaux qu'il importe de maîtriser.

3.2.2 Analyse des alternatives du projet

Pour répondre aux contraintes d'alimentation de la zone du sud-ouest de Conakry, EDG a étudié deux stratégies distinctes :

- Alternative A : renforcement de la transformation du Poste source de Sonfonia ;
- Alternative B : création d'un nouveau poste source à Kissosso.

C'est compte tenu des différents critères techniques, électriques et économiques, qu'EDG propose de créer à Kissosso un nouveau poste source 110KV et 20KV Cette solution présente un meilleur bilan technique et électrique et permet de lever la plupart des contraintes et de faire face de façon durable au développement de la zone. Un raccordement en 110 KV sur le réseau public de transport a été demandé pour alimenter le nouveau poste source.

Pour ce faire, le GRG a privilégié la décentralisation et les investigations initiales du projet montrent que le site de Kissosso possède les avantages environnementaux, économiques et sociaux suivants :

- Le site est à environ 50 m à l'ouest de la Transversale (T5) et une piste aménagée l'y relie ;
- Il se trouve à proximité de la ligne de Haut tension de Kaléta facilitant ainsi l'interconnexion avec le réseau local existant ;

- La topographie, la qualité du sol, ainsi que le faible risque sismique de la zone, favorisent la mise en place de la Poste Source d'Électricité ;
- L'installation du Poste Source d'Électricité n'engendrera qu'un très faible conflit d'usage car le site a actuellement une vocation publique d'autant plus que les actuels occupants ont été dédommagés ;
- L'emprise est largement urbanisée et aucune déforestation. Aucun déplacement de population n'est à prévoir puisque le site se trouve à l'écart des principales zones habitées ;
- Le site est localisé en dehors de toute zone naturelle ou touristique protégée, et aucune co-visibilité importante n'est à prévoir ;
- La surface à imperméabiliser (< 0,4 ha) est peu significative.

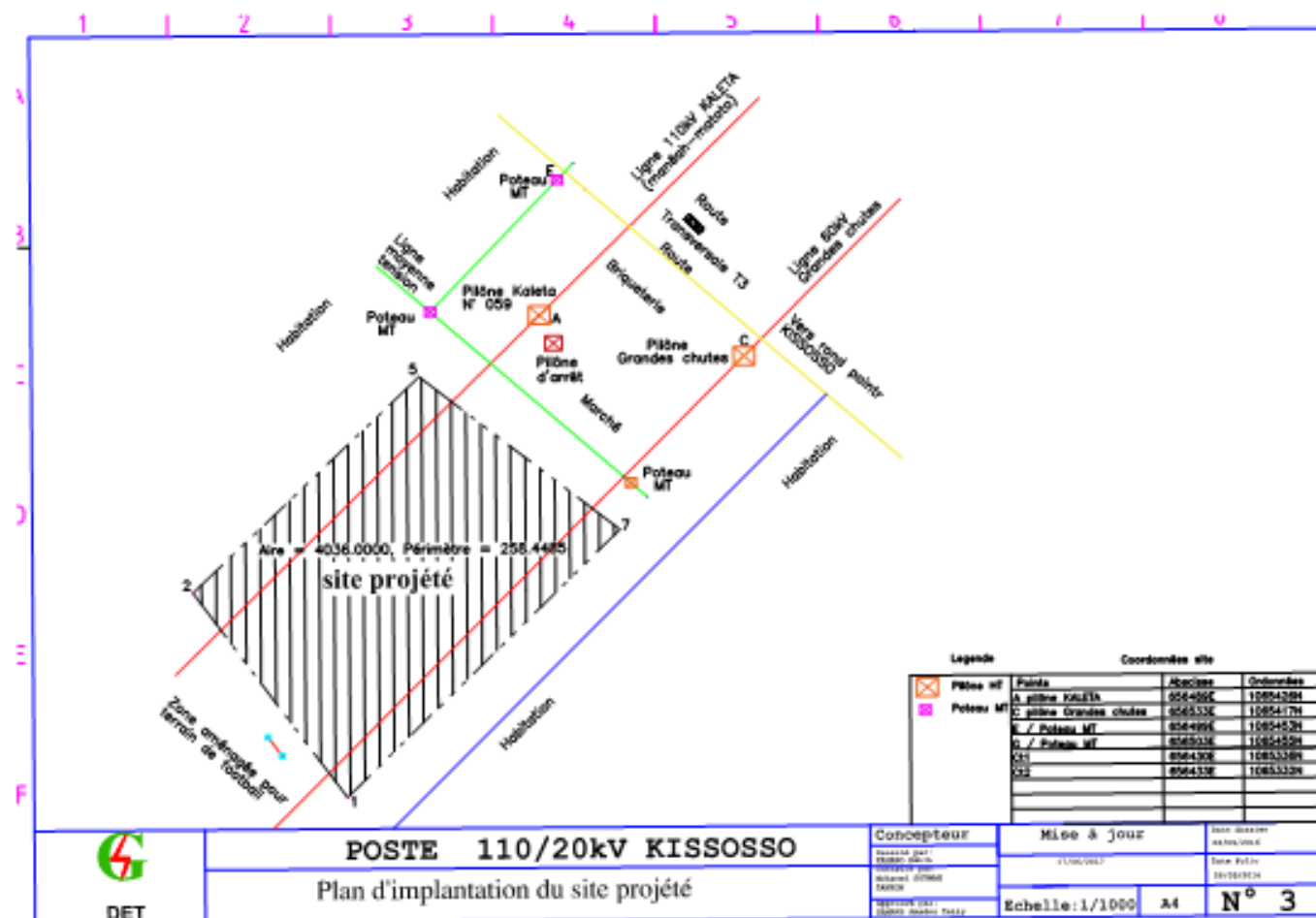


Figure 4: Plan simple du site projeté.

4. CADRE LEGAL, INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

La mise en œuvre de ce Projet devra se faire dans le respect des lois et règlements Guinéens en la matière ainsi que des engagements internationaux du pays. Plusieurs institutions constituent des parties prenantes du Projet et dans un cadre politique pertinent.

4.1 Cadre juridique national du Projet

Les exigences nationales dans le domaine de l'environnement au Guinée ont été identifiées et analysées lors de la phase de collecte documentaire réalisée. Ainsi, les principales références juridiques sont les lois et règlements ci-après détaillés.

4.1.1 Cadre juridique national relatif à l'électricité

Les principaux textes juridiques nationaux qui régissent le sous-secteur de l'électricité et qui ont une incidence sur le projet sont les suivants :

- La Constitution guinéenne de 2010

L'article 21 de la Constitution guinéenne de 2010 affirme le droit imprescriptible du peuple guinéen sur ses richesses – qui doivent profiter équitablement à tous les guinéens, son droit à la préservation de son patrimoine, de sa culture et de son environnement. Cette disposition de la Loi s'interprète, entre autres, comme étant un droit des populations de bénéficier des recettes issues de l'exploitation des installations électriques (comme les avantages du Poste source).

- La Loi sur l'énergie électrique en Guinée

La Loi L/93/039/CTRN du 1er septembre 1993 relative à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique régit la présente étude. L'actualisation de la Loi sectorielle envisagée dans le cadre de la réforme institutionnelle en cours sera une opportunité de mentionner les engagements internationaux relatifs au partage des recettes avec les populations affectées par la construction d'ouvrages hydroélectriques. Cette Loi régie l'ensemble des relations entre les acteurs du Poste source et précise les droits et obligations de tous.

- Le Décret de création d'EDG

Le Décret D/2001/098/PRG/SGG du 18 décembre 2001, portant réorganisation du secteur de l'électricité durant la période transitoire est important dans le cadre de cette étude. Il crée l'entreprise publique Électricité de Guinée "EDG" qui gère actuellement les infrastructures publiques de production, transport et distribution de l'électricité en République de Guinée. Il y a des incohérences entre ce décret, la Loi sectorielle et les Statuts de la société EDG. Mais Celles-ci pourront être corrigées dans le cadre la réforme institutionnelle en cours sous la responsabilité d'un Comité interministériel. Cette Loi constitue le fondement juridique des interventions (comme réalisation de poste source) de la Société EDG dans le domaine de l'électricité en Guinée.

4.1.2 Cadre juridique national relatif à l'environnement

Les principaux textes législatifs et réglementaires promulgués dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles sont :

- L'Ordonnance portant Code de l'Environnement

L'Ordonnance N° 045/PRG/SGG/87 du 08 mai 1987 portant Code sur la protection et la mise en valeur de l'environnement décrit le cadre global relatif aux questions environnementales et fournit des directives pour assurer la protection de l'environnement (sol, eaux de surface et souterraines), des milieux humains et naturels (établissements humains, faune et flore) ainsi que pour minimiser les nuisances environnementales (déchets, bruits, odeurs, etc.). Ce Code précise aussi que les activités pouvant potentiellement mettre en danger l'environnement (tel que stipulé dans le décret N°200/PRG/SGG/89) seront soumises à des procédures d'évaluation environnementale pour autorisation. Elle régit la réalisation de la présente étude.

- Le Décret Codifiant les EIES¹

Le Décret N°199/PRG/SGG/89 du 08 novembre 1989 portant contenu, méthodologie et procédure des études d'impact sur l'environnement (Arrêté portant sur le contenu, la méthodologie et la procédure des études d'impact sur l'environnement en Guinée). Il indique qu'une EIES est obligatoire pour les projets de PSE sous le Contrôle du BGEEE. En application de ce décret, l'Arrêté N°A/2013/474/MEEF/CAB du 11 mars 2013 portant Guide Général des ÉIES réglemente les démarches et procédure, le contenu, et la méthodologie de celle-ci en République de Guinée.

- Décret sur les installations classées

Le Décret N°200/PRG/SGG/89 du 08 novembre 1989, définissant le processus d'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement, expose les diverses procédures et exigences auxquelles le promoteur d'un projet doit se soumettre pour obtenir une autorisation de construction et la mise en service d'une installation classée. Le promoteur présente sa demande d'autorisation en même temps que son permis de construire au Ministère de l'Environnement et au Ministère dont relève le champ d'activité de l'installation projetée (dans le cas présent, le Ministère de l'Énergie et de l'hydraulique).

- Normes nationales de rejets

Le GRG a mis en place récemment un cadre normatif de rejets suite à la synergie entre deux (2) départements ministériels ; à savoir :

¹ La NIES est une EIES simplifiée et elles sont toutes les deux soumises aux Lois sur l'Etude d'impact.

- Ministère de l'environnement, des eaux et forêts à travers la Direction Nationale de l'Environnement (DNE) ;
- Ministère de l'industrie, des petites et moyennes entreprises et de la promotion du secteur privé à travers l'Institut Guinéen de Normalisation et de Météorologie (IGNM).

Signées à Conakry le 27 février 2015, ces normes ont été homologuées et sont d'application obligatoire sur toute l'étendue du territoire guinéen. Il s'agit de :

1. La norme sur les rejets des eaux usées (NG 09-01-010 : 2012/CNQ. 2004) ;
2. La norme sur les Rejet et Pollution atmosphériques (NG 09-01-011 2012/CNQ : 2004) ;
3. La norme sur les Procédures d'inspection environnementales des installations industrielles et commerciales (NQ 09-01—013-2012/CNQ : 2004) ;
4. La norme sur les Systèmes de management environnemental-exigences et lignes directrices pour son utilisation (NQ 09-05-001-2012/ISO 14001 : 2004) ;
5. La norme sur les lignes directrices pour l'audite des systèmes de management de la qualité et/ou de management environnemental et tant d'autres normes (NQ 09-05-002-2012/ISO 19011 :2012).

- Permis de construction de Poste Source d'Électricité

L'article 89 de l'Ordonnance N° 019/PRG/SGG/92 du 30 mars 1992 portant Code Foncier et Domanial donne le droit au Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat d'émettre des permis de construction sans égard au fait que la construction proposée serve à d'autres fins que l'habitation. Compte tenu du déficit énergétique dont souffre la Guinée, le Ministère des Mines et Géologie et le Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie ont signé, le 24 avril 2004, un arrêté ministériel conjoint N°A/2001/1647/MMG/MHE. Cet arrêté concerne les permis et les autorisations que doit émettre le Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie pour la construction et l'exploitation d'une Poste Source de production d'électricité.

- La Loi portant Code de la Santé Publique

La Loi N° L/97/020/AN 97 du 19 juin 1997 portant Code de la Santé Publique régit les conditions d'hygiène, de santé et de sécurité des travailleurs et des riverains de toute installation dont les activités sont de nature à nuire à leur santé. Cette loi dispose en son article 32 que : « *Tout déversement ou enfouissement des produits toxiques des déchets organiques, chimiques ou nucléaires sous quelque forme que ce soit dans le périmètre approché est formellement interdit sous peine de sanctions prévues par la loi en vigueur* ». Elle s'applique également au Projet de construction et d'exploitation du Poste source de Kissosso dans son article 98

où elle dispose que : « Une concertation préalable des Ministères chargés de l'industrie, de la Santé publique, de l'Environnement et des Travaux Publics est obligatoire en vue de l'élaboration de tout projet d'aménagement. Auquel cas, des avis techniques seront nécessairement requis avant toute exécution des travaux de génies. Une autorisation officielle sera alors délivrée avant les travaux ».

- La Loi sur les Catastrophes naturelles

La Loi L/96/009 du 27 juillet 1996 relative à la gestion des catastrophes naturelles et anthropiques régit les conditions de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et anthropiques. Elle s'applique au projet en raison des risques de déversement accidentel et d'incendie liés au fonctionnement du poste source. En plus, des tremblements de terre de faible ampleur ont été enregistrés dans la zone de Conakry ; ce qui devrait amener à se conformer aux dispositions de ce texte en vue de mieux gérer les risques pouvant advenir et affecter les installations du Poste source de Kissosso.

4.2 Accords multilatéraux pertinents au Projet

Les engagements internationaux de la République de Guinée en matière d'énergie et de préservation de l'environnement dans le cadre de la réalisation du PSE de Kissosso sont surtout relatif aux Politiques Opérationnelles de la Banque mondiale OP 4.01 (Évaluation environnementale) et OP 4.12 (Conséquences économiques et sociales directes). Mais elle doit également tenir compte de l'ensemble des engagements internationaux du Pays notamment dans le cadre Nations Unies (UN), de l'Union Africaine (UA) et de la CEDEAO.

4.2.1 Accords multilatéraux sur l'électricité

Les principaux engagements internationaux de la Guinée dans le domaine de l'électricité sont :

- Protocole sur l'énergie de la CEDEAO

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté la Décision A/DEC.17/01/03 relative à un protocole sur l'énergie à la 22ème session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, Dakar, 31 Janvier 2003. Les dispositions de ce protocole sur l'énergie portent sur plusieurs engagements des États dont, celui de l'énergie. Il consiste à créer les conditions pour « faciliter l'interconnexion des équipements de transport d'énergie ».

- Directives de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour l'efficacité énergétique ;

Cette directive fixe les normes sous régionale en matière d'efficacité énergétique. En tant que pays membre de cette organisation, la République de Guinée se doit, à travers toutes les institutions concernées (ici la Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique), d'assurer le respect de ces règlements. Ainsi, la réalisation du

poste source de Kissosso qui constitue une infrastructure électrique devra être conforme aux prescriptions de cette directive.

4.2.2 Accords multilatéraux sur l'environnement du Projet

Les principaux engagements internationaux de la Guinée dans le domaine de l'environnement sont :

- Les normes du Groupe de la Banque Mondiale (GBM)

Cette NIES est rédigée et comporte toutes les mesures pour répondre aux exigences des politiques opérationnelles (PO) de sauvegarde environnementales et sociales de la Banque déclenchées par le projet. Ce sont : la PO 4.01 sur l'évaluation environnementale, la PO 4.11 sur les ressources culturelles Physiques, la PO 4.12 sur la réinstallation involontaire. Les recommandations du référentiel technique environnement-santé-sécurité du secteur de l'énergie, du Groupe de la Banque mondiale, sont également pris en compte.

- Accords et conventions internationaux

La République de Guinée a signé ou ratifié plusieurs accords et Conventions internationaux dont le promoteur du Projet de poste source de Kissosso devrait se référer. Les Conventions OIT ratifiées par la Guinée sont en l'occurrence, pertinente. Il s'agit notamment de la convention 148 sur le milieu du travail (Pollution de l'air, bruit et vibration), la convention 143 sur les travailleurs migrants, la convention 100 sur l'égalité de rémunération, la convention 119 relative à la protection des machines, la convention 142 sur la mise en valeur des ressources humaines et la convention 3 relative à la protection de la maternité.

4.3 Cadre institutionnel du Projet

Conformément à la réglementation présentée ci-haut, la réalisation du Projet de construction et d'exploitation d'un PSE en Guinée doivent faire intervenir toutes les parties prenantes aussi bien gouvernementale, communautaire que sociétariaire.

4.3.1 Cadre institutionnel relatif à l'électricité

Les principales parties prenantes nationales au Projet de PSE de Kissosso sont :

- Le Ministère chargé de l'Énergie et de l'Hydraulique (MEH)

Les attributions et l'organisation actuelles du ME sont fixées par le Décret D/2011/103/PRG/SGG signé le 29 Mars 2011². Il a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du GRG en matière d'Hydraulique, d'Énergie et de l'Environnement et d'en assurer le suivi et l'évaluation. A ce titre, il est particulièrement chargé de veiller sur l'application de la législation et la réglementation en matière d'énergie et d'eau ; d'élaborer

² L'organigramme du MEE est présenté en annexe 11

les stratégies dans le domaine de l'énergie et de l'eau; de suivre les programmes et projets de développement dans le cadre de la coopération. Cette institution coordonne l'ensemble des activités du Promoteur EDG du Projet.

- Direction Nationale de l'Énergie (DNE)

La DNE est un service déconcentré du MEH avec un effectif d'environ 50 personnes toutes catégories confondues dont 35 ingénieurs de catégorie "A", 10 ingénieurs de catégorie "B" et 5 experts collaborant sur une base contractuelle. Il coordonne l'ensemble de stratégie national en matière de production, de transport et de consommation de l'énergie y compris le fonctionnement du PSE en prévision.

- Bureau de Stratégie et de Développement de l'Énergie (BSDE)

Par Décret Présidentiel d'octobre 2005 au sein du MHE le Bureau de Stratégie et de Développement de l'Énergie a été créé. Ce Bureau sera en charge du développement d'une stratégie énergétique pour la Guinée. Cette structure décentralisée du MEH a entraîné en 2006 une réorganisation des activités et des responsabilités au sein de la DNE. La réalisation du PSE de Kissosso constitue le fruit d'une planification en amont de la stratégie du BSDE.

- La société EDG

La société Électricité de Guinée (EDG), Promoteur pour la présente ÉIES, est une Société Anonyme (SA) à participation publique instituée par le Décret D/2001/098/PRG/SGG du 18 décembre 2001. EDG est à ce titre chargée de la gestion du patrimoine et de tous les droits et obligations qui découlent de l'exploitation, de l'entretien, de la réhabilitation, du renouvellement et du développement des ouvrages et équipements de production. Elle est également chargée du transport et de la distribution de l'énergie électrique sur le territoire Guinéen. Depuis sa création, EDG a travaillé en étroite collaboration avec le GRG, représenté par le Ministère de l'énergie (MÉ) et par la Direction Nationale de l'Énergie (DNE) à l'amélioration de la fourniture d'électricité. Il est le commanditaire du projet de réalisation de poste source.

4.3.2 Cadre institutionnel relatif à l'Environnement

Les principales institutions nationales constituant les parties prenantes en matière d'environnement sont :

- Ministère chargé de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF)

Le MEEF a été érigé par le Décret 047/PRG/SGG du 25 février 2011 portant sur ses attributions et son organisation. Ce Ministère est composé de trois Directions nationales (Direction Nationale de l'Environnement, Direction Nationale de l'Assainissement et du Cadre de vie, Direction Nationale des Eaux et Forêts). Le Service de Gestion des Catastrophes et des Urgences environnementales est un service rattaché du MEEF qui devrait être impliqué dans ce Projet. Elle est représentée dans le cadre de cette NIES par le BGEEE.

- La Direction communale de l'environnement, des Eaux et Forêts

Il existe trois principaux services territoriaux du MEEF : l'Inspection régionale de l'Environnement et des Eaux et Forêts, la Direction Préfectorale de l'Environnement et des Eaux et Forêts et les Directions Communales de l'Environnement et des Eaux et Forêts. Ils permettent de réaliser au niveau local déconcentrés les missions. La Direction de l'Environnement, des Eaux et Forêts et la Commune urbaine de Matoto constitue une partie prenante pertinente de ce Projet. Dans le cadre de la présente NIES, la Direction Communale de l'Environnement, des Eaux et Forêts (DCEE) représente le MEEF.

- Le Bureau Guinéen d'Études et d'Évaluation environnementale (BGEE)

A l'instar du Fonds de Sauvegarde de l'environnement, du Centre d'Observation, de surveillance et d'information environnementale et de l'Office Guinéen de la Diversité Biologique et des Aires Protégées, le BGEE est un service spécialisé rattaché au MEEF. Le BGEE est la principale institution constituant la partie prenante gouvernementale à ce Projet ; il est responsable de contrôle de la régularité et de la délivrance de certificat de conformité environnementale (CCE) après la validation de la NIES.

- Autres parties prenantes gouvernementales

Compte tenu de l'interdépendance des actions gouvernementales, il y a plusieurs autres institutions gouvernementales qui constituent des parties prenantes indirectes du Projet : il s'agit notamment du Ministère de l'Économie et des Finances (signataire de la convention de financement avec les bailleurs de fonds), le Ministère du Plan (Planification de la politique énergétique), Ministère de la ville (Gestion des conflits fonction à Conakry), Direction nationale des Risques et Catastrophes, etc.

4.3.3 Parties prenantes non gouvernementales

Les principales parties prenantes non gouvernementales à ce Projet sont les organisations de la société civile et les organisations internationales. Certaines ONG entretiennent entre elles des relations de collaboration technique. Elles s'associent parfois en fédérations (Fédération des ONG de Guinée) en unions (l'Union Nationale pour la Protection de l'Environnement de Guinée ou en forum (Forum des ONG pour le Développement Durable), en regroupements (Regroupant des ONG nationales et internationales). Elles interviennent comme organisations partenaires du GRG dans l'assainissement des espaces publics, la préservation de l'environnement naturel, l'éducation, la santé, la sécurisation des biens publics, etc.

Tableau 3
Principales ONG intervenant dans la zone du Projet

N°	Dénomination	Personne ressource	Contact
1	Groupe Mounafanyi de Kissosso	Marie CAMARA	628 93 24 78
2	Association Kissosso Lanyifan	Kadiatou Dia DIALLO	655 37 75 3
3	Conseil des Jeunes pour le Développement	Ismaël SIDIBÉ	628 84 49 69
4	Studies and Action for Development	Mamadou Moussa DIALLO	620 21 23 45

- Le Groupe de la Banque Mondiale (GBM)

Le GBM est le principal partenaire financier du Projet de construction et d'exploitation du PSE de Kissosso. En effet, le système international est régi par des garanties financières qui déterminent les éventuelles responsabilités en lien avec les marchés internationaux et dont l'efficacité est fondée sur la transparence et la sécurité juridique en matière de responsabilité. Le GBM est doté de standards de production précis dans ses Directives et Politiques opérationnelles (PO 4.01 et PO 4.12 respectivement) relatives à l'évaluation environnementale et à la réinstallation involontaire de personnes, sont notamment déclenchées dans ce Projet.

- Les organisations régionales et sous-régionales

La République de Guinée est membre de la Communauté Économique pour le Développement des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui est une organisation sous-régionale et de l'organisation panafricaine l'Union africaine (UA) fondée en juillet 2002 sur les cendres de l'OUA. A l'instar de l'Union Européenne, la responsabilité environnementale dans l'Union Africaine vise à faire en sorte qu'un pays ou une entreprise ayant occasionné des dommages sur l'environnement (le pollueur) verse une compensation financière pour remédier aux dommages causés. La réglementation environnementale définit des normes et des procédures en vue de préserver l'environnement. L'intégration de la notion de responsabilité dans la réglementation de l'Union Africaine présente les risques encourus par d'éventuels pollueurs dans les réparations des dommages occasionnés.

- L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)

Les Nations Unies ont mis en place des cadres institutionnels afin d'assurer la dépollution et la restauration de l'environnement, de mieux intégrer l'environnement dans le domaine politique et d'améliorer le fonctionnement du marché international. Le présent système de responsabilité devrait inciter les pays membres de l'Union Africaine et les Nations Unies, les pays qui reçoivent des dons de la Banque Mondiale et les entreprises qui opèrent sur le marché international, à avoir un comportement plus responsable et exercer ainsi un effet préventif et de précaution.

4.4 Cadre politique du Projet

4.4.1 Cadre de la politique énergétique de la Guinée

- Lettre de Politique de Développement du Secteur Énergétique (LPDSE)

Une Lettre de Politique de Développement du Secteur Énergétique (LPDSE) a été adoptée en 2009 par le Gouvernement. Cette LPDSE exprime la stratégie du GRG en matière de développement du secteur énergétique. Elle englobe toutes les formes d'énergie, concerne aussi bien l'offre que la demande et se déploie sur un horizon de 20 ans. Le but de la LPDSE est de fixer les objectifs de desserte solvable et des solutions énergétiques adaptées, par usage, par milieu et par zone et d'identifier les moyens techniques et financiers, les échéances intermédiaires et les dispositifs et instruments de mise en œuvre pour la réalisation des objectifs. La LPDSE comporte (i) Une Déclaration de Politique Générale (DPG), fixant les objectifs, les orientations stratégiques pour le développement du secteur de l'énergie et les conditions de mise en œuvre, (ii) une Lettre de Politique Détaillée (LPD) qui est un document d'opérationnalisation de la DPG. (iii) un plan d'Action à l'Horizon 2020 et un Programme d'Investissement Prioritaire.

- Stratégies de développement national

Les principaux documents définissant la stratégie de développement établi par le GRG sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le National pour le Développement Humain Durable (PNDH) et les Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Le premier OMD relatif à l'éradication de l'extrême pauvreté ne saurait être atteint qu'avec des conditions d'énergie fiable. L'objectif du PNDH dans la même ligne que le document « Guinée Vision 2000 » est l'amélioration des conditions de vie des populations à partir de projets dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'approvisionnement en électricité, etc. Le DSRP3 qui est en vigueur aujourd'hui poursuit les mêmes objectifs que les DSRP1 et 2 avec notamment des améliorations des conditions de vie et le développement durable de la Guinée.

4.4.2 Cadre de politique environnementale de la Guinée

- Stratégie nationale et/ou sectoriels de l'environnement

Le Ministère de l'Environnement a pour mission, la conception, l'élaboration et la coordination de la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la sauvegarde de l'environnement, de la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité de la vie. Les stratégies et programmes nationaux et/ou sectoriels qui se prêtent le mieux à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles sont: (i) le Plan National d'Action pour l'environnement (PNAE), qui constitue la base de la politique environnementale et comprend trois programmes cadres en grandes lignes : gestion des ressources naturelles, Société et environnement et enfin pollution et nuisances ; (ii) le Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques de la Guinée (PANA) ; (iii) le Plan d'action forestier national (PAFN-Guinée) ; (iv) le Programme d'Action Nationale de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD).

- Autres documents de politique environnementale

Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) : Il fixe les grandes orientations du développement socio-économique, d'aménagement physique et spatial pour le long terme. Il constitue un éclairage pour les actions à mener dans le court et moyen termes.

Le SNAT devra parvenir à :

- L'élaboration des plans d'aménagement régionaux et des schémas directeurs d'aménagement d'urbanisme des principales villes de l'intérieur, ainsi qu'à la coordination inter-préfecturale ;
- La protection de l'environnement (protection de la nature, sylviculture y comprise, protection des sites et monuments, élimination des déchets, assainissement des eaux et de l'atmosphère) ;
- L'établissement, dans la mesure du possible, d'une liste de priorités en ce qui concerne les réalisations projetées, le calendrier d'exécution et les investissements nécessaires.

5. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

5.1 Zone d'influence du Projet

5.1.1 Situation géographique et administrative

La zone d'implantation du Projet est le quartier de Kissosso dans la commune urbaine de Matoto. Celle-ci est l'une des cinq communes de Conakry, la capitale de la République de Guinée. La Guinée couvre une superficie de 245 857 km² et se situe à l'ouest de l'Afrique sur l'océan Atlantique avec un littoral long 352 km. Le pays est délimité au Nord par la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Mali ; à l'est par la Côte d'Ivoire ; et au sud par la Sierra Leone et le Libéria.

Conakry, se trouve sur l'extrémité ouest du pays, elle est bordée par l'océan Atlantique. Sur le plan administratif, c'est une région spéciale dont les limites coïncident avec celles de la préfecture. La région de Conakry est une subdivision administrative de la Guinée, également appelée Gouvernorat de Conakry. La région est placée sous l'autorité du gouverneur de Conakry. Elle concentre près du quart de la population totale du pays.

Dans la Commune de Matoto, les travaux vont consister à la construction d'un Poste source de Kissosso. Cette commune est la plus grande et la plus animée de la ville de Conakry. Elle abrite plusieurs marchés situés aux abords des voiries. Il faudrait trouver en collaboration avec les autorités municipales le moyen de relocaliser les commerçants et/ou mettre en place des dispositions sécuritaires efficaces pour éviter les accidents pendant les travaux. Les différentes pollutions et nuisances seront identifiées dans le PGES et intégré aux dispositions du DAO pour la prise en compte pendant l'exécution des travaux.

La Commune de Matoto est située à 14,8 Km de la commune de Kaloum. Elle a été créée à l'instar des autres communes du Pays par l'Ordonnance N° 019/SGG/PRG/90 du 21 Avril 1990 portant organisation et fonctionnement des communes urbaines en République de Guinée. Elle couvre une superficie de 37km².

La Commune de Matoto comprend 37 quartiers (dont Kissosso) et 226 secteurs (dont le secteur Banque mondiale dans le quartier de Kissosso) pour une population estimée à 845 676 habitants (selon les données de la réactualisation de l'année 2012). Commune à large façade maritime, Matoto est en grande partie couverte de mangrove et s'étend du bas-fond de Dabondy jusqu'à Lansanayah.

Elle est limitée :

- A L'Est par la Préfecture de Coyah
- A L'Ouest par la Commune de Matam
- Au Nord par la Commune de Ratoma par l'entremise du chemin de fer Conakry-Niger ;
- Au Sud par l'Océan Atlantique.

5.1.2 Localisation du site du projet

La description de l'état initial de l'environnement permet d'avoir une référence à partir de laquelle seront évalués l'ensemble des changements positifs et négatifs provoqués par le Projet. La zone d'impact direct (ZID) du Projet est constituée par l'ensemble des emprises immédiates du poste, des installations commerciales et locatives directement contigües au site.

La zone d'impact Étendue (ZIE) est quant à elle formée par la zone dont la distribution en électricité sera sensiblement améliorée. Il s'agit notamment du sud-est de la ville de Conakry incluant surtout la Commune urbaine (CU) de Matoto à laquelle s'ajoute les zones d'Enco 5 et de Cosa qui appartiennent à la Commune urbaine de Ratoma. Il faut souligner qu'en termes de foncier, la zone relève du domaine de l'Etat suivant le Décret D/2009/110/PRG/SG du 08 juin 2009 Portant déclaration d'utilité publique des zones couvertes par le projet de l'OMVG en Guinée (Annexe 7). Le tableau 4 ci-dessous présente les coordonnées géographiques enregistrés lors de la visite de terrain. Les Points 1, 2, 5 et 7 délimitent l'emprise du Projet sur la figure 4 ci-haut.

Tableau 4
Coordonnées géographiques du site du Projet

Points GPS	Abscisse	Ordonnée
A) Pilône Kaléta	656 489 m E	106 5426 m N
C) Pilône Grandes chutes	656 533 m E	106 5417
G) Poteau	656 499 m E	106 5455
Transformateur MP 858	656 488 m E	106 4557
3) Terrain	656 430 m E	106 336
4) Terrain	656 433 m E	106 5332
1	656 447 m E	106 5323
2	656 414 m E	106 5367
5	656 463 m E	106 5313
7	656 506 m E	106 5380



Figure 5: Photographie aérienne de la zone d'impact du Projet.

5.2 Environnement biophysique du Projet

Dans cette section intitulée environnement biophysique du projet, le milieu physique sera d'abord présentée. Ensuite, le milieu biologique d'implantation du projet sera décrit.

5.2.1 Milieu physique

Le milieu physique de Kissosso appartient au littoral guinéen caractérisé par une évolution continue de la configuration du trait de côte et des vasières d'estuaire. Le sol de la zone d'étude est squelettique constitué de bowé; ce qui rend les dynamiques morpho-sédimentaires et les aménagements agricoles difficiles. Le relief est relativement accidenté d'où la dénomination du quartier « Kissosso-Plateau ». Cet état du sol accroît la capacité d'érosion ou de drainage des émissions liquide du poste en prévision vers la mangrove en aval.

En effet, la ville de Conakry, capital de la république de Guinée, a une configuration de plaine côtière et ses trois côtés sont bordés par l'océan Atlantique. Le point le plus élevé de la capitale se situe au centre de la ville. Cette impression est trompeuse, car le complexe hydro-sédimentaire qui les constitue est en réalité spatialement très instable et réagit rapidement à une modification des facteurs de l'équilibre morpho-sédimentaire.

En dehors de variations climatiques d'ordre pluri-décennales, les apports sédimentaires varient dans d'importantes proportions d'une année sur l'autre (variations interannuelles), et, considérablement, dans l'année, entre saison des pluies et saison sèche. Ils sont donc, à différentes échelles de temps, de type spasmodique. Dans les estuaires, la sédimentation, la mobilisation et le déplacement des sédiments sont principalement liés à l'amplitude des marées et au débit instantané du fleuve au moment de cette marée. Ils dépendent notamment de la position plus ou moins à l'amont ou à l'aval, du contact entre eau douce et eau salée (biseau salé), ainsi que de la vitesse des courants de flot et de jusant.

5.2.2 Milieu biologique

Le milieu biologique de la zone d'étude est caractérisé par une grande variété de facettes agro-écologiques en fonction des caractères pédologiques, de la microtopographie qui commande l'importance, la durée, le rythme des inondations (douce ou salée), et de la position par rapport au front de mer et aux axes de drainage. Des multiples interfaces entre ces facettes naissent la richesse et la diversité du milieu.

Cette mosaïque évolue, naturellement, à plusieurs pas de temps, en fonction des variations des facteurs climatiques qui commandent, *pro parte*, les dynamiques hydrologiques et sédimentologiques. La grande variabilité spatiale des caractéristiques pédologiques, ainsi que la sensibilité des sols ou anciens sols de mangrove à l'aménagement sont une contrainte majeure. Les risques d'acidification sont potentiellement considérables bien que se développent sur le site plusieurs espèces végétales rudérales (Tableau 4).

Tableau 5
Espèces rudérales inventoriées aux alentours du site

N°	Nom latins	Famille	Observations
1	<i>Ficus ovata</i>	MORACEAE	Ombrage
2	<i>Sida rhombifolia</i>	MALVACEAE	Médicinale
3	<i>Sida liniifolia</i>	MALVACEAE	Médicinale
4	<i>Urena lobata</i>	MALVACEAE	Cordage
5	<i>Bidens pinnata</i>	VERBENACEAE	Médicinale
6	<i>Mimosa pudica</i>	MIMOSACEAE	Couverture et fertilisant du sol
7	<i>Cinodon dactylon</i>	POACEAE	Médicinale
8	<i>Physalis angulata</i>	SOLANACEAE	Médicinale

Ils résultent directement des conditions hydro-morphologiques prévalant lors du dépôt des sédiments, celles-ci ayant guidé la colonisation préférentielle par des *Rhizophora* ou par des *Avicennia*, autre facteur déterminant du risque. Ces formations ont pu, en un même point, se succéder dans le temps en fonction des évolutions morpho dynamiques. Le site du projet ne comporte pas de faune spéciale si non que des pigeons qui viennent y picorer et des chiens et chats errants en nombre très infime. La flore est caractérisée par des espèces cultivées (Tableau 5) de faible importance.

Tableau 6
Espèces cultivées inventoriées aux alentours du site

N°	Nom latins	Famille	Observations
1	<i>Carica papaya</i>	CARICACEAE	Fruits comestibles Graines, racines et feuilles médicinales
2	<i>Zea mais</i>	POACEAE	Grains alimentaires ; Barbes médicinales
3	<i>Mangifera indica</i>	ANACARDIACEAE	Fruits comestibles ; Amande ; Écorce et feuilles médicinales
4	<i>Capsicum frutescens</i>	SOLANACEAE	Épice
5	<i>Hibiscus sabdarifa</i>	MALVACEAE	Sépales comestibles, Sépales et feuilles médicinaux
6	<i>Amaranthus viridis</i>	AMARANTHACEAE	Légumes
7	<i>Cucurbita pepo</i>	CUCURBITACEAE	Fruits comestibles ; Graines médicinales
8	<i>Solanum lycopersicum</i>	SOLANACEAE	Légume

5.3 Environnement socio-économique du Projet

5.3.1 Histoire et évolution de la ville de Conakry

Le territoire où se trouve Conakry d'aujourd'hui appartenait au royaume de Dubréka. La région était alors occupée par les Bagas, qui avaient accueilli des Soussous, venus du Nord du Mandingue après la prise de leur capitale sur le Niger en 1236 par Soundiata Keïta. Conakry est la capitale de la République de Guinée. Son centre historique se situe sur l'île de Tombo, dans l'océan Atlantique.

En 2015, l'agglomération comptait plus de 3 millions d'habitants, ce qui en fait la plus importante ville du pays : un Guinéen sur cinq vit à Conakry. Le territoire bâti a dépassé les limites de l'île pour s'étendre sur le continent, en particulier sur la presqu'île de Kaloum à laquelle elle est reliée par une digue. L'activité portuaire constitue de nos jours le principal secteur économique de la ville.

En 1887, l'île de Tomba était entièrement recouverte par une forêt de palmiers et de fromagers, dans laquelle étaient répartis quatre villages : Conakry, Boulbinet, Krutown Corontie et Tombo (cédée peu avant par les Anglais aux Français). Sous la colonie française, Conakry devient la capitale de la colonie des « Rivières du Sud » en 1889, puis de la colonie de Guinée française en 1891 (colonie autonome placée sous l'autorité du Gouvernement général de Dakar).

Après une tentative de décentralisation en 1991, Conakry regroupe à partir de 2008 les cinq communes :

- Kaloum;
- Dixinn;
- Ratoma;
- Matam;
- Matoto.

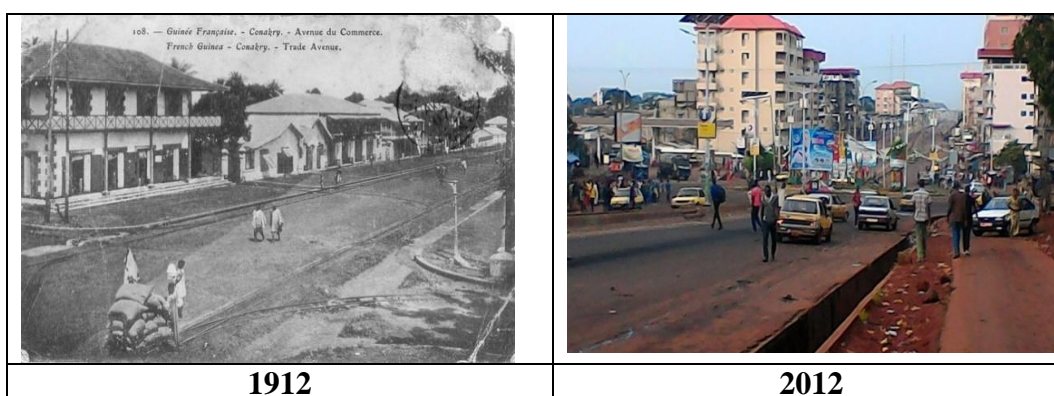


Figure 6 : Évolution de la ville de Conakry

5.3.2 Démographie et économie de la ville de Conakry

La ville de Conakry est en territoire historiquement Baga, population de pêcheurs, dépositaire d'un riche folklore. Les visiteurs sont frappés par le caractère monumental et la grandeur de l'art Baga. Sa principale divinité est « *Mba* » ou « *Nimba* » la déesse de la fécondité et de l'abondance. Son masque est promené à l'occasion des cultures (semailles et récoltes). Il est un buste taillé dans un bois massif, avec des macules plates et allongées. Sa coiffure tressée et dominée par un cimier médian surplombant un nez aquilin. Malgré l'influence du christianisme et de l'islam, cause profonde de la mutation de son art, les populations Baga et Soussou installées dans la zone sont restées attachées à leurs traditions ancestrales et le masque demeure au centre des manifestations rituelles de la forêt sacrée.

En 1996, la population de Conakry comptait environ 1,1 million d'habitants (soit 15% de la population totale). Depuis 2010, la population a doublé pour atteindre en 2015 plus de 3 millions d'habitants. Le réseau de transport de Conakry est modelé sur les caractéristiques géographiques de la ville, ce qui explique aussi en grande partie les problèmes existants sur ce réseau. La ville de Conakry s'étend du district de Kaloum jusqu'aux zones Est (le pieds-mont de Kakoulima) avec une forte concentration d'activités économiques et de quartiers résidentiels. En raison de cette situation, les matins et les soirs, un grand débit de trafic se forme dans le sens est-ouest, des logements aux postes de travail et vice versa. Il existe ainsi de sérieux problèmes d'embouteillage sur les principaux axes (RN1, avenue du Prince ainsi que les routes littorales du sud).

Tableau 7

Informations chiffrées sur la ville de Conakry

Population	+ 3 000 000 hab. (2015)
Superficie	30 800 ha soit 308 km ²
Densité	9 740 hab./km ²

Les infrastructures municipales soutiennent le développement urbain. La construction d'infrastructure a un impact direct sur l'amélioration du niveau de vie de la population grâce à un système de transport qui est adapté à ses besoins. Majoritairement, le système de transport du pays apparaît comme monopolisé par le transport routier. Étant donné que les constructions d'infrastructure agissent directement sur les conditions de vie et de travail de la population. Il semble nécessaire de perfectionner de façon imminente les principales infrastructures de la capitale, afin d'assurer un bon fonctionnement, optimiser la productivité et répondre aux besoins de la population (Ministère du Plan, 2013).

5.3.3 Caractéristiques spécifiques de Matoto et de Kissosso

La zone d'influence du projet est définie comme la zone d'impacts environnementaux directs liés à la réalisation du projet aussi bien au niveau de la reconstruction, la réhabilitation qu'à la construction des échangeurs. Cette zone d'influence est le lieu où les milieux récepteurs pourraient être perturbés par les

travaux liés aux différentes activités. Elle couvre les cinq Communes (Kaloum, Dixinn, Matam, Matoto et Ratoma) de la ville de Conakry.

Comprise dans la zone littorale au sud-est de la capitale, Matoto se situe entre 9° et 13° de latitude nord, 13° et 37° de longitude Ouest. Le climat de Matoto appartient au type sub-guinéen : de la Basse Guinée. Il comporte une saison presque rigoureusement sèche (Novembre à Mai) et une saison pluvieuse où les précipitations quotidiennes sont de grandes intensités. L'humidité relative moyenne mensuelle est comprise entre 69% et 88%, avec des valeurs élevées au cours des mois pluvieux (Juillet-Août).

La quantité moyenne d'eau pluviale est de 4200mm/an. Au sein de la Commune de Matoto, existe une superficie forestière relativement importante comprenant une zone de mangrove et arrière mangrove qui fournit une quantité appréciable des bois d'œuvres. Les populations de Matoto vivent essentiellement de commerce, de pêche, des actions potagères et d'activités artisanales.

6. INFORMATION ET CONSULTATION PUBLIQUES (ICP)

6.1 Pertinence et objectifs des ICP

6.1.1 Pertinence des ICP

Cette approche répond à diverses recommandations qui font autorité en matière de consultation publique au niveau international, dont notamment la Directive 17.50 de la Banque mondiale. Celle-ci est relative à la *Diffusion de l'information* laquelle requiert que toutes les consultations adéquates nécessaires soient réalisées avant l'exécution d'un Projet.

Aussi, l'Information et la Consultation publique sont pertinentes dans le cadre de la Norme de Performance 1 de la Société financière internationale (SFI) relative à l'évaluation et la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux. Spécifiquement en ses points 28, cette norme est relative à la *Divulgaration de l'information*, et 36, *Divulgaration continue de l'information aux communautés affectées et aux autres parties prenantes pour l'accès aux informations pertinentes*.

La consultation publique dans le processus d'ÉIES est réalisée à toutes les étapes du Projet, de la conception, à la mise en œuvre et à la phase d'exploitation. Le processus de consultation du public offre aux parties prenantes l'opportunité de s'informer sur le Projet, d'exprimer leurs préoccupations et de faire part de leurs préférences afin de maximiser les bénéfices du Projet tout en diminuant les impacts négatifs. Les préoccupations soulevées seront prises en compte par les experts durant le processus de l'ÉIES.

6.1.2 Objectifs des ICP

Un élément important dans du processus d'évaluation environnementale est l'information et la consultation Publique. Elle a pour finalité d'assurer la durabilité du Projet à travers l'implication et la participation de l'ensemble des parties prenantes à toutes ses phases.

L'objectif global des ICP est d'améliorer la conception du Projet, et par la suite, minimiser les conflits et retards dans la mise en œuvre en vue de faciliter le développement des options d'attribution appropriées et acceptables et d'augmenter sa durabilité et son appropriation par les parties prenantes.

Les objectifs spécifiques du processus de consultations sont :

- Identifier les principales parties prenantes du Projet ;
- Sensibiliser les parties prenantes sur la pertinence du Projet ;
- Assurer la participation des parties prenantes à la gestion du Projet ;
- Recueillir, des parties prenantes, des informations sur leurs représentations, leurs avis, leurs préoccupations par rapport au Projet ;
- Élaborer les différents scénarios du Projet et concevoir des plans d'atténuation et de compensation viables et durables ;

- Établir les responsabilités institutionnelles du Projet à long terme.

6.2 Méthodologie de réalisation des ICP

6.2.1 Méthode et ressources mobilisées pour la réalisation des ICP

Pour mener à bien la présente NIES, une mission de terrain a été réalisée par l'équipe d'experts de GUIDE du 07 au 15 juillet 2017 dans la Commune urbaine de Matoto et dans le quartier de Kissosso. Afin d'assurer la pertinence de la mission, ont notamment participé :

- Un expert Environnementaliste, Chef de mission ;
- Un expert Socio-économiste ;
- Un expert conseil en électricité ;
- Un représentant du BGEEE ;
- Un représentant de la Mairie de Matoto.

Plusieurs réunions, entretiens et ateliers ont été organisés selon les buts spécifiques. La méthode d'animation de l'atelier fut basée sur une approche participative.

6.2.2 Démarche de réalisation des ICP

L'exercice de l'information et de la consultation publique s'est déroulé selon les cinq étapes suivantes (voir les PV en annexes). :

Etape 1 : Réunion de concertation et de programmation

La première étape de la démarche d'ICP a consisté en une réunion dans les locaux de GUIDE et ont participé l'équipe d'experts, la direction du bureau d'étude, le représentant du Bureau Guinéen d'Etude et d'Evaluation Environnementale et le représentant du Promoteur EDG. Cette réunion a permis aux participants de partager leurs avis sur la démarche d'ICP à entreprendre et constituer la mission.

Etape 2 : Les réunions de prise de contact et d'introduction

Dans cette deuxième étape, l'équipe de consultants a effectué à la mairie de Matoto, une rencontre avec le Maire. Après s'être informé du Projet, ce dernier a exprimé toute sa satisfaction et a adressé des félicitations pour la Société EDG qui fait de plus en plus d'effort pour améliorer la desserte en électricité dans la commune. Il a salué le Projet et s'est engagé à informer toute l'équipe de la Cu. Il a informé que certains occupants du site disposent de titres d'occupation provisoire. Il s'est engagé en disant que la Mairie ne ménagera aucun effort pour la réussite du Projet. En attendant une lettre officielle qui doit lui être adressée, il a mis à la disposition de la mission un agent du service de l'habitat.

Etape 3 : Un entretien au bureau du quartier de Kissosso.

Le chef de quartier, après un accueil chaleureux a exprimé le même enthousiasme. Une visite de reconnaissance de terrain a aussitôt été organisée. La

mission était guidée à la fois, par le représentant du service de l'habitat de la Mairie de Matoto et le chef du quartier entouré de ses principaux collaborateurs. Elle a permis des observations directes du site de l'étude et des entretiens sommaires avec des occupants du site. Les occupants ont notamment été informés sur le Projet de Poste source.

Etape 4 : Atelier d'information et consultation

Lors de cette étape, un atelier convoqué par le Chef du quartier de Kissosso-plateau a réuni les parties prenantes identifiées. Il s'agit notamment des autorités locales, les populations installées dans l'emprise du projet, les populations riveraines, les ONG, de représentants des femmes, des jeunes, des religieux, etc.). Le but visé était de présenter le Projet aux parties prenantes et de les informer du processus de NIES et de recueillir leurs avis et préoccupations.

Etape 5 : Entretien direct avec les parties prenantes

Plusieurs entretiens ont ensuite été organisés avec les personnes ressources sous la forme d'entretiens individuels ou d'entretiens de groupes focalisés. Les principales personnes ayant fait l'objet de ces entretiens étaient :

- Les représentantes des couches sociales sensibles, notamment la présidente du bureau des femmes et le président du bureau des jeunes de Kissosso-plateau ;
- Les autorités locales, notamment le Chef de Quartier de Kissosso-plateau et le Chef du Secteur de Banque mondiale, secteur abritant le Projet ;
- Les autorités municipales, notamment, le représentant du service de l'habitat et celui des marchés.

Nb : Les Etapes 6 et 7 seront consacrées à la Consultation et l'Audience publiques.

6.3 Avis, préoccupations et attentes des parties prenantes

Toutes les autorités municipales ont exprimé leur entière adhésion au Projet et se sont engagées à toutes œuvres pour mener à bien le Projet de construction et d'exploitation d'un Poste source à Kissosso. Elles n'ont exprimé aucune préoccupation et ont d'ailleurs exprimé leur attente de voir le Projet se réaliser dans les délais le plus brefs.

Les autorités locales ont également exprimé leur totale adhésion au Projet. Elles ont toutefois signifié leurs préoccupations relatives à l'occupation de l'emprise du Projet par des commerçantes préalablement installées aux abords des voiries publiques. Leur principale attente, pour gérer cette difficulté, est le réaménagement du grand marché de Kissosso. Selon eux, les commerçantes auraient quitté le grand marché pour s'installer aux abords des voiries publiques car celui-ci étant dégradé n'assurait pas leur sécurité physique. A cela elles ont

ajouté le fait que les travaux de la SEG furent un facteur majeur de la relocalisation des femmes qui y commerçaient.

Les représentants des jeunes et le Chef de quartier ont exprimé leur acceptation du Projet et ont vivement souhaité l'aménagement de l'aire de jeux contigüe au site du Projet. Les jeunes de Kissosso se sont engagés à sécuriser les installations et le matériel du Projet pendant la phase de construction et la phase d'exploitation. Ils ont aussi exprimé leur souhait que les travailleurs du Projet soient, autant que possible, choisis parmi eux. Cette disposition contribuerait à l'amélioration substantielle de leurs conditions de vie.

Les occupants des installations commerciales et locatives établies dans et autour de l'emprise du projet constituent des populations affectées par le Projet (PAP). Ces Populations comprennent le bien-fondé du Projet et s'en réjouissent puisqu'elles bénéficieront de même que tout le monde des retombées. Elles reconnaissent généralement qu'elles n'ont aucun droit sur le terrain, bien que certains d'entre elles bénéficient d'autorisation provisoire. Mais, elles sont plutôt préoccupées par la situation de leurs Activités Génératrices de Revenu (AGR) et leurs logements. Certaines personnes ont exprimé leurs souhaits d'être installées sur un nouveau site ou de recevoir quelques dédommagements (une proposition est faite dans ce cadre dans le PGES).

Enfin, on peut retenir que toutes les parties prenantes du Projet ont exprimé des avis favorables vis-à-vis de celui-ci. Mais elles ont exprimé des préoccupations et attentes. Il s'agit :

- 1) Du réaménagement du grand marché de Kissosso ;
Ce qui faciliterait le retour des femmes étalagistes dans ce marché. A défaut, suggestion a été faite afin de les aider à trouver une place stable qui permettrait de libérer la route d'entrée sur le site.
- 2) De l'aménagement de l'aire de jeux contigu au site du Projet ;
Ce petit terrain de football est le seul dans la contrée et largement utilisé par la jeunesse. Un aménagement adéquat, avec haute clôture de grillage et panneaux électriques, permettrait une meilleure surveillance des installations car la jeunesse après en avoir exprimé la sollicitude s'est portée garante de la surveillance des installations.
- 3) De la fourniture prioritaire d'électricité au quartier de Kissosso-plateau ;
- 4) Du recrutement prioritaire (à compétence égale) des jeunes de Kissosso-plateau pour la construction et le fonctionnement du PSE ;
- 5) De l'appui à la relocalisation des occupants provisoires et autres PAP ;
La lettre de sollicitude de M. Touré est présentée à l'Annexe.

Toutefois, force est de constater que les parties prenantes n'ont pas exprimé certaines préoccupations qui seraient pertinentes quant à la mise en œuvre de ce Projet. Il s'agit notamment :

- Des risques de catastrophes liés au fonctionnement de la Poste Source Électrique de Kissosso;
- Des émissions de pollutions et nuisances (bruits, vibration, effluents liquides, gaz toxiques, etc.) que pourrait produire le Poste Source ;
- De la santé et la sécurité des travailleurs du Poste Source ainsi que ceux des populations riveraines du champ magnétique ;
- De la cohésion et le bon voisinage entre les travailleurs du Poste Source et les populations riveraines.

7. ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

7.1 Méthode de l'analyse des impacts

7.1.1 Identification des impacts du Projet de PSE

L'identification d'impacts positifs ou négatifs dus à l'exécution d'un tel projet se base sur l'analyse des effets résultants des interactions entre un milieu affecté et les différents équipements ou activités mis en œuvre. L'analyse permet l'établissement d'une relation entre les Activités Sources d'Impacts du Projet (ASIP) et les Composantes Potentiellement Affectées de l'Environnement (CPAE). Les ASIP et les CPAE ont été déterminés à partir de l'analyse du Projets et celle de l'état initial de l'environnement (Hydro-Québec, 1994).

De la sorte, les principales ASIP sont identifiées pour les deux principales phases du Projet :

- Pendant la phase de Construction du PSE, les principales Activités Sources d'Impacts du Projet seront :
 - Le dégagement des voies d'accès ;
 - Le transport du matériel et du personnel ;
 - La préparation des plates-formes ;
 - La construction des infrastructures et installations.
- Pendant la phase d'Exploitation du PSE, les principales Activités Sources d'Impacts du Projet seront :
 - L'entretien des installations ;
 - Le stockage (carburant, huiles, graisse, etc.) ;
 - Le fonctionnement des machines.

Par ailleurs, les Composantes Potentiellement Affectées de l'Environnement peuvent être regroupées en deux catégories. Il s'agit du :

- Milieu biophysique
 - Les sols et paysages ;
 - Les eaux superficielles et souterraines ;
 - Le milieu aérien ;
 - Les flore et faune.
- Milieu humain
 - Création d'emploi ;
 - Hygiène et santé ;
 - Sécurité et qualité de vie ;
 - Éducation et culture

Par ailleurs, à l'aide de tableaux à double entrée, des valeurs ont été attribuées en fonction du jugement de l'importance d'un impact. Celle-ci a été déterminée à partir de la grille d'importance ci-dessous (Kourouma, 1999).

<i>Impact positif :</i>	(+1) faible	(+2) moyen	(+3) fort
<i>Impact négatif :</i>	(-1) faible	(-2) moyen	(-3) fort

Sur la base de cette méthode, le tableau 7 ci-dessous présente la matrice d'identification des impacts du Projet de construction et d'exploitation du poste source de Kissosso. Certains impacts sont particulièrement mitigés (par exemple, l'impact du fonctionnement du poste source sur la qualité de vie) et le signe de l'importance peut dissimuler une diversité d'impact. La section 7.2 présente la description effective des impacts et de ressortir la diversité des impacts.

Tableau 7. Matrice d'identification des impacts du Projet

Les principales A.S.I.P.		Les principales C.P.A.E.							
		Milieu bio-physique				Milieu humain (socio-économie)			
		Sols et paysage	Eaux souterraines et superficielles	Air et facteurs climatiques	Flore et faune	Emplois directs et indirects	Productivité des entreprises	Éducation et culture	Santé et sécurité et qualité de vie
Phase de Construction	Voie d'accès								
	Transport								
	Plateforme								
	Installation								
Phase d'exploitation	Entretien								
	Transport								
	Stockage								
	Fonctionnement								

Légendes

Impacts négatifs de l'ASIP sur la CPAE

Impacts négligeables de l'ASIP sur la CPAE



Impacts positifs de l'ASIP sur la CPAE

7.1.2 Analyse et évaluation des impacts

L'analyse et l'évaluation des impacts visent à établir l'importance des gains et des pertes pour les composantes du milieu biophysique et humain. Ceci doit permettre d'effectuer un choix éclairé parmi les options de mesures d'atténuation ou de bonification qui pourront être proposées. Pour ce faire, la méthode standard préconisée par la Banque mondiale (1999) a été utilisée. Elle repose essentiellement sur l'appréciation d'un indicateur synthèse que constitue l'importance de l'impact.

L'importance de l'impact représente le résultat de l'agrégation de trois composantes :

- L'intensité de l'impact ;
- L'étendue de l'impact ;
- La durée de l'impact.

L'intensité de l'impact

Elle intègre la valeur environnementale (l'intérêt que la société lui accorde) de la composante et le degré de perturbation (l'ampleur des modifications) anticipé sur cette composante. La combinaison du degré de perturbation et de la valeur accordée à l'élément permet de distinguer trois degrés d'intensité de l'impact : **forte** (elle peut être très forte), **moyenne** et **faible**, tel qu'illustré dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8
Grille de détermination de l'intensité de l'impact

Degré de perturbation	Valeur environnementale		
	Grande	Moyenne	Faible
Élevé	Forte	Forte	Moyenne
Moyen	Forte	Moyenne	Faible
Faible	Moyenne	Faible	Faible

L'étendue de l'impact

L'étendue de l'impact exprime la portée ou le rayonnement spatial des effets générés par une intervention sur le milieu. Cette notion se réfère, soit à une distance ou à une surface sur laquelle seront ressenties les modifications subies par une composante, soit à la proportion d'une population qui sera touchée par ces modifications.

Dans cette étude relative au PSE de Kissosso, nous avons distingué :

- L'étendue régionale si un impact sur une composante est ressenti à l'échelle de la ville de Conakry ou affecte une grande proportion de sa population.
- L'étendue locale si l'impact est ressenti sur une portion limitée dans la Commune urbaine de Matoto ou par un groupe restreint de sa population.
- L'étendue ponctuelle si l'impact est ressenti dans un espace réduit et circonscrit ou ressenti par quelques individus dans le quartier de Kissosso.

Durée de l'impact

La durée de l'impact précise sa dimension temporelle, c'est-à-dire la période de temps pendant laquelle seront ressenties les modifications subies par une composante. Cette notion n'est pas nécessairement dépendante de la période de temps pendant laquelle s'exerce l'activité source directe de l'impact.

Ainsi, on distingue :

- Les impacts de longue durée ;
- Les impacts de moyenne durée ;
- Les impacts de courte durée.

Importance de l'impact

L'importance de l'impact est l'indicateur synthèse. En effet, l'interaction entre l'intensité, l'étendue et la durée permet de définir le niveau d'importance de l'impact. On distingue également trois niveaux d'importance variant de très fort à très faible en considérant les trois facteurs déterminants de l'impact à savoir l'intensité, l'étendue et la durée.

Ainsi, pour classer l'impact des activités du Projet, l'échelle suivante est utilisée :

- 1 : Faible ;
- 2 : Moyenne ;
- 3 : Forte.

7.2 Impacts potentiels du Projet sur son milieu biophysique³

Dans cette section, les impacts potentiels du Projet seront d'abord décrits et évalués pendant la phase d'implantation du Poste Source Électrique. Ces descriptions et évaluations seront effectuées successivement pour les milieux : physique, biologique et humain.

7.2.1 Caractérisation des impacts sur l'air et sur les facteurs climatiques

Pendant la phase de Construction du Poste Source Électrique, les travaux affecteront la qualité de l'air par quelques dégagements de poussières et de GES. Ce cas de pollution pourrait être aggravé si les travaux se déroulaient essentiellement en saison sèche. Les travaux de Construction provoqueront également des bruits et vibrations qui pourront perturber l'environnement local.

En effet, les engins de chantier (camions-bennes, chargeurs) dégagent des gaz d'échappement dans l'atmosphère. La circulation de véhicules, la préparation de différentes plates-formes et la construction des bâtiments peuvent également causer des nuisances sonores et vibratoires.

³³ Le tableau 8 présente une synthèse des principaux impacts du PSE ainsi que les mesures de mitigation privilégiées

Du fait de la proximité des habitations les impacts du Projet sur le milieu devrait être effectifs. Ils seront d'intensité moyenne, d'étendue ponctuelle et de durée courte. Ces impacts seront donc négatifs et de faible importance (- 1).

Durant la phase d'exploitation du Poste Source Électrique, les travaux d'entreposage, de transport des matériaux et du personnel, les activités d'entretien ainsi que celles liées à la production électrique à proprement parler, auront des incidences sur l'air et les facteurs climatiques. En effet, le champ électromagnétique du poste, bien qu'au demeurant faible, peut occasionner des cas de foudre pendant les orages. Les appareils du poste devront donc fonctionner comme un paratonnerre : les dispositifs de « mise à la terre » installés sur chaque pylône ou sur les appareillages écoulent le courant de foudre dans le sol.

Aussi, l'hexafluorure de soufre (SF6) est un excellent isolant électrique utilisé dans les matériels de coupure électrique (disjoncteurs) et dans les postes de haute tension sous enveloppe métallique (PSEM). Ininflammable, non corrosif, explosible et insoluble dans l'eau, le SF6 est un gaz particulièrement inerte. Il est également non toxique et sans effet sur l'homme à condition de rester dans certaines limites de mélange SF6 - air (80 %, 20 %). Comme l'azote, le SF6 est un gaz oxyprive, sa présence dans une atmosphère confinée peut entraîner un risque d'asphyxie par diminution de la teneur en oxygène. C'est un des six gaz visés par le protocole de Kyoto. Toutefois, du fait des très faibles quantités concernées, cet apport n'est pas significatif au regard des émissions d'autres gaz (CO, CO₂, CH₄). La ventilation des locaux ainsi que la surveillance permanente des volumes de gaz permettent cependant de supprimer tout risque d'accumulation hors des compartiments.

D'après les analyses réalisées, les impacts des ASIP sur l'air et les facteurs climatiques seront initialement négatifs et d'importance moyenne. En effet, pendant la phase d'exploitation, ces impacts seront jugés d'intensité moyenne, d'étendue locale et de moyenne durée. Cet impact est donc d'importance négative et forte (-2)

7.2.2 Caractérisation des impacts sur les eaux superficielles et souterraines

Pendant la phase de construction du Poste Source Électrique, les activités de préparation de plates-formes donneront lieu à des émissions de déchets solides et liquides qui seront drainés par les eaux de ruissellement en saison pluvieuse. La circulation, le stationnement et l'entretien des engins de chantier, ainsi que le stockage entraînent des risques de pollution des eaux superficielles et souterraines (Camara, 2015); par exemple par déversement accidentel d'huiles ou de carburants.

Les installations électriques aériennes et les bâtiments sont réalisés sur des fondations bétonnées installées au niveau du sol naturel. Les études préalables au projet doivent être effectuées afin de définir la hauteur de la nappe phréatique, la nature du sol et d'en déduire les types de fondations à mettre en œuvre. Des dispositions peuvent être prises pour assurer et pérenniser l'écoulement des eaux de surface et les systèmes de drainage. La création de surfaces imperméabilisées aura une très faible incidence sur la recharge de la nappe étant donné la petite superficie du projet face au bassin versant d'alimentation de la nappe.

Pendant la phase d'exploitation du Poste Source Électrique, le transformateur électrique sera potentiellement, un facteur de pollution par l'huile isolante qu'il contient. Le transformateur qu'on trouve dans un poste, est un appareil destiné à modifier la tension électrique du courant. Il permet d'abaisser la tension, par échelons successifs (400 000, 225 000, 63 000, puis à 20 000 volts), en fonction de l'utilisateur final et de ses besoins en électricité. Les constituants du transformateur sont enfermés dans une cuve d'acier contenant de l'huile servant à l'isolation et à la réfrigération. Un transformateur 90 000/20 000 volts et ses équipements associés contiennent environ 8,5 m³ d'huile. Tous les rejets finaux prévus devront être conformes aux limites de rejets définies par la SFI (2008).

Par ailleurs, le déversement accidentel des graisses, huile et carburant hors usage dans la zone du projet affectera les eaux aussi bien superficielles que souterraines. Cet état de fait peut, par endroits, constituer un facteur de pollution, surtout pendant la saison pluvieuse à la suite du drainage superficiel et de l'infiltration dans les roches sous-jacentes largement baignées par le relèvement du niveau de la nappe phréatique.

Enfin, les impacts des ASIP du Projet sur les eaux superficielles et souterraines seront de faible intensité, d'étendue locale et de durée moyenne. Ainsi, ces impacts seront initialement de faible importance (-1).

7.2.3 Caractérisation des impacts sur les sols et paysage

Durant la phase de Construction du Poste Source Électrique, les travaux d'ouverture des voies d'accès, de transport, de préparation des plates-formes et de construction modifieront la physionomie des sols. Les déchets solides des chantiers (morceaux de plastiques, de bois, de fer, etc.) constituent également des sources de pollution et de fragilisation des sols. Les sols seront fragilisés par les déversements accidentels ou effluents liquides issus de la zone de stockage d'équipements et matériaux de construction-carburant, huiles, graisse, etc. – (Échab, 1995).

Comme le veut la loi de la conservation de la masse, tous les polluants émis (à l'exception du CO₂) finissent nécessairement par se retrouver au sol. Il sied cependant de noter que les sols de la ZIP sont déjà dégradés par occupation actuelle. La végétation y est presque inexistante (voir tableaux 4 et 5) et le paysage offert par les occupations anarchiques (étalagistes, habitations de fortune, parc de camions et autres engins lourds (Pèles bèches et Bulldozers) est peu présentable. Par ailleurs, les sols de la localité qui faisait l'objet de convoitise pour des occupations à titre commercial et d'habitation aura une autre occupation définitive.

Pendant la phase de construction du Poste Source Électrique, les sols pourraient être fragilisés par les déversements accidentels d'effluents liquides issus de la zone de stockage. Le fonctionnement du transformateur et d'autres équipements (entretiens notamment) engendrera des émissions d'effluents liquides (carburant, huiles, graisse, etc.) qui risquent de polluer et de fragiliser les sols. Mais ces risques sont de loin minimes par rapport aux contaminations qui ont lieu actuellement du fait des dépôts d'ordures ménagères issues des activités des étalagistes et habitants riverains (emballages, restes de produits pourries, huiles, etc.) et des déversements issus du parc à poids lourd.

Par ailleurs, le Paysage du site sera affecté par le Projet : la perception des nouveaux ouvrages depuis les routes varie en fonction :

- De leur situation par rapport aux principaux axes routiers qui passent à proximité;
- Des caractéristiques du paysage dans lequel ils vont s'inscrire, en l'occurrence un espace public sous la ligne haute tension de Kaléta;
- Du type de clôture qui entoure les installations (grillage, mur, haie).

Le poste électrique existant à Matoto se présente comme un ensemble d'appareillages électriques qui forme une résille géométrique régulière, sur un terrain gravillonné plat, dominé par des charpentes métalliques. Des bâtiments d'un niveau sont situés au centre et les transformateurs sont encadrés de murs pare-feu. Une clôture grillagée d'environ 2,50 m de haut qui entoure le terrain et les vues sur le poste sont possibles depuis la route de *Somparéyah* qui passera devant. Le Projet contribuerait certainement à l'amélioration du paysage de *Kissosso Plateau*.

Les impacts du Projet sur les sols et paysages de la zone seront globalement positifs. Ils seront de moyenne intensité, d'étendue locale et de longue durée. Ainsi cet impact est d'importance forte (+3).

7.2.4 Caractérisation des impacts sur le milieu biologique

Pendant la phase de construction du Poste Source Électrique, le milieu biologique de la zone du Projet pourrait être affecté. En effet, cette zone est caractérisée par des formations végétales herbeuses et discontinues. La végétation y est presque inexistante et le paysage offert par les occupations anarchiques (étalagistes, habitations de fortune, parc de camion et machines) est peu présentable. Les formations, déjà fragilisées, sont susceptibles de disparaître lors du décapage et de l'aménagement des plateformes du Poste. Cet impact est toutefois mitigé en raison du fait que ces formations sont de peu de valeur.

Également, les espèces faunistiques pourraient subir, d'une façon peu prononcée, les effets de la perturbation des écosystèmes terrestres. Les principales espèces présentes dans la zone, parmi lesquels batraciens et insectes, sont déjà menacées par les activités anthropiques (CMS, 2008). Le site d'implantation du projet est situé dans une zone très urbanisée de sorte que les risques de contamination des végétaux et d'animaux sont presque inexistants.

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, la présence d'un poste électrique est sans effet sur la végétation naturelle environnante. Les travaux seront réalisés sur une parcelle urbanisée qui ne comporte pas de flore remarquable. Concernant la faune terrestre, la réduction de la pollution sonore liée à l'occupation des étalagistes et des habitations est susceptible de créer un espace de quiétude et de provoquer leur déplacement vers ce nouveau refuge.

Les animaux étant sensibles au bruit et à la présence humaine, un poste de transformation peut avoir un impact faunistique. Si pendant les travaux, ces batraciens et insectes dérangés s'éloignent généralement du chantier, ils réintègrent en quasi-totalité leur milieu après les travaux surtout la nuit. Dans cette zone urbanisée, l'impact sur des espèces rares et sensibles

est peu probable. L'impact des installations de transport d'électricité sur l'avifaune est quant à lui généralement causé par les lignes, ces dernières pouvant être à l'origine d'accidents de deux types, percussion sur les câbles ou électrocution (pour les oiseaux dont l'envergure est telle qu'un contact entre deux conducteurs est possible). Dans le cadre de ce projet, l'impact sur l'avifaune peut être considéré comme extrêmement faible, puisqu'aucune nouvelle ligne aérienne ne sera créée.

L'impact du Projet sur le milieu biologique sera ainsi de faible intensité, d'étendue locale et de longue durée. Cet impact initialement négatif pourrait être positif mais faible (-1), si des mesures de reboisement idoines sont entreprises.

7.3 Impacts du Projet sur les aspects socioéconomiques

7.3.1 Caractérisation des impacts sur les créations d'emplois

Pendant la phase de construction du Poste Source Électrique, le Projet engendrera la création d'emplois, directs, indirects et induits. Les emplois directs sont des emplois dont la rémunération est directement assurée par le promoteur EDG du Projet. En effet, la réalisation des activités d'ouverture des voies d'accès, de transport des matériaux et personnel, de préparation des plates-formes et de construction des infrastructures du Projet nécessite le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Ces travailleurs devraient, dans la mesure du possible, être recrutés parmi les habitants de Kissosso-plateau (à compétences égale).

Concernant les emplois indirects, ils seront créés par les entreprises sous-traitantes du promoteur. À cet effet, les principales entreprises créatrices d'emplois indirects ont été identifiées dans les domaines comme les ÉIES (la société GUIDE SA), les BTP (Bâtiments et Travaux Publics), la location de véhicule et de machineries diverses (grue, porte-char, etc.). En plus des emplois indirects qui seront créés par les entreprises sous-traitantes et autres prestataires de service du promoteur, quelques emplois induits se développeront autour du Projet.

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, le Projet favorisera également, la création d'emplois directs, indirects, et induits. Les emplois directs affecteront durablement l'économie de la zone, puisque le recrutement d'une dizaine de travailleurs est prévu dans la phase d'exploitation du Poste Source, avec une préférence donnée au recrutement d'employés locaux.

Quant aux emplois induits, ils sont dus aux opportunités d'affaire et d'emploi offertes aux artisans (tailleurs, coiffeurs, transporteurs, restaurateurs, prestataires de services informatiques, etc.) et commerçants. La plupart de ces emplois sont créés par des micro-entreprises évoluant dans le secteur informel, et assurent la subsistance d'une part non-négligeable de la population. Une distribution plus équitable des revenus au sein de la population de la ZIP peut ainsi être escomptée, ainsi qu'une augmentation du pouvoir d'achat des populations locales.

Ainsi, les impacts du Projet en matière de création d'emploi pendant ses phases de construction et d'exploitation seront de forte intensité, d'étendue régionale et de longue durée. Ils seront donc d'importance positive et forte (+3).

7.3.2 Caractérisation des impacts sur la Santé, la Sécurité et la Qualité de vie

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, le Projet aura des répercussions en termes d'hygiène, de santé, de sécurité et de qualité (HSSQ) de vie des riverains. D'après Nadia (2001), les populations de cette zone seront potentiellement exposées à la pollution atmosphérique due aux poussières et aux gaz d'échappement des engins, même si la durée d'exposition à ces polluants n'est pas permanente. Les poussières et les déchets solides émaneront aussi bien de l'ouverture de voie d'accès, de la préparation des plates-formes, du transport des matériaux et personnel que de la construction des infrastructures. Aussi, des désagréments seront causés aux populations riveraines par les bruits et vibrations des engins et installations. Tous ces éléments pourraient affecter l'hygiène et la santé non seulement des travailleurs de la Poste Source mais également des populations riveraines.

Par ailleurs, les populations et les travailleurs pourraient être victimes d'accidents de travail ou de circulation. Ces accidents peuvent être traumatisants, invalidants ou même mortels. Le projet pourrait également engendrer des problèmes sociaux : inconfort des populations déplacées, conflits de compétence, risque de maladie (IRA -Infection Respiratoire Aigüe, MCV – Maladie Cardio-vasculaire, etc.). Ces risques sont faibles mais il convient pour le promoteur d'en tenir compte dans ses prévisions de réalisation du Projet afin de s'assurer de la réalisation correcte des activités.

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, les éléments d'ordre HSSQ seront affectés par les activités de transport, d'entreposage d'entretien et de production d'électricité. La population de la ZIP sera potentiellement exposée à un champ magnétique produit par les installations en fonctionnement même si l'on a recours à des équipements et technologies conformes aux normes internationales reconnues. En plus, les populations et les travailleurs pourraient être victimes d'accidents et de problèmes sociaux : inconfort des populations déplacées, conflits de compétence, risque de maladie (IRA -Infection Respiratoire Aigüe, MCV – Maladie Cardio-vasculaire, etc.).

Toutefois, les impacts globaux du Projet sur les facteurs HSSQ seront positifs au regard des importants bénéfices que les populations en tireront sur le long terme. En effet, le site du Projet est largement pollué par les tas d'ordures et les écoulements de polluants liquides (huiles, excréments, graisse, etc.) drainés par les eaux de ruissellement. La réalisation de ce Projet permettra de dégager le site et ses riverains d'une telle occupation. En plus, la disponibilité en électricité pendant la phase d'exploitation sera de nature à faciliter l'éclairage public et à améliorer les conditions de sécurité dans la zone. La disponibilité de courant électrique facilitera l'utilisation d'appareils électroménagers (frigidaires, cuisinières, réchauds électriques, etc.) pour la satisfaction des besoins familiaux courants. Cela améliorera la qualité de vie des populations de Matoto en général et celles de Kissosso en particulier.

En somme, les impacts du Projet de construction et d'exploitation de poste source sur les aspects HSSQ seront de moyenne intensité, d'étendue régionale et de longue durée. Ils seront, par conséquent, d'importance positive et Forte (+3).

7.3.3 Caractérisation des impacts du Projet sur la Productivité des entreprises

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, il y aura peu d'impact sur la productivité des entreprises. Seules les entreprises ayant bénéficié de contrats de sous-traitance verront leurs activités et leurs chiffres d'affaires augmentés. Une telle augmentation des activités de ces entreprises, en plus des emplois qu'elle engendre, affecte positivement la productivité. En effet, les charges fixes de ces entreprises sont réparties entre plusieurs activités.

Par ailleurs, l'augmentation de la productivité de ces entreprises affecte positivement les impôts et taxes que celles-ci doivent payer à la municipalité et à l'État. Ce qui, en aval, est de nature à augmenter les recettes fiscales de l'État et à provoquer un effet d'entraînement (Okapi Environnement Conseil, 2014).

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, les impacts du Projet seront les plus importants sur la productivité des entreprises locales. En effet, il y a dans la commune urbaine de Matoto d'importantes entreprises industrielles de niveau national. Il s'agit notamment de :

- BONAGUI, la plus importante société de Brasserie du pays,
- TOPAZ, la première industrie du pays en matière de matière plastique,
- GI, la Guinéenne d'Industrie qui y fabrique des tôles ;
- SOTRAGUI, la société nationale de transport public ;
- Radio Espace Fm,
- Etc.

Ces entreprises sont obligées d'installer des groupes électrogènes privés à des coûts très élevés pour supporter les besoins en électricité de leurs installations. Le fonctionnement du PSE de Kissosso, toute en déchargeant le poste de Sonfonia (amélioration de la distribution d'électricité dans cette zone), favoriserait la réduction des coûts de production des entreprises locales.

En somme, les impacts du Projet de construction et d'exploitation de poste source sur la productivité des entreprises seront de forte intensité, d'étendue régionale et de longue durée. Ils seront, par conséquent, d'importance positive et Forte (+3).

7.3.4 Caractérisation des impacts du Projet sur l'Éducation et la culture

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, le Projet aura peu d'effet sur l'éducation et la culture. Toutefois, il est important de noter les apprentissages pratiques que feront les travailleurs locaux recrutés pour des fins de travaux de construction du Poste. Par exemple, le maître menuisier dont l'atelier est établi sur l'emprise du Projet, pourrait être

engagé pour réaliser les coffrages du Poste en construction. Cela serait pour lui et ses collègues une nouvelle expérience à capitaliser pour les futures activités.

Pendant la phase d'exploitation du Poste source électrique, la desserte en électricité d'EDG sera améliorée dans les écoles, université et IFPT (Institut de Formation Professionnelle et Technique) établis dans la Cu de Matoto (IFPT Nako Diabaté, Lycée et Université Victor Hugo, Lycée et Université Nelson Mandela, Lycée Titi Camara, Université Roi Mohamed VI, etc.). Cela affectera positivement, et à coup sûr, la qualité des enseignements offerts par ces institutions.

Aussi, la disponibilité du courant électrique doit favoriser les moyens d'information et de formation que sont la télévision, la radio, l'ordinateur, le téléphone, etc. ce qui est de nature à améliorer le niveau de culture générale et technique des habitants ayant cette opportunité. La lumière désormais disponible permettra aux élèves et étudiants d'étudier plus régulièrement et de mieux préparer leurs examens.

Somme toute, les impacts du Projet de construction et d'exploitation de PSE sur l'éducation et la culture seront positifs et d'importance forte (+3). En effet, ils seront de moyenne intensité, d'étendue régionale et de longue durée.

7.4 Impacts cumulés du Projet

L'interaction directe ou indirecte des impacts issus de plusieurs activités, peut donner lieu à des impacts cumulés (PNUD, 1997). Les différents projets et activités en cours d'étude ou de réalisation recensés au niveau de la ZIP ont été analysés à cet effet.

Il s'agit notamment :

- Du trafic routier (sur la route « Fidel Castro » et la route « Transversale 5 » ;
- De la circulation ferroviaire entre la route « Le Prince » et la route « Fidel Castro » ;
- Des activités industrielles (de Bonagui et de Topaz) ;
- De la ligne de Haute tension du barrage « Kaléta ».

Impacts cumulés sur le milieu biophysique

La Poste Source d'Électricité et les différentes activités aux environs de son site n'induiront pas de rejets atmosphériques simultanés sensibles si bien qu'aucun cumul n'est possible. Les seuls contributeurs potentiels aux émissions dans l'air communs aux différents projets sont les autres véhicules traversant la zone pour rallier le quartier pendant la phase de construction. L'impact cumulé des émissions générées par l'ensemble du trafic dans la zone et les rejets du poste ne devrait donc pas entraîner une dégradation significative de la qualité de l'air. D'importantes quantités de déchets générés pourraient induire la saturation des filières locales de traitement de déchets, et ainsi constituer un impact temporaire faible. Il faudrait prévoir un système de gestion interne des déchets solides et liquides.

Impact cumulé sur le milieu socio-économique

Le trafic routier pour les différents projets pourrait être assez élevé et l'augmentation des risques routiers via l'utilisation de certaines routes pourrait alors mener à un impact moyen voire important. L'axe reliant le site du Projet à la T5 ainsi que celui reliant la T5 à la route Fidel Castro devrait être particulièrement concerné par cette augmentation de trafic. Les impacts cumulatifs liés au bruit, vibration et champ magnétique sont peu perceptibles par les populations. Toutefois, compte tenu de l'éloignement des autres projets, ces impacts permanents sont considérés comme faibles.

8. MESURES DE MITIGATION

8.1 Méthodologie et typologie des mesures de mitigation

L'approche utilisée pour la sélection des mesures de mitigation a consisté à répertorier les principaux impacts suivant les milieux récepteurs et à faire correspondre à chacun d'eux une ou plusieurs mesures. Les mesures ont été sélectionnées en se basant sur la hiérarchie des mesures de mitigation.

Ces principaux types de mesures de mitigation utilisées sont les suivantes :

- Les mesures de suppression consistent à mettre au point un projet de sorte qu'une caractéristique à l'origine d'un impact soit évitée (ex. : éviter les cas d'accident) ;
- Les mesures de réduction interviennent quand les mesures de suppression ne sont pas possibles. Il s'agit alors d'ajouter quelque chose à la conception de base pour réduire l'impact le plus souvent « en fin de chaîne ». (Ex. : le circuit de refroidissement) ;
- Les mesures d'atténuation sont appliquées au récepteur dès lors qu'un impact ne peut pas être réduit sur site (ex. : formation, sensibilisation des populations riveraines) ;
- Les mesures de restauration sont utilisées pour les impacts résiduels, c'est-à-dire, les impacts qui persisteraient malgré l'application des mesures précédentes (ex. restauration de la végétation) ;
- Les mesures de compensation sont mises en œuvre lorsque la restauration n'est pas possible, lorsqu'il n'est pas possible par exemple de restituer à la nature ou aux populations ce qu'on leur a pris (ex. : occupation du sol) ;
- Les mesures de bonification sont appliquées aux impacts positifs du projet contrairement aux précédentes qui sont toutes appliquées aux impacts négatifs. Elles sont destinées à maximiser les impacts positifs (ex. recrutement prioritaire des populations locales).

Dans le cadre de ses responsabilités relatives aux travaux du PSE, le Promoteur du Projet s'engage à mettre en œuvre un PGES (Plan de Gestion Environnemental et Social). En effet, ce PGES est un outil de mise en œuvre et de suivi des mesures de mitigation décrites ci-dessus.

8.2 Principales mesures de mitigation et de bonification des impacts du Projet

Le tableau 8 ci-dessous représente l'ensemble des impacts potentiellement générés par le Projet de poste ainsi que les principales mesures de mitigation qui sont prévues.

Tableau 9

Principales mesures de mitigation des impacts du Projet

Principaux impacts du PSE sur son milieu		Principales mesures de mitigation
CPAE	Impacts potentiels	
Milieu physique	Impacts des émissions atmosphériques sur le milieu biologique et la santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> • Recourir à des carburants plus propres ; • Installer des équipements de lutte contre la pollution atmosphérique (système CEMS).
	Impacts du bruit et des vibrations et du champ magnétique sur les habitations et la santé	<ul style="list-style-type: none"> • Faire recours à des normes sévères de production (telle que ISO 14001). • Privilégier les travaux diurnes lors de la construction et des entretiens ;
	Altération de la qualité des eaux souterraines et superficielles par le drainage de polluants	<ul style="list-style-type: none"> • Recourir à des matériaux d'étanchéité et un système de drainage fiable ; • Concevoir des plans de prévention contre les déversements accidentels
Milieu biologique	Modification du sol et de l'esthétique des paysages par les travaux de terrassement et le bâti	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des zones tampons visuels (p. ex. plantation d'arbres). • Ériger une haie de grillage autour du site
	Effets toxiques causés par les rejets chimiques, les épandages accidentels et les retombées de poussière	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôler les déchets et les effluents liquides émis par les activités ; • Créer une végétation et des habitats meilleurs à ceux qui existait ;
	Élimination systématique de tous les écrans de végétation de la zone lors des travaux de terrassement	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un plan de circulation intégrant la limitation de vitesse ; • Installer les panneaux de signalisation dans les zones à risque
Milieu humain	Naissance de problèmes sociaux (conflit, maladie, délocalisation involontaire, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Constituer un comité de gestion impliquant les populations locales ; • Mettre en place un plan de gestion intégrée des plaintes et conflits.
	Création d'emplois directs, indirects et induits lors des travaux de construction et d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier, à compétences égales, les populations de Kissosso-plateau ; • Réaménager le Grand marché et l'aire de jeux de Kissosso-Plateau
	Risque d'accident de circulation ou de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Informer et sensibiliser les populations locales sur les enjeux du Projet ;

	lors des travaux de construction et exploitation	<ul style="list-style-type: none">• Adapter les interventions au PDL (Plan de Développement Local)
	Impact du Projet sur la santé des travailleurs et des riverains	<ul style="list-style-type: none">• Exiger le port des EPI à tous les travailleurs et les visiteurs• Respecter à minima les lois et règlements en vigueur en Guinée

9. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

Pour l'ensemble des impacts négatifs identifiés susceptibles d'être générés par le Projet, des mesures de mitigation sont proposées dans cette section afin d'éviter, de réduire, d'atténuer ou de compenser les impacts négatifs du projet, le cas échéant, de bonifier les impacts positifs. Ces mesures devront être appliquées par le Promoteur et l'ensemble des sous-traitants aussi bien pendant la phase de Construction que celle d'exploitation (SFI, 2012).

9.1 Objectifs et portée du PGES

Le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) constitue une partie intégrante de la NIES à laquelle il est annexé. Son objectif général est donc d'assurer la durabilité du Projet à travers la programmation d'un ensemble cohérent de mesures de mitigation à partir de la prévision des impacts positives et négatives, directs et indirects, provisoires ou permanents, individuels ou cumulés tout en maintenant sa fiabilité technico-économique.

Plus spécifiquement le PGES :

- Identifie les mesures et les actions concrètes à mettre en œuvre afin de minimiser les impacts négatifs et de bonifier les ceux positifs ;
- Précise les moyens à mobiliser et les délais d'intervention nécessaires à la mise en œuvre correcte des mesures de mitigation ;
- Décrit le système de suivi global de l'application des mesures de mitigation et du respect des engagements nationaux et internationaux ;
- Définit les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes de sorte à assurer la mise en œuvre correcte des mesures de mitigation.

La portée du présent document couvre l'ensemble des activités liées aux différentes phases du Projet. Il doit permettre de réagir promptement à toute perturbation du milieu par la mise en œuvre des mesures de mitigation appropriées pour assurer la durabilité du Projet.

9.2 Plans Individuels de Gestion

Les Plans Individuels de Gestion (PIG) permettent de présenter certaines composantes spécifiques du PGES sous forme de fiches individuelles afin de faciliter l'intégration des exigences environnementales applicables aux TdR et aux contrats des entrepreneurs. Les principaux enjeux, objectifs, indicateurs de performance et les stratégies de gestion y sont définis.

Il s'agit notamment de :

- Plan de Gestion du Milieu Physique (PGMP)
- Plan de Gestion du Milieu biologique (PGMB)
- Plan de Gestion du Milieu Physique humain (PGMH)
- Plan de gestion des plaintes (PGP)

9.2.1 Plan de Gestion du Milieu Physique

Plan de gestion des impacts du Projet sur le milieu aérien, sur les eaux et sur le sol	
1. Enjeux de gestion	
	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de la qualité de l'air par des particules fines et par les GES ; - Impacts des bruits et vibration issus du PSE sur les travailleurs et les riverains ; - Fuites d'huile, de carburant, provenant des installations de stockage ; - Contamination potentielle des eaux souterraines (par les forages) et superficielles ; - Mauvaise gestion des déchets solides lors de la construction et de l'exploitation ; - Les conflits avec les riverains du Projet.
2. Objectifs	
	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer efficacement les déchets solides et liquides issus des activités du Projet ; - Minimiser la dégradation des ressources en eau, de la qualité de l'air et du sol ; - Améliorer la qualité esthétique du paysage ;
3. Indicateurs de performance	
	<ul style="list-style-type: none"> - Évolution du profil sanitaire des travailleurs et des riverains ; - Mesure de la composition physico-chimique de l'air. - Contenu en matières en suspension et en eau huileuse des eaux de drainage de la zone ; - Nombre de plaintes relatives à la qualité de l'air, des eaux de ruissellement et du sol.
4. Stratégie de gestion	
<i>Phase de de préparation et construction</i>	
<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de l'obtention d'autorisation pour tous les points d'extraction d'eau ; - Limiter les vitesses des véhicules avec une limitation des passages des véhicules hors routes - Utiliser de l'eau comme abat-poussière sur les routes aux besoins ; - Suivre les normes de construction reconnues au niveau international (ILO-OSH, 2001) ; - Installer un Système de Contrôle Continu des Émissions (CEMS, <i>Continuous Emissions Monitoring System</i>) pour enregistrer les polluants : SO₂, NO_x, particules etc. - Faire appel à des équipements répondant à des normes sévères (telle que ISO 14001) ; - Faire en sorte de choisir les moments où les bruits et vibrations auront le moins d'occurrence possible (la journée autant que possible) ; - Conservation et réutilisation des terres végétales pour un reboisement ; 	
<i>Phase d'exploitation</i>	
<ul style="list-style-type: none"> - Éviter que la pression acoustique pondérée A, mesurée à 1,5 m du plancher ou du sol, à une distance d'un mètre des émetteurs de bruit, ne dépasse 85 dB ; - Limiter autant que possible les heures de travail à la période diurne (entre 7h et 19h). - Contrôler régulièrement les conduites et appareils hydrauliques pour prévenir ces fuites ; - Coupler les citernes de stockage des produits dangereux de cuves de sécurité où seront retenues les éventuelles fuites ; - Suivre les normes environnementales de la SFI-GBM (2008) au point 1.8. « Sites et sols pollués » des Directives environnementales, de santé et sécurité lors du nettoyage du site en cas de déversement accidentel ; - Mettre en place une équipe d'intervention d'urgence pour prévenir les cas de déversement - Récupérer par un tri adéquat des déchets réutilisables, recyclables ou valorisables dans des 	

<p>contenants disposés à cette fin ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enfouir les déchets non réutilisables, recyclables ou valorisables dans un site aménagé suivant les normes reconnues
5. Suivi
<ul style="list-style-type: none"> - Désignation d'un responsable de la surveillance et du suivi de la qualité du milieu physique; - Inspection régulière sur la qualité de l'air, des eaux et du sol (mensuelle en l'occurrence) ; - Inspection régulière sur la qualité des engins et des installations (mensuelle en l'occurrence)
Documents de référence
<ul style="list-style-type: none"> - Registre mensuel des inspections sur la qualité de l'air, des eaux et du sol ; - Registre mensuel des inspections sur la qualité des engins et des installations ; - Registre des d'incidents, des plaintes et des accidents.

9.2.2 Plan de gestion du milieu biologique

Plan de gestion de la flore et de la faune
1. Enjeux de gestion
<ul style="list-style-type: none"> - Disparition totale des espaces végétalisés et des rares espèces animales du site ; - Préservation des animaux domestiques errants ; - Création de zone de refuges des oiseaux dans une zone urbanisée.
Objectifs
<ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarder les populations animales existantes ; - Créer une zone de refuges des oiseaux dans une zone urbanisée.
Indicateurs de gestion
<ul style="list-style-type: none"> - Surfaces des espaces végétalisés réaménagés sur le site du Projet ; - Nombre d'espèces animales et végétales en développement sur le site du Projet ; - Nombre d'incidents et de plaintes relatives à la faune et aux habitats naturels.
Stratégie de gestion
<p style="text-align: center;">Phase de Construction</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conservation et réutilisation des terres végétales pour les reboisements ; - Mettre en place des écrans de végétation dans la cours du Poste sources de sorte à créer une zone de refuge pour les espèces avicoles ; - Reboiser les alentours du site avec des espèces locales non comestibles ; <p style="text-align: center;">Phase d'exploitation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restaurer ou créer une végétation et des habitats meilleurs à ceux qui existait ; - Contrôler les déchets sur le chantier de façon à éviter la prolifération d'une faune indésirable ou l'accoutumance d'espèces animales ; - Sensibiliser/éduquer les travailleurs sur les stratégies de gestion et les espèces fauniques pouvant être présentes dans la zone du projet
Suivi
<ul style="list-style-type: none"> - Désignation d'un responsable de la surveillance et du suivi du milieu biologique - Inspection régulière sur la qualité du milieu biologique (mensuelle en l'occurrence) ; - Inspection régulière sur les apprentissages des travailleurs sur l'environnement.
Documents de référence

- Registre mensuel des inspections sur la qualité du milieu biologique ;
- Registre mensuel des inspections sur les apprentissages des travailleurs sur l'environnement ;
- Registre des d'incidents, des accidents et des plaintes relatives à l'environnement.

9.2.3 Plan de gestion du Milieu humain

Plan de gestion des impacts du Projet sur le milieu humain	
Enjeux de gestion	
<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'accident (de circulation, de travail) et de maladies. - Évolution des moyens de subsistance des populations locales ; - Amélioration des services sociaux de base (santé, éducation, source d'eau, électricité, etc.) - Risques d'accident (de circulation, de travail, de déversement de produits dangereux, etc.) ; - Risques de Conflits sociaux. 	
Objectifs	
<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité de l'hygiène, de la santé, de la sécurité et de l'environnement local ; - Éviter les conflits de tout genre susceptible d'entraver la bonne marche du projet. - Bonifier les impacts des créations d'emplois, directs, indirects et induits dans la zone ; - Favoriser la gestion participative, transparente mais efficace du projet. 	
Indicateurs de performance	
<ul style="list-style-type: none"> - Évolution du profil sanitaire des travailleurs et des riverains ; - Nombre de conflits, d'incident, d'accident et de plaintes relatives au Projet ; - Nombre d'emplois directs, indirects et induits créés ; 	
Stratégie de gestion	
<p style="text-align: center;"><i>Phase de préparation et de Construction</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Séparer physiquement le contour du site du Projet pour la protection du public ; - Améliorer les routes et les intersections tout en installant des panneaux de signalisation pour les niveaux de dangerosité des activités et des sites ; - Privilégier, à compétences égales, les populations les plus affectées (Kissosso, Conakry, puis la Guinée) ; - Préparer des contrats de travail/prestation pour tout recrutement et expliquer le contenu aux illettrés avant le début du travail/prestation ; - Eduquer les travailleurs et les populations locales sur les enjeux environnementaux et les moyens de préservation adoptés - Se conformer aux dispositions du Code civil, du Code de travail, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'activité économique ainsi que les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail ; - Réaménager le Grand marché de Kissosso pour recevoir le petit groupe de femmes qui occupe la rentrée du site du poste ; - Aménager l'aire de jeux contigüe au site du Projet de sorte qu'elle puisse abriter les activités sportives et autres manifestations culturelles (mariage, baptême, réunion publique, etc.) <p style="text-align: center;"><i>Phase d'exploitation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les populations locales sur les mesures préventives contre les accidents de circulation ; 	

<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une équipe de secours disposant d'équipement et de moyens d'intervention rapide et efficace en cas de production d'un risque. - Préparer et diffuser des manuels de bonne conduite, notamment en matière de sécurité, de relation avec les communautés locales, de protection contre les IST-VIH/SIDA ; - Surveiller et le suivre la santé des travailleurs ; - Maintenir les niveaux de poussière $\leq 10\text{mg/m}^3$ et les niveaux sonores $\leq 70 \text{ dBA}$ (cf : Référentiel technique SFI) sinon fournir des protège-tympons ; - Se conformer aux dispositions du Code civil, du Code de travail, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'activité économique ainsi que les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail ; - Protéger les employés contre le harcèlement et toutes les formes de discrimination ; - Se conformer au PDL (Plan de Développement Local) lors de la fourniture des services sociaux de base.
Suivi
<ul style="list-style-type: none"> - Désignation d'un responsable de la surveillance et du suivi du milieu humain - Inspections régulières sur la conformité du milieu humain (mensuelle en l'occurrence) ; - Inspections régulières les niveaux de satisfaction des travailleurs et des riverains.
Documents de référence
<ul style="list-style-type: none"> - Registre mensuel des inspections sur la qualité du milieu biologique ; - Registre mensuel des inspections sur les apprentissages des travailleurs sur l'environnement ; - Registre des d'incidents, des accidents et des plaintes relatives au milieu humain.

9.3 La matrice du PGES

Le tableau 10 présente la matrice du PGES pour les phases de préparation et d'installation, de construction, et d'exploitation et d'entretien des travaux de construction du Sous poste de Kissosso.

Tableau 10

Matrice du PGES pendant les phases de construction et d'exploitation du Poste source de Kissosso

Composante du milieu affecte	Caractérisatio n de l’impact	Mesure corrective	Indicateur de suivi	Source de vérification	Organisme de mise en œuvre	Organisme de contrôle	Organisme de suivi	Fréquence de suivi	Cout (GNF)
Pendant la phase de préparation / installation									
Milieu biophysique	Emission de poussière	Limitation de vitesse Couverture des camions	Contenu en Matières en suspension	Registre sur les qualités eaux - air – sol	Entreprise à déterminer (AD)	BGEEE	EDG / CLGES	Mensuel	Compris dans le coût de construction
	Emission de gaz d’échappement	Utiliser des véhicules adaptés		Registre sur les qualités engins / installations	Entreprise à déterminer	BGEEE		Mensuel	
Milieu humain	Délocalisation et destruction d’installations	Réaliser un plan d’action de réinstallation	Nombre de PAP réinstallées	Rapport de PAR Rapport de suivi du PAR	Entreprise à déterminer	BGEEE			Trimestriel
Pendant la phase de construction									
Milieu physique	Émissions de poussière	Couvrir les camions de bâche	Contenu en Matières en suspension	Registre sur les qualités eaux - air –sol	Entreprise à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Quotidien	7 553 100
	Émission de Bruit, de vibration	Utiliser des équipements adaptés						Mensuel	
	Altération de la qualité des eaux de ruissellement	Mettre en place un système fiable de drainage	Nombre de plaintes traitées	Registre sur les qualités engins / installations	Entreprise à déterminer			Annuel	

⁴ Confère au volume du rapport de PAR (Plan d'Action de Réinstallation)

Milieu biologique	Élimination des végétaux existants	Créer des refuges d’oiseau par des écrans de végétation	Surface végétale	Registre mensuel / qualité du m. biologique	ONG locale à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Mensuel	9 714 700
	Modification du paysage local	Planter des espèces locales autour du site du Projet	Nombre d’espèces	Registre mensuel / apprentissages	ONG locale à déterminer	BGEEE		Mensuel	
Milieu humain	Risque de conflits sociaux à l’occupation de l’emprise	Aménager le marché et l’aire de jeux de Kissosso Sensibiliser	Nombre d’emploi local créé	Rapports de l’état d’avancement ;	ONG locale à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Quotidien	21 824 400
	Création d’emplois induits, directs et indirects	Privilégier le recrutement local Former les riverains du Projet	Nombre d’accident	Registre des plaintes / solutions ;	ONG locale à déterminer	BGEEE		Mensuel	
	Risque d’accident de circulation lors des travaux	Limiter les vitesses Eriger une haie de grillage	Nombre de plaintes traitées	Rapport de formation et sensibilisation	ONG locale à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Quotidien	
Pendant la phase d’exploitation									
Milieu physique	Émissions de gaz d’échappement	Suivre les normes environnementales de la BM (2008)	Évolution de profil sanitaire Compositions physico-chimique	Registre mensuel - qualité de l’air, des eaux et du sol	EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Trimestriel	4 500 000
	Bruit, vibration et Champ magnétique	Utiliser des normes sévères (ISO 14001).			EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE		Trimestriel	
	Altération de	Entretien le			Registre	EDG /		BGEEE	

	la qualité des eaux de ruissellement	système fiable de drainage		mensuel - qualité d'engins / installations	Entreprise à déterminer				
Milieu biologique	Modification du paysage local	Créer une zone tampons visuels par reboisement	Nombre d'espèces	Registre mensuel / qualité du m. biologique	EDG / ONG locale à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Semestriel	5 600 000
	Dégradation des habitats naturels	Éviter le progrès d'espèces nuisibles	Nombre d'incidents	Registre mensuel / apprentissages	EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE		Semestriel	
Milieu humain	Aggravation des problèmes sociaux	Adapter les appuis au PDL et Sensibiliser	Nombre de plaintes traitées Nombre d'emplois créés Nombre d'accident	Rapports de l'état d'avancement	EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE	EDG / CLGES	Mensuel	18 000 000
	Création d'emplois directs, indirects et induits	Privilégier le recrutement local et l'électrification		Registre des plaintes / solutions	EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE		Mensuel	
	Risque d'accident de circulation ou lors des travaux	Limiter les vitesses et privilégier les travaux diurnes		Rapport de formation et sensibilisation	EDG / Entreprise à déterminer	BGEEE		Mensuel	

9.4 Coût du Plan de Gestion Environnementale et Sociale

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du projet de construction et d'exploitation de PSE comprend les trois catégories de mesures suivantes :

- Des mesures à insérer dans les dossiers d'appel d'offres (DAO) et d'exécution comme mesures contractuelles et dont l'évaluation financière sera prise en compte par les entreprises soumissionnaires ;
- Des mesures environnementales dont le coût est incorporé dans des matériels et installations de la PSEK de sorte à n'engendrer aucun coût supplémentaire ; il s'agit notamment des mesures de suppression des impacts à la source ;
- Des mesures environnementales d'atténuation, de compensation et de bonification telles que les reboisements compensatoires, les formations et sensibilisations, les surveillances et suivis, etc.) ainsi que les consultations, aux initiatives complémentaires et aux dispositions institutionnelles.

Tableau 11
Coût estimatif du Plan de Gestion Environnemental et Social

<i>N°</i>	<i>Composantes du PGES</i>	<i>Coût en GNF</i>
1	PGMP (A)	12 053 100
2	PGMB (B)	15 314 700
3	PGMH (C)	39 824 400
Total PGES (X = A + B + C)		67 192 200

Il s'agit à cette étape d'une estimation de coûts du PGES qui vont porter essentiellement sur les mesures environnementales (non prises en compte dans le DAO et non incorporés dans les prix des matériels et installation de la centrale). Le coût total estimatif du PGES est de 67 192 200 GNF (soit soixante sept millions cent quatre vingt douze mille deux cents franc guinéens). Cette estimation concerne surtout la phase de construction car la phase d'exploitation n'impliquerait pas de dépenses supplémentaires. Aussi, les montants à prévoir pour le PGES pourront éventuellement être revus au regard d'impondérables ultérieurement.

9.5 Mécanisme de gestion de Plaintes

9.5.1 Objectifs du mécanisme de gestion des plaintes

La mise en place de mécanisme de gestion des plaintes favorise la gestion participative et transparente du Projet. Elle a pour objectif global d'assurer la prévention de situations conflictuelles à travers les règlements satisfaisants de toutes les plaintes formulées par les différentes parties prenantes au Projet. De la sorte, elle évite tous les agissements de nature à perturber le bon déroulement des activités de construction et d'exploitation du Poste source.

Les objectifs spécifiques visés par le mécanisme de gestion des plaintes sont :

- Prévoir les différents types de situation conflictuelles en vue de l'adaptation du mécanisme à la nature des plaintes ;
- Gérer systématiquement toutes les plaintes éventuelles des travailleurs et des riverains ;
- Assurer l'appropriation du Projet par les populations riveraines.

9.5.2 Les sources potentielles de conflits

Compte tenu de la situation dans les projets similaires réalisés en Guinée et des particularités du présent Projet, les potentielles sources de plaintes et de conflits sont les suivants :

- Comportements indécents des travailleurs du Projet à l'égard des autorités ou des populations locales ;
- Accidents de circulation ou de travail ayant entraîné des dommages importants sur des riverains ;
- Désaccord sur des limites des parcelles, soit entre la personne affectée par le Projet (PAP), ou entre deux voisins ;
- Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts de propriété, d'un bien donné ;
- Désaccord sur les mesures de recasement, notamment sur l'installation des étalagistes du petit marché dans le grand marché de Kissosso ;

9.5.3 Mise en place des moyens de gestion de plaintes

La mise en place de mécanisme de gestion des plaintes implique plusieurs mesures et intervention. Il s'agit notamment de :

- Mettre en place le Comité de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) en tant que cadre de concertation pour une gestion participative des plaintes ;
- Recruter au niveau de l'entreprise un point focal chargé des relations communautaires ;
- Elaborer des formulaires de plaintes comprenant les éléments tels que numéro de dossier, nature de la plainte, adresse des parties, etc.
- Elaborer des programmes éducatifs permettant d'informer toutes les PAPs et former les membres du CGES sur les mécanismes de gestion de plaintes établis ;
- Tenir un registre pour les plaintes, les revendications, les solutions et les réactions ;

9.5.4 Procédure de gestion des plaintes⁵

La procédure de gestion des plaintes comporte deux étapes :

- *Au niveau du Comité de Gestion Environnementale et des réinstallations (CGER) :* La CGER analyse la requête en premier lieu et, si c'est nécessaire, elle demande l'avis du Bureau du quartier. La personne est ensuite invitée pour un règlement à l'amiable. Pendant les négociations, les plaintes enregistrées par le CGES seront traitées et les procès-verbaux des conclusions seront élaborés. La durée de traitement d'une plainte par le CGES ne devrait pas excéder une semaine. Le propriétaire en procédure d'expropriation peut, selon le code foncier et domanial, en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée. En cas désaccord, la requête est transmise à la justice.
- *Au niveau de la voie judiciaire :* La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté. Cette procédure est suspensive de l'expropriation et de l'entrée en jouissance par l'Administration, du bien. Cependant, une fois le jugement d'expropriation prononcé, il est exécutoire même si l'intéressé forme un nouveau recours devant la juridiction compétente en appel. Ce recours relève cette fois d'une démarche délibérée de la part du requérant.

9.6 Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES

Les arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du présent PGES sont issus d'analyse des institutions concernées en vue d'apprécier leurs capacités de gestion et les modalités d'intervention environnementale. Pour l'implémentation du PGES du Poste source de Kissosso, les principales institutions et leurs responsabilités spécifiques sont précisées dans le plan de surveillance et de suivi environnemental. Il s'agit notamment :

Du Bureau Guinéen d'Étude et d'Évaluation Environnementale (BGEEE) :

Cette institution est le représentant du Ministère de l'environnement, des eaux et forêts (MEEF). Elle est responsable du contrôle et de la délivrance de Certificat de Conformité environnemental (CCE). Elle participe ainsi au suivi externe.

Des collectivités locales (La Commune de Matoto et le bureau du quartier de Kissosso) :

Ces institutions représentent le Ministère de la décentralisation et de l'Administration du territoire (MDAT). Elles participeront, au même titre que les populations qu'elles représentent, au suivi local et quotidien de la mise en œuvre correction du PGES. Elles garantissent l'acceptation sociale du Projet.

⁵ Cette procédure sera mieux expliquée et développée dans le PSR du projet.

Des Organisations de la Société Civile (OSC) :

Ces institutions comprennent aussi bien les Organisations non Gouvernementales (ONGs) que les structures informelles comme les religieux, les sages, etc. Elles participeront au contrôle, défendront les intérêts de populations locales et à la gestion pacifique des éventuels conflits.

Des Bureaux de Contrôle (BC) :

Des bureaux d'étude seront recruter pour l'évaluation de la l'effectivité, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des travaux de mise en œuvre technique du projet. Ces BC engageront des Experts dans les différents domaines selon les besoins d'évaluation d'EDG. Le rapport d'évaluation devra faire l'objet d'une large diffusion.

D'Electricité de Guinée (EDG) :

Cette institution est le promoteur du Projet. Elle pourrait engager pour la réalisation d'activités spécifiques (construction, transport, câblages, etc.) plusieurs entreprises qui sont responsables de l'effectivité du PGES. Chaque Entreprise chargée de travaux doit réaliser ses activités en respectant au minima les prescriptions de son PGES-Entreprise approuvé a moment de la signature du Contrat. Elles doivent présenter un plan de santé et sécurité et un plan de gestion des pollutions

Du Comité Communal de Gestion Environnementale et de Réinstallation (CGER) :

Cette institution constituera un cadre de concertation permanent entre l'ensemble des parties prenantes au Projet qui garantira la participation et la durabilité. Le comité travaillera en étroite collaboration avec la Direction du projet pour que tout le processus de réinstallation se passe à la satisfaction de toutes les parties. Il s'attellera à la gestion de tous les conflits et/ou réclamations. Il sera l'interface entre le projet et les personnes qui seront touchées. Il présentera un rapport trimestriel qui fera l'objet de large diffusion.

Les conditions finales de son fonctionnement seront déterminées en concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Toutefois, le CGER pourra être composé comme suit :

- Un représentant de la Commune urbaine de Matoto ;
- Un représentant de l'administration du marché ;
- Un représentant d'EDG ;
- Trois représentants du quartier Kissosso (Femme, Sage et Jeune) ;
- Deux représentants des OSC (religieux, ONG).

CONCLUSION

Dès l'approbation de la présente NIES et la délivrance du Permis de Conformité environnemental par le BGEEE, la société EDG compte débiter les travaux de construction du Poste Source. Ces travaux sont d'un intérêt capital pour la région de Conakry, en vue des emplois et des opportunités d'affaire que le Projet est susceptible de générer.

Dans le cadre de ce Projet, la présente NIES a été élaborée en vue de dresser le meilleur état des lieux environnementaux et sociaux du site ainsi que de la ZIP dudit Projet avant les phases de préparation, de construction et d'exploitation de la centrale. Grâce à l'analyse de cet état des lieux et des différents processus prévus par le Projet, l'ÉIES a permis de déceler les impacts potentiels positifs et négatifs qui pourraient découler des différentes activités liées au Projet afin de proposer des mesures efficaces et réalistes d'atténuation, de réhabilitation, de compensation, de bonification, de surveillance et de suivi adéquates.

La mitigation des impacts potentiels négatifs avérés et résiduels d'importance moyenne à majeure sera effective sous réserve que la société EDG mette en œuvre les recommandations contenues dans la présente étude d'impact environnemental et social. À cet effet, pour parer à tous ces écueils potentiels, la présente étude a prévu une série de dispositions à prendre en compte pour la sécurisation des opérations et la protection de l'environnement et des personnes. Le respect de ces dispositions assurera que le Projet ne cause indûment préjudice au site d'accueil et à son milieu environnant.

Engagement du Promoteur du Projet

La société EDG dans le cadre de son Projet de construction d'une Poste Source, ayant fait l'objet de cette étude d'impact environnemental et social, s'engage à respecter toutes les prescriptions environnementales et sociales contenues dans ladite étude. Elle devra procéder dans un bref délai au renforcement de la capacité du service environnement d'EDG tant en formation qu'au niveau de son effectif.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ, P., DELISLE, C.E., REVÉRET J-P. et SÈNE, A. (1999). *L'évaluation des impacts sur l'environnement : processus, acteurs et pratique*. Montréal, Canada. Presses internationales Polytechnique, 416 p.
- BGEEE. (2013). *Guide Général de Réalisation des Études d'Impact*. Bureau Guinéen d'Études et d'Évaluation Environnementale. Conakry, République de Guinée, 37 p.
- CAMARA, S. (1995). *Causes potentielles de la pollution des eaux côtière guinéenne et stratégie de lutte pour l'assainissement du littoral*. COI/UNESCO. Atelier Régional sur la gestion intégrée des zones littorales (ICAM). Conakry, République de Guinée. 18-22. Décembre 1995. Rapport de réunion, n°121, p. 20-22.
- CMS. (2008). *Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals. Action plan for the conservation of the West African Manatee*. Annex II to the Memorandum of Understanding Concerning the Conservation of the Manatee and Small Cetaceans of Western Africa and Macaronesia. UNEP/CMS Secrétariat. Bonn, Allemagne. 26 p.
- ECHAB, A. (1995). *Contribution à l'étude de la contamination métallique (Pb, Hg, Cu, Cd) du littoral de la Ville de Mohammadia*. Mémoire. CEA, Fac. Sc. El Jadida.
- GBM. (1990). *Manuel d'évaluation environnementale (Vol. II)*. Groupe Banque Mondiale.
- GBM. (1999). *Le Manuel de Bonne Pratique*. Groupe banque Mondiale. Édition française. Volume II. Ligne Directive Sectorielle, p. 108-119.
- HYDRO-QUÉBEC. (1994). *Matrice des impacts potentiels et mesure d'atténuation : proposition préliminaire d'une structure organisationnelle. Méthode d'évaluation environnementale lignes et postes*. Vice-présidence Environnement. Montréal, Canada, 308 p.
- INS. (2015). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPG)*. Institut National de Statistique. Guinée : Conakry
- KOUROUMA, D.L. (1999). *Évaluation des impacts environnementaux des aménagements hydroélectriques – Expérience d'Hydro-Québec et perspectives d'application en Guinée*. Rapport mémoire de maîtrise. Université Senghor d'Alexandrie, 95 p.
- MINISTÈRE DU PLAN. (2013). *Plan quinquennal de développement socioéconomique (2011-2015). Fascicule 1*. Ministère du Plan. Conakry, République de Guinée, 197 p.
- NADIA M. (2001). *Gestion de l'environnement et développement durable*. Université Mohammed V, Faculté des lettres et sciences humaines, UFR Chaire Unesco. Rabat (Maroc).
- OKAPI ENVIRONNEMENT CONSEIL. (2014). *Étude d'impact environnemental et social (ÉIES) du Projet d'exploitation de minerai de Bauxite à Boffa*. Alufer Mining Limited. Tomes I à V. Guinée: Conakry.

PNUD. (1997). *Monographie Nationale sur la Diversité Biologique*. République de Guinée. GF/6105-92-74 PNUE/GUINÉE. Ministère des Travaux Publics et de l'Environnement. Direction Nationale de l'Environnement. Novembre 1997, 290 p.

SFI. (2012). *Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale*. Groupe de la Banque mondiale. Société Financière Internationale, 57 p.

Sites web de référence

<http://www.edgguinee-gn.org>

ANNEXES

Annexe 1

Termes de Référence de la NIES de Kissosso

1. Objectifs de l'Étude d'impact

Le Gouvernement de Guinée, en conformité avec ses dispositions légales en matière d'étude d'impact environnemental et social prescrit au maître d'ouvrage délégué du projet, Électricité de Guinée (EDG), de réaliser une étude d'impact environnemental et social dans le cadre de la conception de son projet. Cette prescription est en conformité avec les dispositions environnementales et sociales de la Banque mondiale telles que reprises dans l'accord de financement.

Cette étude a un triple objectif :

- Aider le maître d'ouvrage délégué du projet à concevoir un projet respectueux de l'environnement et des populations en définissant l'ensemble des activités et mesures à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale du projet ;
- Limiter les risques environnementaux et sociaux, légaux, financiers et réputationnels ;
- Permettre aux parties intéressées d'être informées et de participer à la conception du projet.

Pour ce faire, à partir d'une description du contexte, de l'état initial du site et des impacts du projet sur l'environnement et les populations, l'étude d'impact propose des mesures d'atténuation à mettre en œuvre pour éliminer, réduire ou, à défaut, compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement et les populations. Ces mesures et les conditions de leur mise en œuvre sont reprises et détaillées dans un Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

2. Description du Contexte et du projet

- **Description du contexte local dans lequel s'insère le projet (institutionnel, réglementaire, ...)**

Malgré ses imposantes richesses hydrauliques et minières, la Guinée fait partie des pays à faible revenu en Afrique de l'Ouest, son PIB/habitant n'atteignant que 600 USD en 2014. Sa faible croissance économique de ces dernières années est essentiellement due à une longue période d'instabilité politique, et à la crise sanitaire récente due au virus Ébola. De meilleures perspectives sont attendues dans les années à venir grâce au développement des projets énergétiques, miniers et industriels.

Le secteur de l'électricité est aujourd'hui pénalisé par une insuffisance de l'offre par rapport à la demande des insuffisances du réseau de transport et de distribution et de la mauvaise performance commerciale de la compagnie nationale d'électricité. Dans ce contexte le Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique a mis en place, avec le support des bailleurs de fonds, un Plan de redressement du secteur de l'électricité. Un contrat de gestion d'EDG financé par la Banque Mondiale dans le cadre du Projet de Redressement du Secteur de l'Électricité a été signé avec Véolia en 2015. EDG

sollicite aujourd'hui auprès de la Banque Mondiale un financement additionnel de 25 millions de dollars pour accompagner le contrat de gestion afin que les objectifs pour le redressement d'EDG soient atteints.

Le financement additionnel de 3 composantes est demandé :

- (i) Composante 1 : Investissements dans le secteur de la distribution pour améliorer la fiabilité du service électriques
- (ii) Composante 2 : Amélioration des performances commerciales d'EDG;
- (iii) Composante 3 : Renforcement des capacités et assistance technique à EDG

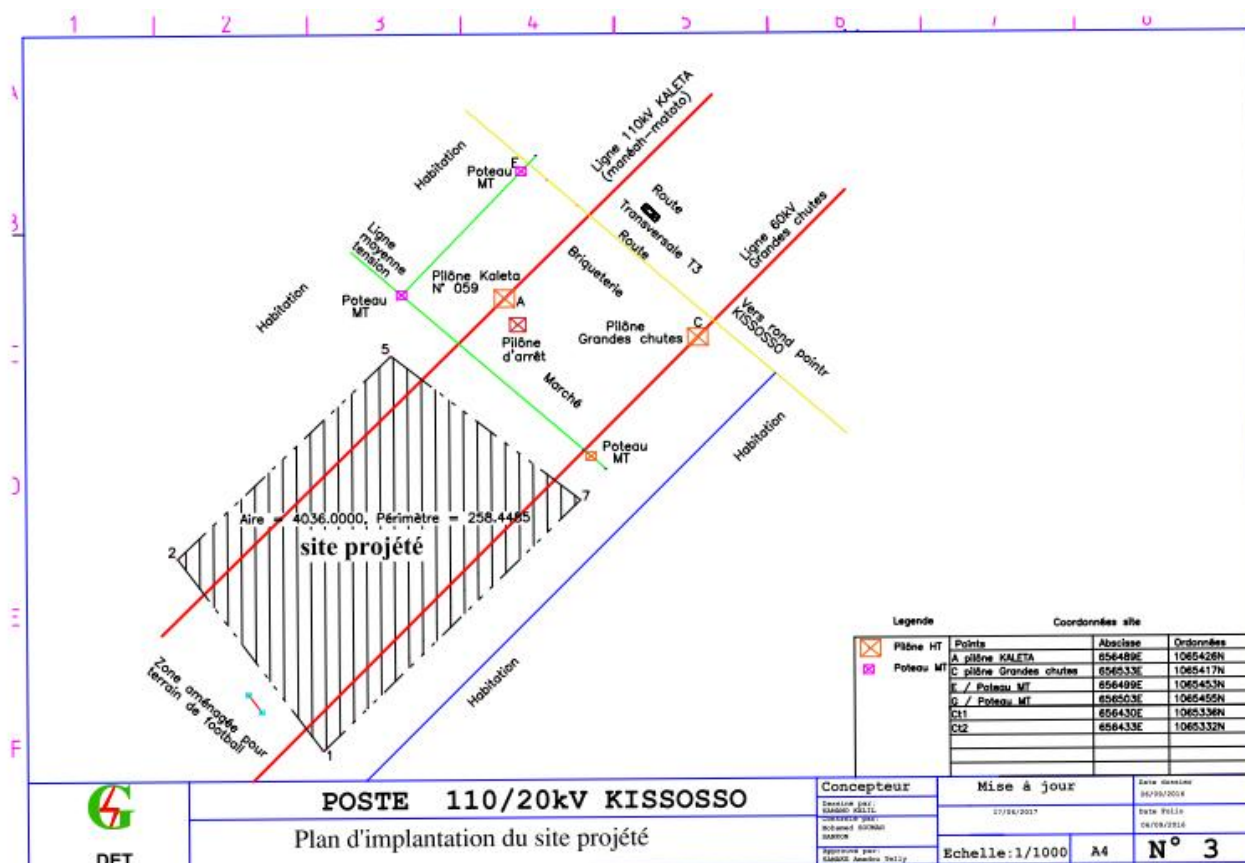
- **Description du projet proposé :**

Une des activités demandées au titre de la Composante 1 « Investissements dans le secteur de la distribution pour améliorer la fiabilité du service électriques » est la création d'un poste à Kissosso. La majorité des départs de la zone de Kissosso et généralement des départs des communes de Matoto et Ratoma souffrent actuellement d'une dégradation de la fourniture en énergie en raison de longueurs et de charges très importantes. De plus, depuis la construction du barrage de Kaléta, une forte augmentation de la consommation a été constatée et une croissance durable de la charge est attendue avec l'urbanisation de Conakry. La situation de ces départs est donc appelée à s'empirer et des actions doivent être entreprises.

Un financement est donc demandé pour la création d'un nouveau poste source 110/20 KV, pour une puissance souscrite de 27,5 /35 MVA et 50 MVA dans le quartier de Kissosso, commune de Matoto. La réalisation de ce nouveau poste permettra de fiabiliser l'alimentation de ces départs en diminuant les charges, et la longueur des départs d'une part et en améliorer la qualité de service d'autre part. Le poste sera raccordé aux départs existants par la création de têtes de départs qui viendront alimenter des tronçons de ces départs existants afin de décharger toute la zone. Pour que le projet soit réalisable financièrement, il est prévu d'utiliser du matériel déjà existant et en stock à EDG.

3. Définition de la zone du Projet

La zone du projet inclut toutes les composantes du projet ou nécessaires à la réalisation du projet comme les routes d'accès. Le nouveau poste sera construit à Kissosso dans la commune de Matoto environs 23 km de la ville de Conakry, sur la remontée de la transversale T5, à 300 m de la route nationale N°1, à droit, entre la ligne 60 et 110 kV. La zone d'étude pour les recensements, enquêtes ménages et élaboration du Plan d'Action de Réinstallation se limitera à la zone d'implantation du poste. En revanche, les consultations publiques et recommandations pour limiter les désagréments causés aux habitants au cours des travaux se fera pour toutes les populations de la zone projet. Cette zone inclut le marché à proximité du futur emplacement du poste ainsi que les populations habitant au voisinage du poste et des voies d'accès et les usagers du terrain de football.



4. Prestation attendue

Le Consultant travaillera en coordination avec les équipes techniques en charge de la mise en œuvre du projet. Le suivi et la supervision des prestations du Consultant seront assurés par la Direction Études et Travaux.

• Préparation de l'EIES

De manière générale, le Consultant procèdera par une série d'entretiens avec des personnes ressources. Les entretiens se feront avec les responsables techniques et administratifs des structures et parties concernées et principalement Électricité de Guinée mais également des administrations en charge de l'Environnement, des affaires foncières, des affaires sociales

• Élaboration de l'EIES : contenu de l'Étude

Description de l'état initial : l'état initial portera sur les zones d'influence du projet, appelée par la suite « zones d'étude ». La définition de ces zones sera proposée pour validation au démarrage de l'étude. Le travail du consultant consistera à assembler, évaluer et présenter les données de base sur les éléments pertinents qui caractérisent l'environnement physique, biologique, humain et les caractéristiques sociales de la zone d'étude afin de :

- connaître les sensibilités et potentialités des territoires, milieux et populations concernés,

- Déterminer les risques naturels ou résultants d'activités humaines,
- Analyser la situation par rapport à des normes et conventions ou à des objectifs de qualité.

Les éléments qui caractérisent l'environnement physique, biophysique, humain et les caractéristiques sociales de la zone d'étude sont indiqués ci-dessous.

Remarque : Cette liste est indicative et sera améliorée par le Consultant dans sa note méthodologique pour tenir compte de son analyse du contexte environnemental et social du projet.

- a) **Milieu physique** : topographie, géologie, pédologie, climat et météorologie, risques naturels, eaux superficielles et souterraines (hydrologie, qualité des eaux), eaux marines et littorales ;
- b) **Milieu biologique** (terrestre, aquatique, marin...) : analyse écologique du site dans son ensemble (flore, faune, espèces rares ou menacées, habitats, fonctionnement écologique du site), analyse paysagère, ressources naturelles d'importance culturelle, sociale ou économique
- c) **Milieu humain** :
 - Activités socio-économiques : urbanisme, occupation des sols (activités et population), droit des sols, activités de développement en cours ou programmées
 - Population, structure et description de la/des communautés présente(s) sur le site, genre, emploi, répartition des revenus, des biens et des services ;
 - Conditions de travail
 - Hygiène et sécurité, santé, salubrité publique ;
 - Accès aux services de base pour la population
 - Patrimoine historique, culturel,
 - Transports et déplacements (accessibilité de la zone),
 - Etat des pollutions et nuisances sur le site (déchets, bruit, air) et le cas échéant des services publics en matière de déchets, gestion des eaux usées et pluviales,
 - Etat des matières premières utilisées et des consommations énergétiques et des émissions de GES
 - Risques industriels et servitudes ;
 - Le cas échéant, modalités de gestion environnementale et sociale déjà en place dans les entreprises....

Le consultant procèdera à :

- Une enquête socio-économique accompagnée d'un recensement des PAP ; le consultant devra conduire une consultation publique au cours de laquelle il expliquera les objectifs du projet et ses conséquences ;
- Exécuter un recensement, et identification physique des personnes (avec carte d'identités, prise de photo de chaque individu) et recueil des éventuels droits de propriété (titre fonciers, arrêté territorial, etc...), et de l'éventuelle population hôte ;
- le recensement se fera sur fiche et carte d'indentification de chaque PAP avec établissement de 2 photos d'identité dont une sur chaque fiche et la seconde sur la carte d'identification à remettre aux PAPs.

- Conduire des enquêtes des ménages de la population affectée (activités économiques principales, description de l'habitat actuel, éventuels groupes vulnérables) ;
- Conduire un recensement des biens et une évaluation des investissements/propriétés (maisons, écoles, commerces, cultures, terres, ressources culturelles etc....) concernés ;
- Consulter les personnes à déplacer et à compenser pour qu'elles aient l'opportunité de participer à la planification et la mise en œuvre des programmes de réinstallation, en portant une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables parmi ces personnes déplacées ;
- Evaluer avec précision le coût global de réinstallation et de la compensation des ménages affectés par le projet.
- Le consultant devra rédiger des procès-verbaux relatifs aux différentes sessions de réunions tenues avec les noms des participants, les photos de séances, de préférence digitales. Il est aussi attendu du consultant d'établir comme date butoir, la date où commence le recensement. Cette date doit être communiquée aux populations et autorités locales du projet. Toute personne qui s'installera dans le site d'impact du projet après la date butoir, ne sera pas considérée comme ayant droit.
- Exécuter un audit de sauvegarde sociale des travaux de génie civil déjà commencés et proposer des mesures d'atténuation.
- Un recensement précis et complet de toutes les personnes, familles ou entités qui seront affectées par le projet ainsi que tous les biens touchés : terres, arbres fruitiers, autres moyens de production et immobilisations de toutes sortes, y compris les infrastructures privées et communautaires et les services socio-économiques et culturels. Pour chaque recensé, une fiche d'identification doit être établie, répertoriée et officialisée. Chaque fiche d'identification, en plus des informations démographiques, doit fournir des informations précises sur les biens touchés, leurs valeurs et la description des mesures d'atténuation retenues. Les valeurs des biens affectés et les prix unitaires utilisés doivent être ceux du marché et doivent être discutés avec les PAP ou leurs représentants dûment mandatés. Les méthodes de calcul, les démarches et les prix unitaires utilisés pour calculer les compensations seront présentés en annexe du rapport
- Avant le démarrage du recensement, une identification en collaboration avec les autorités communales, d'une date butoir au-delà de laquelle toute personne, famille ou entité qui viendrait à s'installer ou utiliser le domaine ne serait pas éligible aux mesures d'atténuation. La date est rendue publique par les autorités locales compétentes ;
- Une revue du cadre légal et réglementaire au niveau national (différents textes loi et existants sur la réforme foncière, code de l'eau, régulation sur la construction, etc.) sur la prise de terres ou d'autres avoirs faire un résumé des textes qui peuvent s'appliquer aux différentes personnes affectées. En faisant une comparaison du cadre national aux exigences de la Banque (OP 4.12), analyser les différents écarts et faire des propositions pour combler ces écarts ;

- L'analyse des textes juridiques relatifs aux statuts des terres, les droits d'usage et d'usufruit tels que pratiqués dans le pays ; les méthodes d'attribution des terres, d'acquisition et d'expropriation ; les méthodes de compensation en termes de droits, procédures et éligibilité ;
- Une description des activités compensatoires qui seront proposées suite à la perte d'avoir ;
- Une proposition des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PAR ;
- L'établissement des barèmes d'indemnisation par types de biens/sources de revenus perdus mais dont le prix n'est pas quantifiable sur le marché ;
- Une proposition de méthode de valorisation des avoirs qui seront éligibles pour la compensation ;
- Une description des procédures de recours pour les cas de litiges/plaintes qui pourraient subvenir suite au traitement ;
- Une proposition d'un mécanisme de consultation des personnes affectées, qui permette d'assurer leur participation à la planification des activités au suivi et à leur évaluation (plan d'information, de consultation et de sensibilisation des PAPs), une proposition des indicateurs vérifiables qui permettent de suivre la mise en œuvre de la politique de réinstallation (la Guinée n'a pas de politique en la matière ;
- L'établissement, en collaboration avec les autorités concernées, d'un calendrier prévisionnel pour la mise en œuvre du PAR, rubrique par rubrique et qui doit prendre en considération la date de démarrage du projet et le fait que les travaux de construction et d'aménagement ne peuvent en aucun cas avoir lieu avant que la mise en œuvre du PAR ne soit complètement achevé ;
- Une proposition du système de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAR, les ressources humaines et matérielles nécessaires à cette tâche, et les mesures d'accompagnement (formation, assistance technique, etc.). Le consultant proposera un mécanisme d'audit indépendant à l'achèvement de la mise en œuvre du PAR ;
- Une estimation du coût global PAR y compris sa mise en œuvre.
- Programme d'exécution du PAR couvrant toutes les activités de réinstallation ;
- Coûts et budget : tableaux montrant l'évaluation des coûts pour chacune des activités de réinstallation, y compris les allocations pour l'inflation et d'autres éventualités ; calendriers de déboursements ;

allocation des ressources ; et dispositions prises pour la gestion des flux financiers ;

- Suivi et évaluation : Dispositions prises pour contrôler la mise en œuvre du PAR et pour effectuer un suivi de la performance des activités de réinstallation et de leurs incidences sur le niveau de vie des personnes affectées.
- **Description du contexte législatif et institutionnel** qui s'applique au projet, tant sur les aspects environnementaux que sociaux.
- **Analyse des alternatives au projet** : Décrire les options examinées y compris les technologies qui seront utilisées, durant la mise en place du projet proposé et préciser les raisons notamment environnementales et sociales qui ont présidé au choix du site retenu, de ce projet (conception urbaine, sociale et technique du projet) ... Comparer ces options du point de vue de leur impact sur l'environnement, de leurs coûts d'investissement et d'exploitation, de leur compatibilité avec les conditions locales et par rapport aux besoins institutionnels, de formation et de suivi.
- **Détermination et description des impacts potentiels du projet et des mesures d'atténuation des impacts négatifs.**
 - a) Distinguer pour les principaux domaines de l'environnement et du social mentionnés ci-dessus, les effets du projet selon : leur impact positif ou négatif, leur importance, qu'ils soient directs ou indirects, temporaires ou permanents.
Identifier les effets inévitables, irréversibles.
Identifier les impacts cumulatifs du projet, c'est-à-dire analyser la façon dont les impacts spécifiquement liés au projet étudié se surajoutent (i) aux impacts déjà connus de projets en cours impactant la même zone, et (ii) aux impacts de projets prévus à court terme impactant la même zone.

Distinguer également les effets liés à la phase de travaux, de ceux liés à la phase d'usage des aménagements, et éventuellement à la phase d'arrêt d'activité.
Dans la mesure du possible, décrire les impacts de façon quantitative par rapport aux coûts et avantages qu'ils représentent pour l'environnement et les populations concernées. Leur attribuer, autant que faire se peut, une valeur économique.

Déterminer les populations impactées par le projet, avec une approche quantitative (nombre de personnes et d'habitats affectés) et qualitative (en précisant les différents impacts possibles par ethnies / sites / populations/genre).

Au cas où le projet affecte des ethnies minoritaires ou défavorisées, identifier les impacts spécifiques et les risques liés au projet sur ces populations.

- b) Proposer et décrire les mesures d'atténuation (élimination, réduction ou, à défaut, compensation) des impacts négatifs du projet. Recommander des mesures techniquement réalisables, économiquement rentables et socialement acceptables aux fins de prévenir ou d'atténuer à des niveaux acceptables les effets négatifs. Veiller à ce que ces mesures soient compatibles entre elles et ne soient pas la cause de nouveaux impacts négatifs. Identifier et évaluer les impacts résiduels.
- **Participation et consultation des parties impliquées ou affectées.** Décrire les modalités d'obtention des opinions des groupes concernés sur le sujet (réglementairement ou volontairement) et consigner le cas échéant les réunions, les communiqués, les observations et la façon dont le maître d'ouvrage en a tenu compte.
- **PGES :** Un Plan de Gestion Environnementale et Sociale sera élaboré par le Consultant. Ce PGES a pour objectifs de permettre aux différents intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, assistance technique) de connaître l'étendue de leurs responsabilités et de répertorier l'ensemble des activités à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations. Il doit également permettre d'avoir un outil de suivi de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux pris par le maître d'ouvrage à l'issue du processus d'évaluation environnementale et sociale du projet.
 - ✓ Estime la portée et les coûts de ces mesures ainsi que les besoins institutionnels et en formation nécessaires à la mise en œuvre efficace de ces mesures. Le cas échéant, il identifie des mécanismes d'indemnisation des parties impactées par le projet et dont les effets ne peuvent être atténués (relogement notamment).
 - ✓ Précise le calendrier d'exécution des mesures, leur coût et les sources des fonds nécessaires à la mise en œuvre du PGES.

Organiser l'atelier de validation du rapport final : le consultant sera chargé d'organiser l'atelier national de validation et s'assurera que les des parties prenantes clés sont bien représentées.

5. Résultats attendus / Livrable

- **Rapport EIES**

Le Consultant produira un rapport d'étude d'impact environnementale et sociale (EIES) qui s'organisera de la manière suivante :

- Résumé non technique (présentation des résultats significatifs et des actions proposées)
- Cadre juridique, administratif et institutionnel

Cadres politique, juridique et administratif de l'évaluation environnementale du projet

- Cadre juridique pertinent de réhabilitation, extension de réseaux et de système de production

Normes applicables

Les conventions internationales

Les politiques et programmes

Cadre juridique de l'évaluation environnementale en Guinée

- A) Cadre institutionnel de gestion de l'environnement et de l'EIE en Guinée
- B) Principales Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque Mondiale applicables au Projet de poste
- Points de convergence entre la législation nationale et les politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale
- Description, illustration et cartographie du projet proposé (et des activités associées le cas échéant)
- Description, justification et cartographie de l'aire d'étude
- Raisons du choix du projet et analyse des options possibles
- Description et cartographies thématiques de l'état initial de la zone d'étude, illustré de photographies prises sur le site
- Analyse des alternatives
- Analyse des impacts du projet sur la zone d'étude (environnement et populations) et mesures d'atténuation proposées avec tableau synthétique
- Participation du public (synthèse des réunions d'information/concertation le cas échéant)
- Annexes : méthodes utilisées, liste des personnes rencontrées, minutes des entretiens conduits, documents de référence, etc.

NB : Le document sera spécifiquement ciblé sur la zone susceptible d'être impactée de manière directe ou indirecte par le projet. Une attention particulière sera portée aux conclusions et aux mesures préconisées. Ces dernières devront être clairement définies, ciblées et adaptées au projet et au contexte. Le document sera abondamment illustré. Toute information qui se présente sous forme de détails ou qui reste à définir sera consignée en annexe.

- **PGES :**

Un Plan de Gestion Environnementale et Sociale conforme aux indications reprises dans la section IV.

6. Références et documentation disponible

Le consultant s'assurera que le projet respecte les réglementations environnementales et sociales de la Guinée. En outre, il appliquera les diligences internationales en matière d'évaluation, de compensation et d'atténuation des impacts des projets, comme celles du groupe Banque Mondiale (voir à cet effet les guides généraux (Environmental, Health and Safety guidelines) et les guides sectoriels), ou autres (World Bank Environmental and Social Framework, setting Environmental and Social Standards for Investment Project Financing, August 4, 2016).

Pour mener à bien l'étude d'impact, il pourra également s'appuyer sur les études listées au chapitre 4 (revue bibliographique).

7. Qualifications, compétences et expérience requises

La mission sera exécutée par un cabinet environnemental et social. Avec les compétences clés suivantes :

Environnementaliste, spécialiste de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux

Un Ingénieur Électricien avec une expérience en conduite des études d'impacts environnementaux et sociaux pour un volume de travail estimé à 8 hommes/jours

Un Spécialiste en Développement Social avec une expérience en EIES

Qualification et compétences requises :

- Diplôme d'études supérieures (BAC +5, Master ou équivalent) en environnement, écologie ou tout domaine pertinent avec les activités de la mission,
- Environnementaliste, spécialiste de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux,
- Excellente maîtrise du français (langue de travail) et excellentes compétences rédactionnelles,
- Très bonnes aptitudes en pédagogie et communication,

Expérience professionnelle générale :

- Une solide connaissance et une expérience pratique cumulée de 10 ans dans la réalisation d'études d'impacts environnementales et sociales,
- Une connaissance avérée des spécificités et du format des études d'impacts environnementales et sociales pour des projets financés par des bailleurs internationaux,
- Une connaissance avérée de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux de postes HT.

Expérience professionnelle spécifique :

- Connaissance de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux de l'installation de lignes et postes électriques en milieu urbains,
- La connaissance des procédures environnementales des projets financés par les partenaires au développement est souhaitée,
- Une expérience requise d'au moins 5 années dans l'analyse environnementale et sociale en Afrique de l'Ouest, ou dans des contextes similaires,
- Une expérience d'étude impact environnementale et sociale en Guinée Conakry serait un plus. Avoir une maîtrise des politiques environnementales et sociales de la Banque mondiale

8. Réunions

Le Consultant devra prévoir toutes réunions lui paraissant nécessaires au bon déroulement de sa mission, notamment les réunions qui s'avèreraient exigées au titre de la réglementation locale guinéenne

Il devra à minima prévoir les réunions spécifiques suivantes à Conakry :

- Réunion de présentation du livrable complet provisoire qui sera aussi l'occasion d'organiser l'atelier national de présentation de l'étude. La logistique de cette journée de réunion sera prise en charge par EDG.

9. Calendrier de mise en œuvre de l'étude

- La durée nécessaire pour conduire l'étude est évaluée à 25 homme-mois. Remise d'une cartographie de la zone d'étude, y compris justification : 5 j ouvrés après démarrage
- Remise d'un rapport complet provisoire, prenant en compte les éventuelles remarques sur le rapport intermédiaire : 15 j ouvrés après démarrage.
- Remise du rapport complet définitif : 5 j ouvrés après la réception des remarques.

Annexe 2

Clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO

1. Objet des clauses environnementales et sociales

Les présentes clauses sont destinées à aider les responsables de la rédaction de dossiers d'appels d'offres et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques) à intégrer dans ces documents des prescriptions environnementales et sociales optimales. Il fait partie des pièces contractuelles et constitue ensemble de « savoir-faire » environnemental en matière de construction d'infrastructures électriques et permettent d'assurer de la durabilité du Projet de poste source de Kissosso.

Les clauses sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être annexées aux DAO ou de marchés d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante. Les entrepreneurs adjudicataires de marché devront se conformer à la totalité de ces clauses et resteront soumis à l'ensemble des lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

2. Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

2.1. Respect des lois et réglementations nationales

L'Entrepreneur et ses sous-traitants à l'exécution des travaux liés au poste source de Kissosso doivent :

- Connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur en République de Guinée et les normes environnementales sévères comme celles de la Banque mondiale ;
- Prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement ;
- Assumer la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

2.2. Permis et autorisations avant les travaux

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet routier. Il s'agira notamment du Certificat de Conformité environnementale délivré par le Ministère de l'environnement, des eaux et forêts à travers le Bureau guinéen d'étude et d'évaluation environnementale. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les représentants des services techniques concernés à la municipalité de Matoto ainsi qu'avec les riverains. Ainsi, il peut prendre avec eux des arrangements destinés à faciliter le déroulement des chantiers.

2.3. Réunions de démarrage des travaux

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre (Bureau de Contrôle), sous la supervision d'EDG, doivent organiser des réunions avec les autorités locales, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, ainsi que des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra à EDG de recueillir les avis, les préoccupations et attentes des principaux acteurs sur le projet, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux, et sur leurs responsabilités réciproques.

2.4. Repérage des réseaux des concessionnaires

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit instruire une procédure de repérage des réseaux des concessionnaires (BTP, câblages électrique, Transport, etc.) sur un plan qui sera formalisé par un Procès-Verbal (PV) signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'œuvre, concessionnaires).

2.5. Libération des domaines public et privé

L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débuter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition.

2.6. Programme de gestion environnementale et sociale

L'Entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre, un Plan spécifique détaillé de Gestion Environnementale et Sociale du Chantier (PSD-GES) qui comprend :

- Un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement des différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations et aménagements prévues ;
- Un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ;
- Un plan d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ;
- Un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé précisant les risques majeurs et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer.

3. Installations de chantier et préparation

3.1. Normes de localisation

L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l'environnement et respecter la quiétude des riverains.

3.2. Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

L'Entrepreneur doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations du chantier prescrivant spécifiquement :

- Le respect des us et coutumes locales ;
- Les mesures de prévention contre les IST/vih/sida et la maladie à virus Ebola ;
- Les règles d'hygiène générale, de santé et de sécurité des travailleurs et des riverains ;
- Les bonnes pratiques, en termes de gestion environnementale et sociale.

3.3. Emploi de la main d'œuvre locale

L'Entrepreneur est tenu de privilégier, à compétence égale, le recrutement (en dehors de son personnel cadre technique), la main d'œuvre locale. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail.

3.4. Respect des horaires de travail

L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Maître d'œuvre. Dans la mesure du possible (sauf en cas d'exception accordée par le Maître d'œuvre), l'Entrepreneur doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

3.5. Protection du personnel de chantier

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes, réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (tenues, casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). L'Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des Équipements de Protection Individuelle (EPI) sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

3.6. Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

L'Entrepreneur doit désigner un responsable Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement sont rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population riveraine et autres personnes en contact avec le chantier. Il doit mettre en place un service médical

courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel. L'Entrepreneur doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

3.7. Mesures contre les entraves à la circulation

L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. L'Entrepreneur veillera également à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'œuvre. L'Entrepreneur doit veiller aussi à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans danger.

4. Repli de chantier et réaménagement

4.1. Règles générales

A toute libération de site, l'Entrepreneur laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. L'Entrepreneur réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs.

Une fois les travaux achevés, l'Entrepreneur doit :

- Retirer les bâtiments temporaires, le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures etc. ;
- Rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées ;
- Nettoyer et détruire les fosses de vidange.

Après le repli de tout le matériel, un PV constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au PV de réception des travaux. La non-remise en état des lieux doit entraîner le refus de réception des travaux. Dans ce cas, le pourcentage non encore libéré du montant du poste « Installation de chantier » sera retenu pour servir à assurer le repli de chantier.

4.2. Gestion des hydrocarbures et autres contaminants

L'Entrepreneur doit nettoyer l'aire de travail ou de stockage, où il y a eu de la manipulation et/ou de l'utilisation d'hydrocarbures et autres contaminants.

4.3. Contrôle de l'exécution des clauses environnementales et sociales

Le contrôle du respect et de l'effectivité de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'Entrepreneur est effectué par le Maître d'œuvre, dont l'équipe doit comprendre un Expert Environnementaliste qui fait partie intégrante de la mission de contrôle des travaux.

4.4. Notification

Le Maître d'œuvre notifie par écrit à l'Entrepreneur tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. L'Entrepreneur doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'œuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entrepreneur.

4.5. Sanction

En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'œuvre, peut être un motif de résiliation du contrat. L'Entrepreneur ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non-application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par EDG, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

4.6. Réception des travaux

Le non-respect des présentes clauses expose l'Entrepreneur au refus de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.

4.7. Obligations au titre de la garantie

Les obligations de l'Entrepreneur courent jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus au contrat.

5. Clauses environnementales et sociales spécifiques

5.1. Signalisation des travaux

L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture du chantier et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation du chantier à longue distance (sortie de camion, stockage dangereux, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur.

5.2. Mesures pour les travaux de terrassement

L'Entrepreneur doit limiter au strict minimum le décapage, le déblaiement, le remblayage et le nivellement des aires de travail, afin de respecter la topographie naturelle et de prévenir l'érosion. Après le décapage de la couche de sol arable, l'Entrepreneur doit conserver la terre végétale et l'utiliser pour le réaménagement des talus et autres surfaces perturbées. L'Entrepreneur doit déposer les déblais non réutilisés dans des aires d'entreposage, s'il est prévu de les utiliser plus tard ; sinon il doit les transporter dans des zones de remblais préalablement autorisées.

5.3. Mesures pour le transport et le stockage des matériaux

Dans les zones d'habitation, l'Entrepreneur doit établir l'horaire et l'itinéraire des véhicules lourds qui doivent circuler à l'extérieur des chantiers, de façon à réduire les nuisances (bruit, poussières et congestion de la circulation) et le porter à l'approbation du Maître d'œuvre. Pour assurer l'ordre dans le trafic et la sécurité sur les routes, le sable, le ciment et les autres matériaux fins doivent être contenus hermétiquement durant le transport, afin d'éviter l'envol de poussière et le déversement en cours de transport. Les matériaux contenant des particules fines doivent être recouverts d'une bâche fixée solidement. L'Entrepreneur doit prendre des protections spéciales (filets, bâches) contre les risques de projections, émanations et chutes d'objets.

L'Entrepreneur peut aménager des zones secondaires pour le stationnement des engins qui ne sont pas autorisés à stationner sur la voie publique en dehors des heures de travail et de l'emprise du chantier. Ces zones peuvent comporter également un espace permettant les travaux de soudure, d'assemblage, de petit entretien d'engins. Ces zones ne pourront pas stocker des hydrocarbures. Tout stockage de quelque nature que ce soit, est formellement interdit dans l'environnement immédiat, en dehors des emprises du chantier et des zones prédéfinies. Lors de l'exécution des travaux.

5.4. Mesures pour la circulation des engins de chantier

Seuls les matériels strictement indispensables sont tolérés sur le chantier. En dehors des accès, des lieux de passage désignés et des aires de travail, il est interdit de circuler avec des engins de chantier. L'Entrepreneur doit s'assurer de la limitation de vitesse pour tous ses véhicules circulant sur la voie publique, avec un maximum de 40 km/h au niveau des quartiers traversés. Les conducteurs dépassant ces limites doivent faire l'objet de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. La pose de ralentisseurs aux entrées des quartiers sera préconisée.

Les véhicules de l'Entrepreneur doivent en toute circonstance se conformer aux prescriptions du Code de la Route en vigueur, notamment en ce qui concerne le poids des véhicules en charge. Ils doivent être entretenus et contrôlés à bonne fréquence. L'Entrepreneur devra, en période sèche et en fonction des disponibilités en eau, arroser régulièrement les pistes empruntées par ses engins de transport pour éviter la poussière, plus particulièrement au niveau des zones habitées.

5.5. Mesures pour la protection des activités économiques et des bâtis

L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures pour limiter les entraves au bon fonctionnement des activités économiques et éviter des dommages sur les bâtis riverains. Toutefois, au cas où de tels incidents surviennent, il doit procéder à la compensation de l'activité économique perturbée ou du bâti endommagé dans un bref délai.

5.6. Approvisionnement en eau du chantier

La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales pour leur alimentation en eau potable. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité.

5.7. Gestion des déchets liquides et solides

L'Entrepreneur doit respecter les règlements sanitaires en vigueur. Les installations sanitaires sont établies en accord avec le Maître d'œuvre. Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et incommodités pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface ou souterraines.

L'Entrepreneur doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. En cas d'évacuation par les camions du chantier, les bennes doivent être étanches de façon à ne pas laisser échapper de déchets. Pour des raisons d'hygiène, et pour ne pas attirer les vecteurs de maladies, le ramassage des ordures doit être régulier, surtout durant les périodes de chaleur. L'Entrepreneur doit éliminer ou recycler les déchets de manière écologiquement rationnelle.

5.8. Protection contre la pollution sonore

L'Entrepreneur est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour et 40 décibels la nuit. Il doit éviter de faire fonctionner le chantier pendant les heures de repos.

5.9. Passerelles piétons et accès riverains

L'Entrepreneur doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines et assurer la jouissance des entrées charretières et piétonnes, des vitrines d'exposition, par des ponts provisoires ou passerelles munis de garde-fous, placés au-dessus des tranchées ou autres obstacles créés par les travaux.

5.10. Journal de chantier

L'Entrepreneur doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. L'Entrepreneur doit informer le public en général, et les riverains en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

Annexe 3 Quelques photos de terrain

1. Rencontre avec les autorités



Rencontre avec le Maire de Matoto



Rencontre avec le chef de quartier



Séance de travail avec le conseil de quartier



Séance de travail avec le conseil de quartier



Rencontre avec la présidente des femmes de la zone du projet



Visite de la zone du projet avec le chargé de l'habit de la CU de Matoto

2. Vue des alentours du site du projet



Visite de terrain



Menuiserie aux alentours du site du projet



Briqueterie aux alentours du site du projet



Maison d'habitation aux périphéries de la clôture du site du projet



Atelier de couture et Maison d'habitation aux périphéries de la clôture du site du projet



Petit marché situé dans la zone du projet



Vue du terrain de Foot-ball



Vue du terrain de Foot-ball

3. Vue de l'intérieur parc à engins (site du projet)

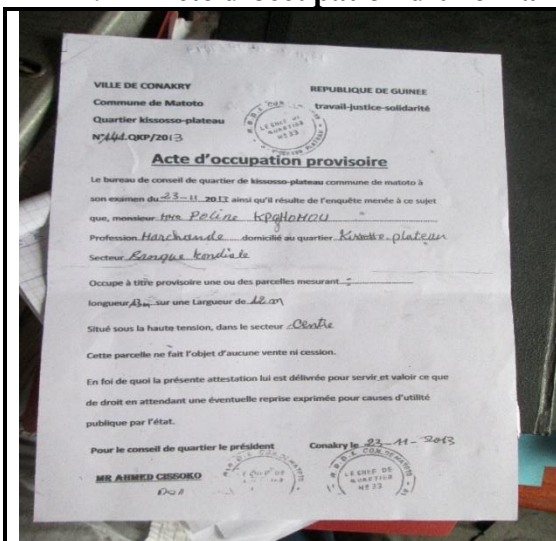


Vue de l'intérieur du parc engin (site du projet)



Vue de l'intérieur du parc engin (site du projet)

4. Acte d'occupation d'une marchande/N° d'indemnisation Kaléta



Acte d'occupation provisoire



N° d'indemnisation de Kaléta

5. Rencontre avec les vendeuses du petit marché



Vendeuse du petit Marché



Vendeuse du petit Marché



Vendeuse du petit Marché

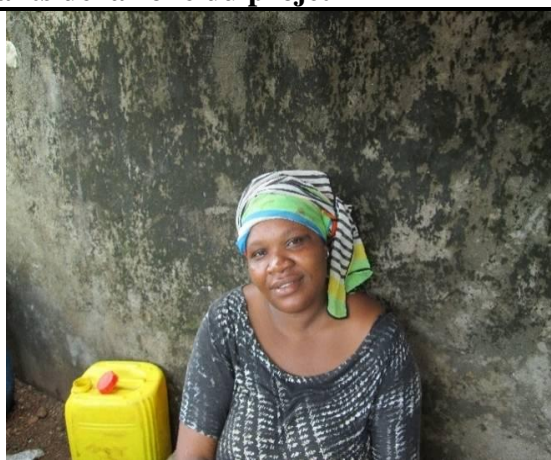


Vendeuse du petit Marché

6. Rencontre avec quelques habitants de la zone du projet



Rencontre avec un sage du quartier



Rencontre avec une personne affectée par le projet

Annexe 4

Autorisation de démarrage des travaux de la NIES_2017

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DES EAUX ET FORETS

REPUBLICQUE DE GUINEE
Travail – Justice – Solidarité

140509
N° /MEEF/CAB/ 20

Conakry, le 27 JUIL 2017

Le Ministre

À

Monsieur le Directeur Général de GUIDE S.A-
Conakry.

Objet : Réponse à la demande d'autorisation de démarrage de l'étude d'impact environnemental et social du projet de création d'un poste source à Kissosso.

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier N°0087/GUIDE SA/IB/2017 en date du 05 juillet 2017 relatif à la demande citée en objet.

Je vous rappelle que conformément à la procédure guinéenne d'évaluation environnementale, les projets de développement sont assujettis à une étude d'impact environnemental et social (EIES).

En effet, les principales étapes à suivre pour la réalisation et l'approbation d'un rapport d'étude d'impact sont entre autres :

1. Le dépôt de l'Avis de projet et le Tri préliminaire ;
2. le Cadrage et l'élaboration des Termes de référence ;
3. l'Approbation des termes de référence par le Comité Technique d'Analyse Environnemental (CTAE) ;
4. la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social proprement dite ;
5. l'approbation des résultats de l'étude (consultation et audience publique) organisée par le BGEEE ;
6. la délivrance ou non du Certificat de Conformité Environnementale ou d'autorisation environnementale par la Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts.

Ainsi, d'après les informations fournies par votre cabinet, votre projet est classé dans la catégorie des projets devant être soumis à une étude notifiée d'impact environnemental et social et devra par conséquent suivre toutes les étapes de la procédure administrative indiquée ci-haut.

Vous souhaitant bonne réception, veuillez croire à l'expression ma franche collaboration.

P. Le Ministre P.D
Le Secrétaire Général

[Signature]
Dr Seydou Borté

[Circulaire officielle du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, datée du 26 JUIL 2017]

Lasséboouyi – Coléah – Commune de Matoto / BP: 761 Conakry – République de Guinée
Téléphone Secrétariat Central (+224) 631 33 46 36 / Email: mee2014@yahoo.fr

Annexes 5

Procès verbaux des consultations de parties prenantes

Annexe 5.1 Consultation autorités municipales

Procès verbal de la consultation des
 autorités municipale de la commune des
 projet de réalisation d'un poste source
 électrique à Kissosso, Commune de Matoto

Une réunion de consultation publique s'est
 déroulée le 27 août 2017 et le 28 juillet
 à la mairie de Matoto. Elle visait à informer
 et à recueillir les avis, préoccupations et attentes
 des autorités municipales sur le projet de construc-
 tion et d'exploitation d'un poste source électri-
 que à Kissosso dans ladite commune.

Les principaux participants à cette réunion
 sont :

- 1/ Le Maire de Matoto, Monsieur Mohamed
 Koumansian Keita;
- 2/ L'équipe d'expert mobilisé par Anisde,
- 3/ Les cadres de l'administration municipale

Après s'être informé sur le projet, Monsieur
 le Maire a exprimé tout son enthousiasme.
 Il a immédiatement mandaté M. Sow Hamadou
 pour accompagner et appuyer la mission
 dans la gestion de tout problème.

problèmes fonciers et domaniaux susceptibles
d'affecter le déroulement correct du Projet.
« E DG bénéficiera de mon soutien indéfectible
pour la réalisation de ce Projet » a-t-il déclaré.
La réunion qui s'est tenue de 9h à 14h 30m
s'est terminée sur une note de satisfaction
de tous.

Pour la mairie de Matoto
M. Mohamed Koumandian Keita.



Pour le Bureau d'étude
Guride

Conakry, le 07 juillet 2017

Annexe 5.2 Consultation_autorités_municipales

Compte rendu de la mission de prise de contact et d'information pour l'EIES du Projet de construction et d'exploitation d'un poste source électrique à Kissosso.

L'an dernier, lors de la mission de prise de contact, une mission de prise de contact a été effectuée de la construction du projet de construction et d'exploitation du poste source de Kissosso. Elle a engagé les représentants de plusieurs parties projet (le promoteur ESB, le consultant Guide, l'autorité locale, la Municipalité de Matoto).

Les principales activités réalisées dans le cadre de cette mission sont :

- a) diffusion des informations sur le projet auprès des autorités de la mairie et du quartier;
- b) diffusion des informations sur le projet auprès des personnes dans et autour de l'emprise;
- c) reconnaissance de la délimitation de l'emprise du projet.

M. Lassery CATTELA
Représentant du chef
de secteur Banque mondiale


M. Sékou FOFANAH
Chef Service environnement
DEG.


M. Sékou Nounou KEITA
Expert environnementaliste
GUINEE


M. Hamadou SOW
Représentant de la C.U
de Matoto


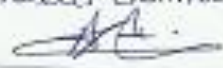
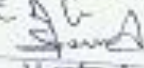
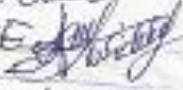




M. Amadou Sidiki CATTELA
Représentant du BGEF


M. Salifou CATTELA
Ingénieur Senior Réseau
électrique DEG.


Conakry, le 07 juillet 2017

Annexe 5.3 Prise de contact Quartier

Projet de Construction de Poste source à Kissosso.
Liste de présence à la Consultation au quartier Kissosso-plateau.

N°	Prénoms et Nom	Contact	Fonction et signatures
1	M ^r Sékou Moussa KEITA	628559228	Imprimeur/Exp. 
2	Salifou CAMARA	622860208	Ingénieur Électrique 
3	Sékou Fajana	622935068	Environnementaliste DET/ECG 
4	^{Camara} Aboubacar Sidiki	620971895	Chargé d'études B.G. EEE 
5	M ^r Sow Amadou	628576280	Chargé d'études Habitat de Matoto 
6	Namadi CAMARA	608437876	Expert socio-économiste 
7	Louisey CAMARA	621980182	Conseil de quartier Source communale 

Annexe 5. 4 Consultation_Publiurautorités_NIES

Consultation Publique pour l'EEES du
Projet de construction et d'exploitation
d'un poste source électrique à Kissosso.

L'an deux mil dix-sept et le dix juillet,
s'est déroulée à Kissosso-plateau, une
réunion de consultation publique. Elle a
eu pour but de consulter les populations
locales sur le projet de construction et
d'exploitation d'un poste source électrique
dans le secteur "Banque mondiale d'Unité
quartier".

Ont participé à cette réunion, les
représentants de différentes parties prenantes:

- 1) Les autorités locales (Chef du quartier, chefs
des sections, membres des bureaux)
- 2) L'autorité municipale de Matoto (notamment
le représentant du service de l'habitat)
- 3) Le commanditaire E&C
- 4) Les représentants des couches sociales sen-
sibles (jeunes et femmes)
- 5) L'équipe d'expert du commanditaire Guide.

M. Antonio Romão de Jesus a remercié l'ensemble des participants pour leur mobilisation. Il a également félicité l'équipe de consultants pour le bon déroulement des travaux.

Ensuite Pr Keita, l'expert EIES de Guinée a introduit l'étude et a largement expliqué aux participants les bien-fondés du Projet et de l'EIES. Puis il a laissé la parole aux participants pour recueillir leurs avis, préoccupations et attentes en lien avec le Projet.

Des discussions nourries ont suivies cette intervention. Les principales questions abordées sont :

- * Le déplacement et la relocalisation des vendeurs installés près de la ^{ligne de} comprise sous la haute tension.
- * Le déplacement et la relocalisation du parc de Elly Touré détenant une autorisation de la Région de Matoto;
- * Le recrutement des populations locales et leurs implications dans la gestion du poste source d'électricité;
- * ~~La construction~~ ^{l'aménagement} d'une aire jeux à proximité de la ~~comprise~~ ^{comprise} ainsi que la rénovation du marché principal de Kissosso;

<p>Pour le Quartier de Kissosso M. Ahmad Cissoko</p> <p><i>[Signature]</i> 10/07/2012</p>	<p>Pour le représentant (délégué) mixte/marché M. Keita</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Pour le Bureau de la jeunesse du Quartier M. Ismaël Sibirié</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Pour le bureau des femmes du Quartier Mme Marie Camara</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Pour le Secteur 1 (Banque- mondiale) de Kissosso M. Henry Camara</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Pour l'équipe d'ETB du bureau d'étude Guinée et Sikaou Kouma Keita</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Pour le service de l'habitat de la Commune urbaine de Matoto.</p> <p><i>[Signature]</i> M. Sow</p>	<p>Pour le représentant de promoteur EBC</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Conakry, le 10 juillet 2012</p>	

Liste de présence à la réunion de consultation publique				
N°	Nom, Prénoms et Nom	Fonction/activité	Contact	Signature
1	Pr. Siko Kouma Keita	Expert enr / Guinée	608 43 9728	
2	M. Ahmed Cissoko	Chef de Quartier / Kissosso	622 1055 60	
3	M. Mamadi Camara	Expert enr / Guinée	608 63 8876	
4	M. Mamadou Sow	Rap. Habitat Je l'Haric	608 67 0200	
5	Bonniel Sidibi	conseiller à la jeunesse	628 01 1060	
6	Ousmane Bangura	jeunesse	628 01 1060	
7	Haroun Yamoussa	jeunesse	654 98 5551	
8	Marie Camara	présidente des femmes	628 33 0208	
9	Touren Lamourou	Jeunesse	625 50 600	
10	Mamady Keita	administration de marché	025 55 504	
11	Fodé' aissé	Administration du marché	620 61 6599	
12	Ousmane Touré	Riverain	628 01 1060	
13	Salemata Bab	Jeunesse	628 78 1001	

14	Mama Cissé	Administration Secrétaire	664767563	✓
15	Canara Syonator	Secrétaire	621101463	Chiqui
16	Fanta Kabu	Vendeuse	66452422	✓
17	Kadiatou Diakité	jeunesse	623406307	✓
18	Makoua Kourouma	jeunesse	620793915	
19	Batt aboubaou	jeunesse	622102004	✓
20	Ayibat Camara	jeunesse	666790301	✓
21	Harouna Camara	jeunesse	627361175	✓
22	Abdoulaye Kita	jeunesse	622096308	✓
23	Balla Fatoumata Kita	jeunesse	622-35-2760	✓
24	Ethady Mamadou Touré	chef de quartier	666202346	✓
25	Abdoulaye Kita	chef de quartier	621232265	✓
26	Kadiatou Gya Diakité	présidente	655-55-7753	✓
27	N'Famoussa Camara	chef de section adjoint	622-75-4223	✓
28	Mamadouba Conté	chef - section	625-35-4422	✓
29	Mamadou affiane Diakité	chef - section	624-33-875	✓
30	Barbara Camara	secrétaire adjoint	621026769	✓
31	Fadyimba Sylla	Adjointe du quartier	62352297	✓
32	Alphonse Touré	Adjoint du quartier	6575244	✓
33	Ethady Alby Soukoko Baldé	chef de section	622-72-2254	✓
34	Ethady Fofé Soukoko	Membre du Bureau	655-503185	✓
35	Houma Camara	jeunesse	622422009	✓
36	Lourenço Comara	Conseiller	621380181	✓

Annexe 5.5 Consultation_Autorité_Quartier_Kissosso_Plateau_2

^{Notice}
~~Charte~~ d'Impact Environnemental et Social du Projet
de Construction d'un poste source d'électricité à
Kissosso, dans la Commune urbaine de Matoto.

08/07/2017
Procès-Verbal de la consultation des Autorités du
quartier de Kissosso-plateau

L'an deux mil dix-sept et le huit juillet,
s'est tenue dans le quartier Kissosso plateau, une
réunion de consultation des autorités dudit
quartier. Cette réunion a eu pour but d'informer
ces autorités sur la réalisation du projet de
construction d'un poste source d'électricité de la
secteur "Banque-mondiale" de Kissosso.

ont participé à cette rencontre, quinze
personnes dont notamment l'équipe de consultants
du Bureau d'étude GUIDE, les représentants de la
Mairie de Matoto, du Commanditaire ES et du
quartier (voir la liste des participants en annexe).

La réunion a démarré avec une introduction du Professeur Sékou Nourou Keita. Il a précisé l'objet de la visite ainsi que la démarche retenue par EOG incluant la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social.

Ensuite, Monsieur Sékou Fofana, Monsieur Houbacar Sidiki Camara, Monsieur Amadou Sow ont, à tour de rôle, pris la parole pour expliquer la spécificité de leur mission.

M. Ahmed Cissoko est intervenu pour remercier et féliciter la mission. Il a longuement expliqué les difficultés de gestion qui ont occasionné l'occupation de l'emprise actuelle du site (nécessité de déplacement du marché due aux travaux de la SEG). Il a également encouragé la mise en valeur de l'aire de jeux des jeunes en plus du réaménagement du Grand Marché de Kissosso.

Par M. Cissoko et les autres membres du Bureau du quartier ont exprimé leur soutien et leur engagement en faveur de la réussite du Projet. Des discussions riches ont eu lieu entre les participants et la réunion qui avait démarré à 10h s'est terminée à 12h30 sur une note de satisfaction de tous.

Pour les Autorités du Quartier
Cissé Ahmed
08/07/2017
Chef de quartier
Lusaka Plateau
622105560

Pour la Société EDG
08/07/2017
Sékou Fofana
Environnement
DET/EDG

Pour le BUREAU
Cassara Aboucar Sidiki
08/07/2017
620971895

Pour Guide

Conakry le 08 juillet 2017

Liste de présence à la Consultation des Autorités
du quartier Kissosso - plateau

S. 09/07/2018

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Contact	Signature
1	Po Sékou Noussou Keita	Expert. Env. (GUSI)	628 45 7728	
2	M. Ahmed Cissoko	chef de Quartier - Kissosso Plateau	622.10.5569	
3	Camara Babara	secrétaire du qtr	621 08 6709	
4	Touri Alpha mou	Equipement et Appoi Nécessaire du qtr	629 67 6642	
5	Quasane Bangouna	jeune quartier	622 70 8436	
6	Lounssy Camara	conseiller quartier	621 98 0182	
7	Fode Cissé	secrétaire quartier qtr	620 61 6855	
8	Sékou Fofana	Embarcadere SET/EDC	622 93 5265	
9	M ^{re} Amadou Sow	chargé d'études habitat Matoto	628 57 6280	
10	Abdoulaye Sidiki Cissé	chargé d'études au B E E E / M E E F	620 97 1895	
11	Sékou Camara	Conseiller Quartier	628 45 2109	
12	Namadeuba Fofana	Chef de Carré Secours / Kissosso	624 89 6913	
13	Michaela Blani	Jeune quartier Kissosso Plateau	655 90 8770	9
14	Elhadji Keba Camara	jeune quartier	657 90 9109	
15	Salim Magassouba	jeune quartier	622 85 4243	
16	Mohamed Keita	jeune quartier	623 00 8702	

Annexe 6

Ordre Mission pour les travaux de terrain du Consultant



GUINEE DEVELOPPEMENT S.A.
Ingénieur Conseil

N° 018/98/EC000017

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travailleur Justice Solidarité



ORDRE DE MISSION

Il est ordonné aux sieurs : **Py Kaba Sémou Moussa ; Mr Fofana Sémou ; Mr Aboubacar Sidiki Camara**

Nationalité :	Guinéenne
Profession ou Fonction :	Environnementaliste (chef de mission), Représentant de EDS, Représentant du DGE
De se rendre :	A Kissosso
Object de la mission :	Réalisation d'Etude d'Impact Environnemental et Social de la Création d'un Poste Source à Kissosso
Moyen de Transport :	Véhicule immatriculé RC 1760 AC
Conduit par :	Mr Mamadou Doucou Diello
Date de démarrage :	Le 07 juillet 2017
Date de fin :	Fin de mission

Les autorités administratives, Civiles et Militaires sont priées de faciliter l'accompagnement de la présente mission.

Conakry le 06/07/2017
Le Directeur Général





Mamadou Mamadou Barry



Annexe 7

Doléance de Monsieur Touré, le propriétaire du parc à engins

Mamadou TOURE
Kissosso Plateau,
Secteur Banque mondiale,
Conakry (RG)
666 80 89 46

Conakry, le 25 Juillet 2017

ELECTRICITE DE GUINEE
Direction des ressources humaines

Objet: Requête de compensation pour délocalisation involontaire

Madame, monsieur

Le Projet de Construction et d'exploitation d'un Poste source en prévision sous la ligne Haute Tension de Kissosso plateau a retenu toute mon attention. Je suis actuellement Propriétaire du parc d'engins lourds sous la ligne Haute Tension de Kaleta et souhaiterais en effet une compensation pour rélocalisation involontaire.

En effet, j'ai demandé et obtenu un document d'occupation provisoire des autorités municipale de Matoto qui était valable de 2009 à 2014, ce qui me rend apte à mener mes activités de mécanique, transport et de parc. J'ai suis également doté depuis 2014 d'un autre document d'autorisation d'occupation provisoire dont le délai n'est pas encore échu. Mais, conscient que la réussite d'un projet professionnel ne dépend pas seulement de mes intérêts personnels liés à un document municipal, je m'attache au sens de la responsabilité traditionnelle de la Société EDG et de son partenaire la Banque mondiale.

Je serais heureux de vous rencontrer pour présenter de façon plus approfondie les informations mentionnées dans cette lettre. Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer mes sincères salutations.

Mamadou TOURE



Annexe 8

Décret portant déclaration d'utilité publique des zones couvertes par le
projet énergie de l'OMVG en Guinée

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

DECRET D/2009/110/PRG/SG

PORTANT DECLARATION D'UTILITE
PUBLIQUE DES ZONES COUVERTES PAR LE
PROJET ENERGIE DE L'OMVG EN GUINEE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

VU- Le communiqué N° 001/CNDD du 23 décembre 2008, portant prise effective du pouvoir du pouvoir par les Forces Armées Guinéennes;
VU- L'Ordonnance N°006/PRG/CNDD du 29 décembre 2008, portant création d'un poste de Premier Ministre, Chef de Gouvernement;
VU- L'Ordonnance N°007/PRG/CNDD du 29 décembre 2008, portant Attributions du Premier Ministre, Chef de Gouvernement;
VU- L'Ordonnance N°008/PRG/CNDD du 29 décembre 2008, portant nomination du Premier Ministre, Chef de Gouvernement;
VU- Le Décret N° D/2009/001/SG/PRG/CNDD du 14 janvier 2009 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié jusqu'à ce jour ;

= D E C R E T E =

ARTICLE 1^{er} /: Dans le cadre du Projet Energie de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG), Sont déclarées d'utilité publique pour des opérations d'aménagement de forces hydrauliques et de distribution d'énergie, les zones ci-après:

a)- Une partie du site du réservoir de Sambangalou, situé dans les villages de **Parabanta et Diaré** dans le District Kopou et **Moussouly Koto** dans le District Kandaya (Sous préfecture de Balaki) ; **Missira** dans le District de Madina Kouta (Sous préfecture de Lébékéré) ; les villages de **Tiéwiré, Dounkounk Sara, Souleré et Timbouguidaré** dans le District de Pakaya (Commune Urbaine de Mali) situé à 25 km du centre ville de Mali, Préfecture de Mali, Région Administrative de Labé ; d'une superficie totale de **145 kilomètres carrés**.

b)- Le site du barrage de Kaléta, de la centrale, du réservoir et de la cité du Maître de l'Ouvrage d'une superficie de 314 hectares, sis dans la Sous Préfecture de Tondon, Préfecture de Dubreka et dans les Sous Préfectures de Sogolon et Kolet, Préfecture de Télimélé, Région Administrative de Kindia.

c)- L'emprise de la route d'accès au site du barrage de Kaléta, de 70 kilomètres de long sur 13 mètres de large, traversant les Sous-Préfectures de Wassou, Badi et Tondon, Préfecture de Dubréka avec les ouvrages de franchissement des fleuves de Badi (200 mètres de long), Khoni (100 mètres de long) et Sonkhodé (60 mètres de long).

d)- Les sites des cinq (5) postes de transformation, d'une superficie de 9 hectares par poste soit 45 hectares situés dans les localités de Mali, Labé, Linsan, Kaléta et Boké.

e)- Le tracé de la ligne de transport d'énergie de 575 kilomètres de long et 40 mètres de large, traversant les Préfectures de Mali, Labé, Pita, Dalaba, Mamou, Kindia, Dubréka, Boffa, Fria et Boké repart en six tronçons.

f)- Les points d'angles de la ligne d'interconnexion, les sites des points de transformation et de la cité du Maître d'Ouvrage et de l'Entrepreneur ont été déterminés.

ARTICLE 2/: Les zones susvisées sont déclarées propriété de l'Etat et mises à la disposition du Projet Energie de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG).

Les modalités et conditions de mise à disposition seront définies dans les Conventions Internationales spécifiques relatives aux ouvrages communs.

ARTICLE 3/: Sont interdites sur ces zones réservées :

- Toute occupation nouvelle à quelque titre que ce soit ;
- Toute transaction et cession à quelque titre que ce soit de terrains bâtis et non bâtis compris dans les dites zones.

ARTICLE 4/: Les occupants de ces zones seront déguerpis au fur et à mesure des besoins d'aménagement de la Puissance Publique.

L'Etat s'engage à indemniser et à recaser conformément à la procédure en vigueur en la matière les occupants de ces zones avant leur déguerpissement.

ARTICLE 5/: La présente déclaration d'utilité publique constitue l'acte de cessibilité.

ARTICLE 6/: L'expropriation ainsi déclarée devra être réalisée dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent Décret. Toutefois, ce délai pourrait être porté à cinq (5) ans pour les opérations prévues aux projets d'aménagement et d'urbanisme.

ARTICLE 7/: Le Ministre d'Etat en charge de la gestion des domaines de l'Etat procédera à leur immatriculation avant l'affectation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 8/: Les Ministres en charge de la Construction, de l'Aménagement du Territoire et du Patrimoine Bâti Public ; des Mines, Energie et Hydraulique ; de l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques ; de la Sécurité et de la Protection Civile, des Transports ; de l'Agriculture et de l'Elevage ; de la Décentralisation et du Développement Local ; du Développement Durable et de l'Environnement ; de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun à ce qui le concerne de l'application correcte du présent Décret.

ARTICLE 9/ : Le présent Décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République

08 JUN 2009

CONAKRY, LE2009



CAPITAINE MOUSSA DADIS CAMARA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DE L'ETAT
PRESIDENT DU CNDD
COMMANDANT EN CHEF DES FORCES ARMÉES